



# Le Monde

## LE COMMUNISME MUNICIPAL TIENT BON DANS SES BASTIONS

FRANCE - LIRE PAGE 8



## Hugo Chavez : questions sur un « empêchement »

INTERNATIONAL - LIRE PAGE 4

## EN 2013, L'AMÉRIQUE NE DOMINERA PLUS LE CIEL

ÉCONOMIE - LIRE PAGE 10



Jeudi 3 janvier 2013 - 69<sup>e</sup> année - N°21137 - 1,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

# La double crise de l'automobile française

- Le marché français est en panne avec des ventes de voitures neuves en 2012 au plus bas depuis 1997
- PSA Peugeot Citroën et Renault s'enfoncent dans la crise et reculent davantage encore que le marché
- La production de leurs usines françaises a été réduite de moitié en dix ans
- La Chine fabriquera plus d'automobiles que toute l'Europe en 2013 **LIRE PAGE 10**

## AU HAVRE, DES CONTENEURS CHINOIS TOXIQUES

Quelque 20 % des chargements arrivent aspergés de pesticides dangereux pour la santé **LIRE PAGES 2-3**



Le port du Havre où 2,5 millions de conteneurs transitent chaque année.

## Les Etats-Unis échappent à une catastrophe budgétaire

L'année aurait pu commencer de plus mauvaise manière. L'accord intervenu mardi 1<sup>er</sup> janvier, à Washington, sur le budget américain évite une catastrophe. Il faudrait être un esprit bien chagrin pour ne pas s'en féliciter. Si démocrates et républicains ne s'étaient pas entendus au Congrès, les Etats-Unis risquaient de rechuter dans la crise - enfonçant un peu plus une Europe déjà encaimée dans la récession. 2013 eût pris départ calamiteux.

Mais il ne faut pas s'y tromper. L'accord budgétaire de mardi relève du colmatage de

d'accord en 2011 pour se lier les mains. Faute de compromis sur le budget 2013, un « paquet » de hausses d'impôts et de coupes dans les dépenses publiques entrerait automatiquement en vigueur. C'est ce que l'on a appelé « la falaise budgétaire » : la brutalité du choc eût été de nature à étouffer la reprise de l'activité dans le pays.

Il fallait l'éviter à tout prix. Le Sénat, à majorité démocrate, a voté lundi un compromis laborieusement négocié avec la Maison Blanche. La Chambre des représentants, à majorité républicaine, l'a adopté mardi. Soulagement général. Barack Obama est reparti en vacances à Hawaï. Les Bourses ont salué, à la hausse, la sagesse des législateurs américains.

L'accord est pourtant à minima. Le taux d'imposition passe de 35 % à 39,6 % pour les foyers fiscaux aux revenus supérieurs à 450 000 dollars par an. Chacun a fait un pas vers l'autre. Les républicains ne voulaient pas de hausse d'impôts du tout ; les démocrates voulaient appliquer ce nouveau taux aux foyers de plus de 250 000 dollars.

Le débat sur la réduction des dépenses publiques est repoussé à deux mois. La ques-

tion du relèvement du plafond légal de la dette - pour éviter une nouvelle baisse de la note que les agences accordent au Trésor américain - n'a pas été abordée.

Autant dire que la Maison Blanche et le Congrès n'ont toujours pas de carnet de route crédible pour enrayer dans les cinq à dix ans l'inexorable montée de la dette du pays. Elle devrait vite atteindre les 100 % du produit intérieur brut pour flirter avec les 300 % d'ici au milieu du siècle. Intenable, même avec un dollar qui reste, plus que jamais, la grande monnaie de réserve mondiale.

Très vite, le service de la dette et les deux grands postes de l'Etat-providence - santé et retraites - vont engloutir l'ensemble du budget fédéral. Sauf à financer autrement l'Etat-providence, à augmenter les impôts et à diminuer les autres dépenses publiques... cette grande réforme, qui bouscule autant de tabous démocrates que républicains, M. Obama aimerait la mettre sur les rails d'ici à la fin de son mandat. Les Européens sont confrontés au même problème, qui relève du même remède : le courage politique. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 6

## AUJOURD'HUI

**M. Berlusconi aux abois, en panne d'idées**

Après un début de campagne poussif pour les élections des 24 et 25 février, l'ancien président du conseil italien dit avoir été victime d'un complot lors de sa chute en 2011.

INTERNATIONAL - P. 6

**Blanchiment : arrestation d'un homme-clé**

Dans l'affaire qui a impliqué une élue verte du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le chaînon manquant entre les trafiquants de drogue et les financiers est sous les verrous.

SOCIÉTÉ - PAGE 9

**Concentration des Bourses mondiales**

Les Bourses de Tokyo et Osaka ont fusionné le 1<sup>er</sup> janvier pour résister aux plates-formes alternatives. ICE compte acquérir NYSE Euronext dans le même but.

ÉCONOMIE - PAGE 11

## ÉDITORIAL

court terme. Un peu de mercurochrome sur une plaie qui reste béante. Il contourne le mal plus qu'il ne le soigne. L'Amérique - qui s'est beaucoup moquée de l'incapacité des Européens à venir à bout de la crise de l'euro - n'a toujours pas de stratégie pour attaquer de front la pathologie qui la mine : une dette publique géante.

Démocrates et républicains s'étaient mis

## LE REGARD DE PLANTU

### 1200 voitures brûlées à la Saint-Sylvestre

C'EST MOU, TOUT ÇA !! C'EST PAS ÇA QUI VA RELANCER LES VENTES AUTOMOBILES !!



## CULTURE & STYLES

### Kosice, surprenante capitale culturelle

La cité slovaque, où la métallurgie souffre, est, avec Marseille, l'autre capitale européenne de la culture 2013. Friches industrielles et camps militaires reprennent vie. **LIRE PAGES 14 et 15**

### Jean-François Balmer et le souffle de Céline

L'acteur met en voix un Voyage au bout de la nuit ahuri et musical. Une réussite, au Théâtre de l'Œuvre. **LIRE PAGE 15**

### Jérôme Clément répond à Vincent Maraval

L'ancien président du CNC et d'Arte défend le système de production de films à la française. **LIRE PAGE 13**

" UN DES DIX PLUS GRANDS FILMS DE 2012. "

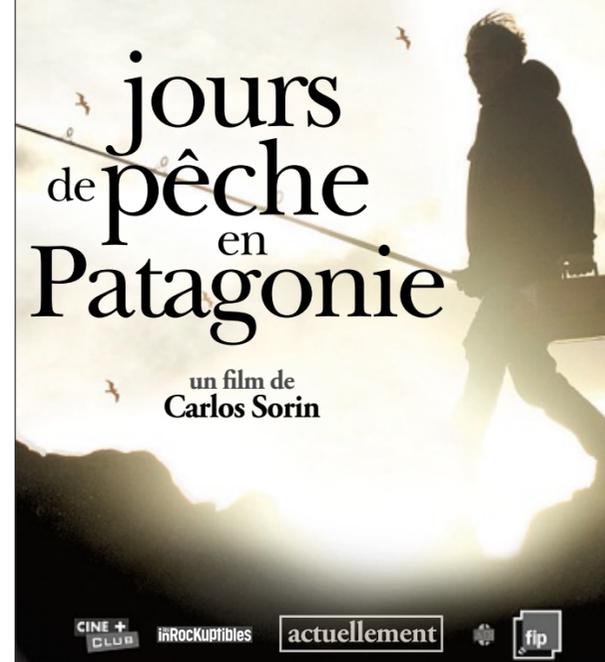
Pascal Mérigeau - Le Nouvel Observateur

" DU GRAND CINÉMA HUMANISTE. "

Pierre Murat - Télérama

" UN FILM MAGNIFIQUE DE SIMPLICITÉ, PLEIN D'ÉMOTION RETENUE. "

Jérôme Garcin - Le Nouvel Observateur



Jours de pêche en Patagonie

un film de Carlos Sorin

CINE CLUB

iRockUp!tibles

actuellement

fip

# Du poison dans les conteneurs

20 % des chargements maritimes sont aspergés de pesticides. Les ports tardent à prendre la mesure du danger

C'est un danger identifié par les services de l'Etat, mais que les consommateurs ignorent. De 15 % à 20 % des conteneurs, soit un sur cinq, qui arrivent dans les ports européens, contiennent des gaz extrêmement dangereux, cancérigènes ou neurotoxiques. Le phénomène est massif : un million de conteneurs chargés de marchandises arrivent en Europe chaque semaine par bateau. Ces substances toxiques, inodores et incolores menacent toute une chaîne de travailleurs : dockers, douaniers, logisticiens, chauffeurs, manutentionnaires... jusqu'au consommateur lui-même.

En 2010, aux Pays-Bas, en déchargeant un conteneur de verre transporté dans des caisses en bois en provenance de Chine, deux manutentionnaires ont été grièvement intoxiqués. L'un est resté cinq jours dans le coma, l'autre a vu sa santé gravement altérée : perte importante de poids, perte de l'odorat et du goût.

La présence de ces gaz est due en partie aux opérations de fumigation, une pratique nécessaire, parfois obligatoire, destinée à éliminer les moisissures et les animaux nuisibles durant le transport et à éviter l'introduction dans les pays importateurs de parasites, de bactéries et de maladies. C'est sans doute par la voie d'un conteneur de poteries chinoises que le frelon asiatique a envahi l'Europe.

**Très peu d'entreprises se conforment à l'obligation de mentionner sur les conteneurs la présence de gaz toxiques**

Pour éviter tout danger, cette opération de fumigation est en principe entourée de précautions. Les conteneurs doivent être aspergés de gaz puis immédiatement ventilés avant d'y faire pénétrer la marchandise. Ils doivent faire l'objet d'une signalisation spécifique apposée sur la porte : une étiquette « danger, cet engin est sous fumigation », illustrée d'une tête de mort et du numéro ONU 3359. En mars 2010, l'Union européenne a interdit l'utilisation du bromométhane, considéré comme trop nocif. Mais de nombreux pays continuent d'utiliser ce gaz. Surtout, très peu d'entreprises se conforment à l'obligation de mentionner sur les conteneurs la présence de gaz toxiques, pour ne pas se soumettre à l'obligation de défumiger.

Une autre source toxique, plus insidieuse, menace également la santé des travailleurs des ports et des consommateurs : les gaz et vapeurs dégagés par les marchandises elles-mêmes durant le transport. Les meubles, les chaussures, les vêtements, fabriqués en Asie, notamment au Vietnam et en Chine, contiennent fréquemment des solvants à base de toluène et de benzène qui sont cancérigènes. Et, dans ce cas, aucune mention sur les conteneurs ne permet aux personnels des ports de se prémunir contre les émanations toxiques. Seules des analyses de l'atmosphère des conteneurs peut permettre de détecter le danger. Elles sont rarement pratiquées.

Les gaz utilisés pour la fumigation peuvent-ils contaminer les marchandises ? Dès 2005, une étude de l'Institut national des Pays-Bas pour la santé publique et l'environnement avait révélé que des médicaments, des aliments ou des matelas contenaient du bromure de méthyle.

Trois ans plus tard, devant le 18<sup>e</sup> congrès de la société européenne de pneumologie, à Berlin, une équipe de chercheurs allemands de l'Institut central de médecine professionnelle et maritime de l'université de Hambourg mettait au jour l'ampleur du danger. Après avoir analysé l'atmosphère de deux cents conteneurs débarqués du port de Hambourg (Allemagne) et autant à Rotterdam (Pays-Bas), Xavier Baur et Lygia Budnik avaient conclu que 97 % d'entre eux présentaient des résidus de gaz, principalement du 1,2-dichloroéthane et du bromure de méthyle, parfois conjugués à la présence de benzène et de toluène. 19 % présentaient des taux de gaz supérieurs aux limites autorisées. Les deux chercheurs confirmèrent la contamination des produits transportés.

Alertés par les syndicats, l'administration française des douanes et la direction de la gendarmerie sont parfaitement au fait de la dangerosité de la fumigation. En juin 2011, la direction générale des douanes a fait parvenir une note détaillée à ses services pour « prévenir le risque d'exposition aux gaz toxiques présents dans les conteneurs ». Dans ce document de quatre pages, l'administration explique qu'elle a procédé en 2010 à des tests au port du Havre, où sont traités chaque année 2,3 millions de conteneurs. « Ce test, qui s'est déroulé sur une période de trois semaines, a révélé une concentration de gaz de fumigation supérieure aux normes européennes dans 14 % des conteneurs. »

Les syndicats évoquent un chiffre plus alarmant : 28 % des conteneurs, selon Sébastien Géhan, le secrétaire général du syndicat des douanes CGT, ont révélé des taux de gaz toxiques supérieurs au seuil de sécurité. Aucun conteneur ne portait la signalisation de leur fumigation.

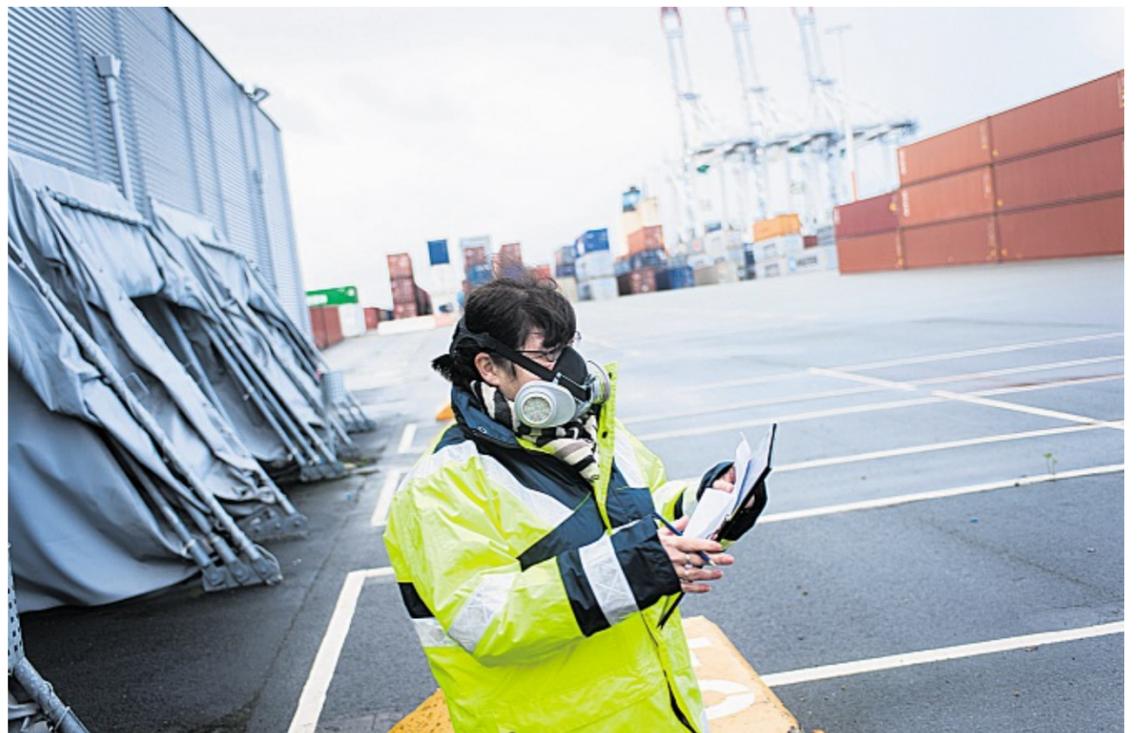
A la suite de ces constats, la direction des douanes a préconisé plusieurs mesures. Elle demande aux agents de « se placer systématiquement sur le côté du conteneur lors de l'ouverture » puis de « respecter un délai d'aération de 30 minutes avant intervention » et « d'utiliser masque, gants, lunettes, casque de protection approprié pour la vérification des marchandises ». La gendarmerie, qui, pour le besoin de ses investigations, est amenée à ouvrir des conteneurs, a également fait procéder à des mesures par une antenne spécialisée, la Cellule nationale nucléaire radiologique biologique et chimique, à Versailles, et a décidé de protéger ses agents en les dotant de matériels spécifiques.

Pour les syndicats, ces mesures sont insuffisantes et « inadaptées ». Surtout, elles ne s'appliquent pas à toute une chaîne de travailleurs qui manipulent chaque jour, dans l'ignorance du danger, les marchandises des conteneurs.

La Belgique et la Hollande ont pris des dispositions plus drastiques. Des protocoles entre employeurs et syndicats obligent à une mesure systématique des gaz



Un commissionnaire, représentant de l'importateur, brise les scellés d'un conteneur. JEAN-MARIE HEIDINGER POUR « LE MONDE »



Une douanière munie d'un masque s'apprête à contrôler le contenu d'une « boîte ». JEAN-MARIE HEIDINGER POUR « LE MONDE »

dès qu'un doute apparaît. La douane hollandaise exige un certificat d'absence de gaz toxiques datant de moins de deux heures avant toute intervention de ses services. Jan De Jong, l'un des responsables du syndicat néerlandais FNV Bondgenoten, demande aux gouvernements d'aller plus loin en agissant à la source et en interdisant certains produits au niveau mondial.

Les syndicats préconisent l'installation de stations de dégazage dans les ports et l'intensification des contrôles. Qu'en est-il pour les entreprises ? Une enquête menée par le ministère de l'environnement hollandais, en 2006, avait montré que 97 % des sociétés n'avaient procédé à aucune analyse des risques liés à la fumigation. Depuis, certaines entreprises, comme Ikea,

mesurent systématiquement la toxicité de leurs conteneurs et de leurs meubles.

En France, le Syndicat national des agents des douanes CGT s'apprête à lancer une alerte sanitaire. Aucune étude épidémiologique ne permet à ce jour de mesurer l'effet de ces gaz sur la santé des travailleurs exposés. ■

SOPHIE LANDRIN

## Au port du Havre, « il y a des risques plus importants »

La douane n'est pas chargée de contrôler la toxicité des marchandises et ne fait que constater la présence de gaz ou de vapeurs

### Reportage

#### Le Havre

Envoyée spéciale

Mercredi 27 décembre 2012, c'est jour de grand vent au Havre. L'activité du port, le premier de France pour les conteneurs, tourne au ralenti. Les mesures de protection contre les dangers liés à la présence de gaz toxique dans les « boîtes » ne sont pas mieux appliquées pour autant.

Sur le terminal 2000, un porte-conteneurs de la compagnie danoise Maersk, leader mondial du transport maritime, est à quai, en attente de déchargement. Un peu plus loin, derrière un grillage, sur le parc de stockage, des doc-

kers sont perchés à plusieurs mètres sur leurs chariots cavaliers – d'immenses grues motorisées – et déplacent les conteneurs comme s'il s'agissait de simples morceaux de sucre. Des dizaines de « boîtes » bleues, estampillées « China Shipping », s'empilent sur un parking.

Juste à côté, dans un hangar préfabriqué, une équipe de douaniers doit procéder au contrôle d'une cargaison d'emballages en provenance d'Indonésie, destinés à des fabricants de maquillage. Une douanière ajuste son masque de protection, puis s'approche du conteneur déposé à l'extérieur par les dockers. A peine les scellés brisés sur la porte du conteneur, un commissionnaire, représen-

tant l'importateur, se saisit de cartons qu'il dépose sur une table à l'intérieur du hangar. Les douaniers vérifient le contenu et sa conformité fiscale. L'opération a duré moins de dix minutes. La demi-heure de ventilation requise pour éliminer d'éventuels gaz toxiques avant de pénétrer dans le conteneur n'a pas été respectée.

« On voit tout de suite si l'on prend des risques. Sur les conteneurs fumigés, les bouches d'aération sont systématiquement obturées. Là, ce n'est pas le cas, les scellés n'avaient pas été tripatouillés et la marchandise n'était pas problématique », explique la douanière. « Sur un port comme celui-là, il y a des risques plus importants, comme celui de se faire écri-

bouiller par un cavalier », plaisante son collègue.

Pourtant, lors du test effectué par la direction des douanes du Havre en 2010 pour mesurer la présence de gaz toxiques, les conteneurs fumigés ne comportaient, selon les syndicats, aucun indice laissant soupçonner son gazage : ni obturation des aérateurs, ni rubans sur les joints de porte.

Ce qu'appréhendent les douaniers du Havre, ce sont les cargaisons de meubles ou de chaussures, susceptibles de dégager des vapeurs toxiques. Le responsable des douanes, Michel Marin, explique qu'en présence de ces conteneurs, il demande systématiquement un « dépotage » : la marchan-

dise doit être sortie du conteneur par les représentants de la société importatrice et déposée dans un entrepôt. Le risque est alors pris par des manutentionnaires. « Les douanes ont informé l'ensemble des métiers du port des dangers de la fumigation », assure Michel Marin, avant de reconnaître que seules les douanes ont pris des mesures de protection.

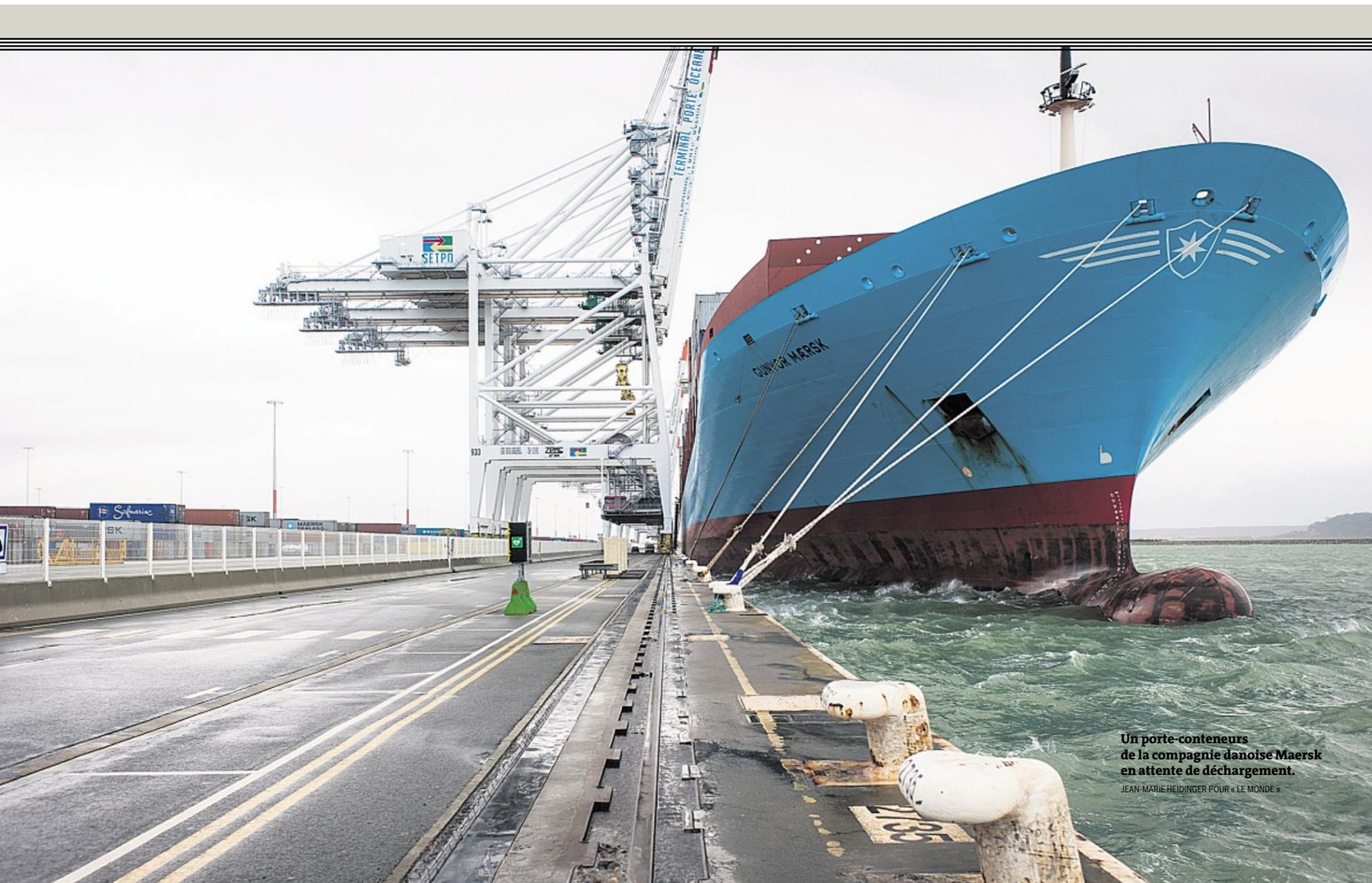
#### La fiscalité et rien d'autre

L'administration, qui ne dispose pas de station de dégazage, fait parfois appel à une entreprise spécialisée installée sur le port du Havre pour procéder à une véritable défumigation. « Nous pratiquons une ventilation forcée, en forçant le passage de l'air dans l'en-

semble du conteneur et en élevant la température afin d'accélérer la désorption des gaz », explique Benoît Vacquer, responsable de la société Agronet.

Même s'ils constatent la présence de gaz ou de vapeurs toxiques, les douaniers laisseront partir la marchandise. Leur contrôle ne porte que sur la fiscalité, la contrefaçon ou les stupéfiants, en aucun cas sur la toxicité des produits. Que des chaussures ou des meubles contiennent du benzène ou du toluène n'empêchera pas la marchandise de se retrouver sur les étagères des magasins. « Ce n'est pas dans nos prérogatives », constate le responsable des douanes. ■

S.L.



Un porte-conteneurs de la compagnie danoise Maersk en attente de déchargement.

JEAN-MARIE HEIDINGER POUR « LE MONDE »

## Des vertiges aux cancers, des effets aigus ou chroniques

Sur toute la chaîne de transport, les travailleurs sont exposés à des risques d'intoxication

MIGRAINES, TROUBLES de la concentration et de la mémoire, vertiges et nausée, irritation de la peau, lésions des muqueuses du nez et des yeux, symptômes respiratoires et crampes musculaires, ou encore troubles de l'humeur et fatigue inhabituelle sont quelques-uns des signes d'une intoxication chronique ou aiguë due aux gaz utilisés pour désinfecter les conteneurs qui arrivent dans les ports de l'Union européenne.

Les personnes travaillant aux différentes étapes de la chaîne de transport sont les plus exposées, dans un cadre professionnel, aux pesticides utilisés dans les conteneurs. Cela commence par les salariés chargés de la fumigation au port de départ, ou par les marins, si des opérations de désinfection sont effectuées en mer. Les dockers sont exposés lors du déchargement et de l'ouverture des conteneurs, de même que les personnels des douanes lors des inspections. Enfin, les employés des entreprises destinataires ne sont pas à l'abri d'une exposition lors de la réception ou de la manipulation des produits avant stockage.

### Incolore et inodore

Des mesures d'aération des conteneurs avant ou lors de leur ouverture sont parfois mises en place, mais toutes n'ont pas la même efficacité. Les méthodes d'aspiration sont plus performantes que la seule ventilation. L'importance des troubles observés dépend de plusieurs facteurs : durée de l'exposition, concentration, distribution et devenir dans l'organisme du pesticide, susceptibilité individuelle de la personne, exposition à d'autres toxiques.

Parmi les produits de fumigation les plus utilisés figurent le bromométhane (ou bromure de méthyle), le 1,2-dichloroéthane

(ou dichlorure d'éthylène), la phosphine (ou hydruure de phosphore) le dichlorométhane (ou chlorure de méthylène) et le fluorure de sulfuryle.

Le cas du bromométhane est exemplaire. Ce gaz incolore, inodore et ininflammable était très utilisé pour le traitement des sols et des semis, mais il est nocif pour la couche d'ozone. De ce fait, le protocole de Montréal a restreint sa production et son usage, avec une suppression progressive arrivant à échéance en 2015.

Différents pays, dont les Etats-Unis, ont cependant pris des mesures dérogatoires. La fumigation au bromométhane était ainsi, avec la chaleur, l'une des deux méthodes agréées par les douanes en Europe jusqu'en 2010 pour traiter les matériaux d'emballage en bois et en bois brut (caisses, boîtes, palettes), avec un marquage particulier sur ces emballages.

La fiche consacrée en 2010 par l'Institut national de recherche et sécurité au bromométhane signale « attention : produit génotoxique », du fait d'une dégénérescence testiculaire constatée chez l'animal. Le Centre international de recherche sur le cancer n'a pas pu se prononcer sur son éventuel caractère cancérigène, mais cette évaluation date de 1987.

Depuis, une étude publiée en janvier 2012 par l'équipe de l'Institut central de médecine du travail et maritime de Hambourg a fait le point. « *Tant les arguments épidémiologiques que les données toxicologiques suggèrent un lien possible entre l'exposition au bromométhane et de graves problèmes de santé, y compris le risque de cancer de la prostate du fait d'une exposition professionnelle ou dans la vie courante* », constataient Lygia Budnik et ses collègues. ■

PAUL BENKIMOUN

**550**  
millions

de conteneurs maritimes sont déchargés chaque année dans le monde. Le Havre, avec 2300 dockers et 2,3 millions de conteneurs, est le premier port français.

**28**

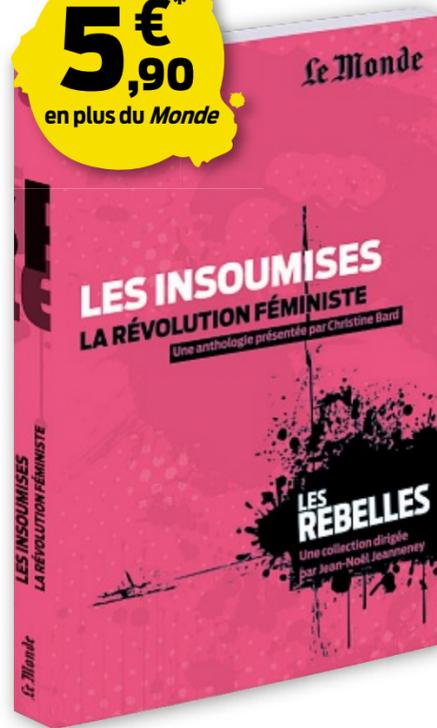
pour cent des conteneurs testés au Havre renferment des concentrations de gaz toxiques supérieures aux seuils de sécurité, selon le syndicat des douanes CGT.

Le Monde

LES REBELLES

Une collection dirigée par Jean-Noël Jeanneney

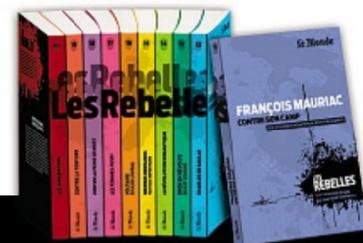
**5€\***  
en plus du Monde



Dès le 2 janvier,  
le volume n° 17

**LES INSOUMISES**  
La révolution  
féministe

**Ceux qui ont dit  
NON !**



Le Monde vous propose une nouvelle collection de 20 anthologies originales, «Les Rebelles». Hommes d'action, écrivains, penseurs ou artistes, tous ont cru au pouvoir des mots pour éveiller les consciences, résister à l'oppression et transformer le monde. Leurs écrits – manifestes, lettres, discours,

poèmes – sélectionnés et préfacés par les meilleurs spécialistes, n'ont rien perdu de leur force ni de leur justesse, et restent des manuels d'insoumission pour les temps présents.

Chaque mercredi, dans tous les kiosques

\* Chaque volume de la collection est vendu au prix de 5,90 € en plus du Monde sauf n°1, offre de lancement au prix de 2 € en plus du Monde. Chaque élément peut être acheté séparément à la Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Offre réservée à la France métropolitaine, sans obligation d'achat du Monde et dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels. Société éditrice du Monde, 433 891 850 RCS Paris.

# Le Venezuela suspendu à la santé d'Hugo Chavez

Un débat constitutionnel s'engage alors que le président, hospitalisé à Cuba, est censé prêter serment le 10 janvier

C'est avec anxiété que les Vénézuéliens ont allumé leur radio au petit matin de ce mardi 1<sup>er</sup> janvier. L'état de santé de leur président, Hugo Chavez, opéré à Cuba le 11 décembre 2012, reste incertain et « délicat ». Dimanche, le vice-président, Nicolas Maduro, annonçait de La Havane que le chef de l'Etat avait présenté de « nouvelles complications, conséquences de l'infection respiratoire déjà diagnostiquée ». Mais mardi soir, M. Maduro se montrait plus optimiste, affirmant qu'Hugo Chavez, conscient, lui avait serré la main « avec une force gigantesque ».

Au pouvoir depuis quatorze ans, réélu avec 55 % des voix en octobre, Hugo Chavez a fait le choix de ne pas donner de détails concernant le cancer qui lui a été

**Les ministres d'Hugo Chavez, tout socialistes qu'ils sont, ne cessent d'appeler le peuple à prier pour la santé du chef de l'Etat**

diagnostiqué en juin 2011. Mais la gravité de son mal ne fait plus de doute. Et la possibilité de le voir, le 10 janvier, prêter serment comme prévu pour un nouveau mandat de six ans diminue de jour en jour. Le président avait lui-même envisagé ce risque, en demandant à ses concitoyens de voter pour Nicolas Maduro, en cas de nouvelle élection présidentielle. C'était le 8 décembre 2012, date de sa dernière apparition en public.

Les deux concerts prévus à Caracas pour le réveillon et les cérémonies officielles ont été annulés. « J'ai compris dimanche, en voyant la tête de Maduro, que notre commandant allait peut-être mourir. Avant je n'y croyais pas, soupire Lourdes Sierra, institutrice et militante chaviste. Hugo Chavez a tant fait pour le peuple. »

Lourdes est allée mardi matin à la messe. Les hauts et les bas du président tiennent le pays en haleine et en prière. Les ministres d'Hugo Chavez, tout socialistes qu'ils sont, ne cessent d'appeler le peuple à prier pour la santé du chef de l'Etat. Partout dans le pays, des oraisons s'organisent. Et les églises sont inhabituellement pleines. Devant les caméras de la chaîne de télévision d'opposition Globovision, le cardinal Jorge Urosa, archevêque de Caracas, a lui aussi appelé à prier pour Hugo Chavez mardi, en soulignant que l'incertitude concernant l'état de santé du président serait



Dans une église de Caracas, lundi 31 décembre 2012, une femme tient une pancarte sur laquelle on peut lire : « Plus que jamais avec Chavez ». ARIANA CUBILLOS/AP

« pleinement dissipée » le 10 janvier. « Nous saurons tous à quoi nous en tenir », a déclaré le prélat.

Agé de 58 ans, Hugo Chavez a été opéré quatre fois en dix-huit mois. Il n'a pas été vu depuis le 11 décembre. Mais aucun médecin ne s'est jamais officiellement prononcé sur son état de santé. Seuls son vice-président et ses ministres les plus proches le font. Et les termes restent très vagues. Le traitement auquel Hugo Chavez est soumis pour faire face aux dernières complications n'est pas « dénué de risques », a ainsi déclaré Nicolas Maduro dimanche. Les médias se font l'écho de supposées fuites médicales. Le quotidien espagnol ABC affirmait ainsi mardi que le président vénézuélien, dont « les signes vitaux sont très faibles », était dans le coma et sous assistance artificielle.

Faute d'informations crédibles, les rumeurs et les conjectures

médicales occupent les conversations. « Trente millions de Vénézuéliens, trente millions d'oncologues », résume l'analyste Ignacio Avalos. Tout est sujet à interprétation : pourquoi Nicolas Maduro a-t-il fait le voyage à La Havane ? Pourquoi est-il apparu aux côtés de la fille d'Hugo Chavez ? Sur les réseaux sociaux, la nouvelle de la mort de Chavez revient inlassablement. Mardi soir, le ministre de la science et de la technologie, Jorge Arreaza, demandait à ses compatriotes de ne pas croire à ces « rumeurs mal intentionnées ». M. Arreaza, qui est également le gendre d'Hugo Chavez, affirmait que celui-ci avait passé une journée « calme et tranquille en compagnie de ses enfants ».

Dans son message de bonne année diffusé sur le réseau Twitter, le chef de l'opposition, Henrique Capriles, a lui aussi appelé, mardi, ses compatriotes à commencer

l'année « sans rumeurs ni haines ». Depuis la nouvelle rechute de M. Chavez, l'opposition a décidé de s'en tenir à la discrétion. « C'est la seule attitude politiquement correcte alors qu'Hugo Chavez se bat contre la mort », résume en privé un député. Mais la Table d'unité démocratique (MUD), qui réunit les principales formations d'opposition, demande désormais que

## Quatorze années ininterrompues à la présidence

**4 février 1992** Le lieutenant-colonel Hugo Chavez commande une tentative de coup d'Etat. Il est emprisonné deux ans.

**6 décembre 1998** Libéré et amnistié, M. Chavez est élu président de la République.

**30 juillet 2000** Après l'adoption d'une nouvelle Constitution, M. Chavez est réélu.

soit déclarée la « défaillance temporaire » du président, un cas de figure prévu par la Constitution. Officiellement, Hugo Chavez exerce toujours ses fonctions de chef de l'Etat. Il ne les a que partiellement déléguées à son vice-président.

Que se passera-t-il si Hugo Chavez n'est pas en mesure de prêter serment le 10 janvier ? Le débat constitutionnel est engagé. Pour

**3 décembre 2006** Réélection du président.

**15 février 2009** Suppression par référendum de la limite de deux mandats présidentiels.

**1<sup>er</sup> juillet 2011** M. Chavez annonce qu'il a été opéré d'un cancer.

**7 octobre 2012** Réélection d'Hugo Chavez.

l'opposition, la défaillance absolue du chef de l'Etat devra être déclarée, et des élections devront être organisées dans les trente jours. Mais, au sein de la mouvance chaviste, certains évoquent la possibilité de reporter l'investiture.

Un communiqué du ministère des relations extérieures a fait savoir, mardi, qu'Hugo Chavez et son gouvernement félicitaient Cuba et son président, Raul Castro, à l'occasion du 54<sup>e</sup> anniversaire de la révolution cubaine. La coopération entre les deux pays n'a cessé de se renforcer au cours des dernières années. Cuba prodigue au Venezuela la ses médecins, ses cadres et son savoir-faire révolutionnaire. Le Venezuela fournit à l'île du pétrole à des conditions préférentielles. « C'est quand même incroyable d'imaginer Fidel Castro à l'enterrement d'Hugo Chavez », soupire Lourdes, contenant un sanglot. ■

MARIE DELCAS

## Les autochtones du Canada s'unissent pour défendre leurs droits ancestraux

Ottawa envisage de supprimer la protection de certains lacs et cours d'eau situés sur les territoires des Amérindiens



Pour défendre leurs causes, les autochtones du Canada (Amérindiens, Inuits et Métis, soit 1,2 million de personnes réparties en 615 tribus) ont souvent été très divisés. Mais depuis début décembre 2012, ils sont unis contre un projet de loi qui menace leurs droits ancestraux, dans un même combat, mené par des femmes – fait nouveau dans leur histoire. D'un bout à l'autre de ce vas-

te pays, ils multiplient les actes de protestation, organisés à travers les réseaux sociaux. Au seuil de la nouvelle année, ils ont ainsi bloqué, dimanche 30 décembre 2012, quelque 2 500 passagers dans douze trains reliant Toronto, Ottawa et Montréal, avant d'occuper d'autres voies ferrées, le lendemain, en Gaspésie, au Québec.

Les membres des onze « premières nations » du Canada manifes-

tent ainsi leur solidarité avec la chef de la réserve des Cris d'Attawapiskat, située sur la rive de la baie d'Hudson (nord de l'Ontario), en grève de la faim depuis le 11 décembre.

Pour mener son action, Theresa Spence a installé son tipi dans la neige et le froid, à proximité du Parlement d'Ottawa, sur la petite île Victoria. Ce caillou planté dans la rivière des Outaouais est officiellement territoire autochtone, celui des Algonquins. Avec le mouvement « Idle No More » (fini l'inertie), lancé en novembre par quatre autres Amérindiennes à Saskatoon (ouest), cette mère de cinq enfants âgée de 49 ans dénonce certains articles du projet de loi C-45, adopté par la Chambre des communes en décembre et en cours d'examen par le Sénat.

Il supprime la protection, en vigueur depuis 1882, de la plupart des milliers de lacs et cours d'eau navigables du pays, dont beau-

coup passent par les territoires des Amérindiens. Ceux-ci redoutent de futurs développements économiques, dont des projets de pipelines à partir des sables bitumineux de l'Alberta, défendus par le premier ministre conservateur Stephen Harper.

Le texte modifie d'autre part les conditions selon lesquelles un « conseil de bande » autochtone peut céder des terres de sa réserve, n'exigeant plus que la majorité d'une assemblée ad hoc, au lieu de la « majorité des électeurs » de la bande. D'où la crainte que les réserves soient ainsi grignotées par des non-autochtones et privatisées plus aisément. Le projet obligera enfin les responsables des premières nations du Canada à publier leurs budgets et le montant de leurs rémunérations, dans un souci de transparence.

Avec son mouvement, Theresa Spence réclame, pour les chefs autochtones, des pourparlers

avec Stephen Harper en personne, estimant que les échanges avec ses ministres n'ont servi à rien jusqu'à présent. Elle veut que le projet soit amendé de manière à ne pas violer les divers traités historiques signés par les Amérindiens avec le gouvernement fédéral. Ses demandes sont restées vaines jusqu'à présent. « Je n'ai pas peur de mourir pour mon peuple, dit M<sup>me</sup> Spence. Notre souffrance est trop grande et il est temps que le gouvernement réalise ce qu'il nous inflige. »

## Homicides, suicides et alcool

La chef de la réserve d'Attawapiskat, où vivent près de 2 000 personnes, avait décrété l'état d'urgence en octobre 2011 devant l'insalubrité des abris, sans eau ni électricité, où des familles entières vivaient dans le froid. Sollicitée, la Croix-Rouge avait fait parvenir des sacs de couchage et autres articles de première nécessité.

Ottawa, qui avait alors tenté d'évincer la chef Spence de son poste, soutient que 131 millions de dollars canadiens (99,8 millions d'euros) ont été dépensés, ou alloués, depuis 2006 dans la réserve, notamment pour la construction de 60 maisons et d'une école neuves.

En dépit de quelques améliorations récentes, les autochtones vivent en général dans des logements sommaires. Le taux d'homicides est chez eux dix fois plus élevé que dans le reste du Canada, les suicides au moins trois fois plus nombreux, tandis que l'alcoolisme continue de dévaster des familles entières. Tels sont les implacables thermomètres du profond désarroi des Amérindiens, communauté canadienne dont la croissance démographique est la plus forte, mais qui ne représente qu'à peine 1 % de la population du pays. ■

MARTINE JACOT

# Le chef de la police de Dubaï part en guerre contre les Frères musulmans

Dix Égyptiens, résidents des Emirats, sont accusés d'espionnage au profit de la confrérie

Pour qui suit le compte Twitter du chef de la police de Dubaï, l'annonce par la presse émiratie, mardi 1<sup>er</sup> janvier, du démantèlement d'un réseau d'espionnage présumé au profit des Frères musulmans, ne vient pas vraiment comme une surprise. Ces derniers jours, le lieutenant général Dhahi Khalfan Al-Tamim, célèbre dans le monde arabe pour

« Si les Frères musulmans tentent de saper la sécurité du Golfe, ils baigneront dans le sang »  
Dhahi Khalfan Al-Tamim

avoir dévoilé le probable rôle du Mossad, la centrale de renseignements israélienne, dans l'assassinat, à Dubaï, en janvier 2010 d'un haut responsable du Hamas, Mahmoud Al-Mabhouh, a multiplié les tweets assassins à l'encontre de la confrérie égyptienne et de ses adeptes aux Emirats arabes unis. Les qualifiant de « voleurs par excellence », les accusant de se préparer à un « nettoyage des médias », le « premier flic de Dubaï » se targuait d'avoir « élucidé leur dossier ».

Mardi, conséquence logique de ce réquisitoire en 140 signes, le quotidien *Al-Khaleej*, révélait que dix Égyptiens, dont trois médecins, tous résidents des Emirats, avaient été arrêtés. Ils sont soupçonnés d'avoir formé une cellule secrète, opérant comme la tête de pont des Frères musulmans dans cette fédération de micromonarchies, où la constitution de partis politiques est interdite.

A en croire *Al-Khaleej*, porteur de très sourcilieuses pétrodynasties au pouvoir dans la région, les dix suspects auraient entrepris de collecter des informations classées secret-défense et se seraient livrés à quelques activités subversives, en organisant notamment des conférences sur les vertus des élections. Ils sont également accusés d'être liés au mouvement Al-Islah, la branche émiratie de la confrérie égyptienne, dont une soixantaine de membres ont été arrêtés au cours des derniers mois, sous diverses charges de complot contre la sécurité de l'État. Porte-parole des Frères au Caire, Mahmoud Ghozlan a démenti toute ingérence dans les affaires d'un pays tiers.

Ce n'est pas la première fois que le ton monte entre les « Ikhwan » (les Frères) et le « premier flic de Dubaï ». Inconditionnel de Twitter, Dhahi Khalfan Al-Tamim ne se



Le chef de la police de Dubaï, Dhahi Khalfan Al-Tamim, en 2011 lors d'une conférence de presse. K. JEBREIL/AP

contente pas de l'utiliser pour informer ses administrés de l'état du trafic routier ou pour leur faire partager quelques vers de poésie de son cru. A intervalles réguliers, il gratifie ses plus de 300 000 abonnés de diatribes anti-Frères, qui font fi de toute considération protocolaire. Durant l'été, la « twittosphère » arabe s'était enflammée après qu'il eut écrit que l'élection à la présidence égyptienne de Mohamed Morsi, haut responsable des Frères musulmans, était un « choix malheureux » et que la confrérie « n'a rien à avoir avec l'Islam ».

La messagerie de son téléphone, dont il n'hésite pas à partager le numéro sur Twitter, avait aussitôt croulé sous un tonnerre d'insultes. « Si [les Frères musulmans] tentent de saper la sécurité du Golfe, ils baigneront dans le sang », avait répliqué l'officier sur le site de micro-blogging. Fidèle à son style pour le moins décomplexé, Dhahi Khalfan avait ensuite parodié la lettre que le président Morsi avait envoyée à son homologue israélien Shimon Pérès, dans laquelle il faisait assaut d'amabilités, le qualifiant de « grand ami ». « Je vous hais, Pérès », avait écrit le policier émirati, pas gêné pour un sou.

Devenu désormais la tête de turc des islamistes, Dhahi Khalfan sait qu'il ne prend guère de risques. Ses opinions à l'emporte-pièce sont largement partagées dans

le Golfe, où les élites sont tétanisées par la crainte d'une propagation des révolutions arabes. « Les Emirats et notamment Dubaï ont profité des printemps arabes, en récupérant beaucoup d'investisseurs qui se sont détournés de l'Égypte », fait remarquer Nick McGeehan, qui couvre la région pour Human Rights Watch. Leurs dirigeants sont prêts à tout pour

Sur Twitter, M. Al-Tamim multiplie les diatribes anti-Frères, sans aucune considération protocolaire

empêcher les Frères musulmans de remettre en cause l'ordre établi. Ils redoutent d'ébranler l'image de stabilité sur laquelle ils ont fondé la prospérité de leur pays. »

Fin décembre déjà, les autorités d'Abou Dhabi avaient annoncé le démantèlement d'une cellule saoudo-émiratienne, accusée de planifier des actes « terroristes », en laissant entendre qu'elle était liée à Al-Qaïda. En septembre, huit islamistes liés à Al-Islah, dont un ancien juge et un procureur, avaient été arrêtés. Au mois de mars 2012, une trentaine de Syriens, qui s'étaient distingués en

manifestant à Dubaï contre le régime de Bachar Al-Assad, avaient vu leur résidence révoquée. Une décision justifiée par les autorités locales sous le motif que ces opposants se livraient à « d'autres activités », une allusion à leur appartenance aux Frères musulmans.

La hantise que les monarchies émiraties éprouvent à l'encontre de la confrérie est d'autant plus paradoxale qu'elles partagent avec ses adeptes la même lecture puritaine de l'Islam. Le mouvement Al-Islah, formé dans les années 1970, a longtemps été toléré, voire encouragé, avant que sa direction ne soit dissoute par les autorités, en 2011.

Les souverains de la Fédération soutiennent par ailleurs le soulèvement syrien, dans lequel les Frères musulmans, jouent un rôle déterminant. « On ne peut pas comprendre le fonctionnement de la fédération des Emirats si on la considère comme un pays normal », explique Nick McGeehan. Les monarches ici, ne sont tant des chefs d'État que des PDG, qui défendent avant tout leurs intérêts économiques. »

Au mois de juillet 2012, intervenant dans un colloque sur les réseaux sociaux, le bouillonnant Dhahi Khalfan avait été clair : « Le Golfe est une ligne rouge et cela vaut pour l'Iran comme pour les Frères musulmans. » ■

BENJAMIN BARTHE

# Visas en souffrance pour le « New York Times » en Chine

Une enquête sur la fortune des proches de Wen Jiabao a provoqué l'ire des autorités

Shanghai  
Correspondance

La saison des renouvellements de visa, chaque année en décembre, est l'occasion pour les correspondants étrangers installés en Chine de mesurer la popularité de leurs médias respectifs auprès des autorités. Un rendez-vous au ministère des affaires étrangères, puis un autre avec celui de la sécurité publique (police) et il n'y a plus qu'à patienter.

Chris Buckley, qui travaille en Chine depuis 2000, avait déposé sa demande à la mi-septembre, alors qu'il quittait l'agence Reuters après sept ans, pour rejoindre le *New York Times*. L'absence de renouvellement de son permis de séjour qui l'a forcé à quitter Pékin pour Hong Kong, lundi 31 décembre 2012 en fin d'après-midi, envoie un message clair. Pour Pékin, le quotidien américain est allé trop loin.

M. Buckley, 45 ans, ressortissant australien, joint mercredi 2 janvier, « refuse de spéculer », dans l'espoir de rentrer à Pékin. Dans un article publié lundi, le *New York Times* fait le lien avec la série d'articles rédigés par un de ses correspondants à Shanghai sur l'enrichissement personnel des familles de dirigeants. En trois papiers publiés entre le 25 octobre et fin décembre, David Barboza détaillait comment les proches du premier ministre sortant, Wen Jiabao, ainsi que ceux d'un ancien gouverneur de la banque centrale, Dai Xianglong, ont bénéficié d'actions à prix réduit de la compagnie d'assurances Ping An, une décennie auparavant, à l'époque où celle-ci exerçait un lobbying intense afin d'obtenir une dérogation à de nouvelles règles qui l'auraient placée en difficulté.

L'enquête chiffrait l'enrichissement personnel de la famille Wen à plus de 2,7 milliards de dollars (2 milliards d'euros). Deux jours avant publication, des représentants du gouvernement chinois avaient rendu visite au directeur de la publication du *New York Times*, Arthur Sulzberger Jr, pour tenter de le convaincre de ne pas publier l'enquête, sans succès.

Deux heures à peine après la publication du premier volet de l'enquête, les sites Web du journal, en anglais et en chinois, rejoignaient la longue liste de ceux inaccessibles en Chine, comme ce fut d'ailleurs le cas pour Bloomberg avant l'été lorsque l'agence écono-

mique se pencha sur les biens de la famille de Xi Jinping à Hongkong.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Hong Lei, avait alors jugé que ces articles « calomnient la Chine et ont un objectif caché ». L'entourage de Wen Jiabao a également menacé d'engager des poursuites. Les visas des six autres journalistes du quotidien, dont l'auteur de l'enquête, ont été renouvelés. Comme le constate le quotidien américain, « la corruption est largement couverte en Chine mais les hauts dirigeants sont considérés zone interdite ».

Le *New York Times* a également précisé n'avoir pas obtenu de visa pour son nouveau chef de bureau de Pékin, Philip Pan, alors que « sa demande d'accréditation de journaliste a été déposée il y a des mois », écrit Jill Abramson, directrice de la rédaction. En mai 2012, la Chine avait expulsé la correspondante de la chaîne anglophone d'Al-Jazira.

Expansion médiatique

Pour contrer les informations des médias étrangers comme le *New York Times*, jugées négatives par Pékin, la Chine mène une politique d'expansion médiatique dans le monde. Après que l'agence officielle Chine Nouvelle s'est offert un espace publicitaire à Times Square, à New York, le quotidien anglophone *China Daily* a lancé son édition nord-américaine puis européenne, multipliant au passage le nombre de ses correspondants. En décembre, le journal a inauguré une édition hebdomadaire pour l'Afrique publiée à Nairobi, au Kenya, rejoignant la télévision officielle CCTV qui dispose d'un décrochage quotidien sur l'Afrique.

Le ministère des affaires étrangères chinois n'a pas encore donné sa position sur la décision de ne pas accorder un visa à M. Buckley. Par contre, sur son site Internet, il annonce avec fierté sa refonte et le lancement d'applications pour les mobiles, téléphones et tablettes...

Le nouveau secrétaire général du Parti communiste, Xi Jinping, qui sera nommé président de la République en mars, s'est engagé à faire du combat contre la corruption, sujet des articles incriminés, sa priorité fondamentale. Lors d'une réunion du bureau politique, le 31 décembre, le Parti communiste chinois a également promis d'en faire un objectif majeur pour l'année 2013. ■

HAROLD THIBAUT

# Le Pakistan relâche des talibans pour peser sur une réconciliation interafghane

La libération de 26 dirigeants de l'ancien régime afghan souligne le rôle d'Islamabad dans les tractations qui accompagnent le retrait occidental

Analyse

L'effervescence diplomatique autour d'une amorce de discussions sur la paix en Afghanistan a connu un nouvel épisode, lundi 31 décembre 2012, avec l'annonce par le Pakistan de la « libération » de huit dirigeants talibans afghans censés prendre part à l'effort d'un règlement politique.

Dans un communiqué diffusé à Islamabad, le ministère pakistanais des affaires étrangères a indiqué qu'un tel geste visait à « faciliter le processus de réconciliation en Afghanistan », précisant que ce dernier train de relaxes portait à « vingt-six le nombre de prisonniers talibans libérés par le Pakistan en un mois ». Parmi ces dirigeants relâchés lundi figurent quatre personnalités de l'ex-régime taliban afghan (1996-2001) : Nou-

rouddine Tourabi, ex-ministre de la justice, Mullah Daoud Jan, ex-gouverneur de Kaboul, Abdul Bari, ex-gouverneur de la province du Helmand (sud) et Allahdaad Talib, ex-ministre adjoint de la communication.

La première série de libérations avait été annoncée le 14 novembre à la suite de la visite à Islamabad d'une délégation du Haut Conseil pour la paix (HCP) afghan, une institution émanant du régime du président Hamid Karzaï. Le gouvernement afghan demandait depuis des mois à Islamabad de libérer ce type de personnalités de l'ex-régime taliban afin d'en faire des médiateurs. Le fait que le Pakistan y consente semble donc consacrer le réchauffement d'une relation entre les deux pays d'ordinaire tourmentée, comme l'illustre la fréquence des incidents frontaliers.

L'annonce de ces libérations soulève toutefois un certain nombre d'interrogations. Les « vingt-six » talibans mentionnés par le ministère pakistanais des affaires étrangères étaient-ils vraiment détenus ? Et si oui, pour quelles raisons ? La question s'impose car le Pakistan a de facto hébergé l'état-major de l'Emirat islamique d'Afghanistan – nom officiel du mouvement taliban – après que ce dernier a été chassé du pouvoir à Kaboul fin 2001 par l'intervention militaire dirigée par les Américains.

A partir des années 2003-2004, sous l'œil bienveillant d'Islamabad, ces talibans initialement en déroute ont pu reconstituer librement leurs forces en leurs sanctuaires pakistanais afin de lancer l'insurrection contre le régime de Kaboul et les troupes de l'OTAN.

Dans un tel contexte, en vertu

de quelle logique ces chefs talibans auraient-ils été « arrêtés » au Pakistan ? L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'ils commençaient à s'émanciper du jeu des services secrets de l'armée d'Islamabad, en particulier en tentant de nouer des contacts directs avec des proches du régime de Kaboul à l'insu de leurs parrains pakistanais.

Scepticisme et défiance

C'est précisément ce qui est arrivé au mollah Baradar, ancien « numéro deux » de l'insurrection afghane, arrêté à Karachi en février 2010. Le mollah Baradar ne fait pas partie des « vingt-six » talibans récemment relâchés mais sa libération est apparemment activement souhaitée par Kaboul. Le rythme actuel des relaxes, s'il augure d'un environnement plus favorable à des pourparlers de paix, sou-

ligne donc aussi en creux le rôle d'obstruction joué jusqu'à présent par le Pakistan sur le front de cette réconciliation « inter-afghane ».

La seconde interrogation tient à la crédibilité dont pourront bénéficier ces chefs libérés après avoir passé plusieurs mois, voire plusieurs années, dans des geôles ou des résidences surveillées au Pakistan. La plupart des spécialistes du sujet consultés à Islamabad admettent en effet que ces ex-prisonniers sont largement démotivés aux yeux des insurgés. Ils sont désormais vus comme des agents dociles d'Islamabad, ou plus particulièrement des services secrets de l'armée – l'Inter Services Intelligence (ISI) – soupçonnés de vouloir diriger par leur intermédiaire le processus de paix afghan. Un tel scepticisme émane de la base de l'insurrection, et que rapportent de nombreuses

sources, en dit long sur le degré de défiance qui régit désormais les rapports entre le mouvement taliban et ses parrains pakistanais dont la volonté de contrôle a fini par offenser le nationalisme de l'insurrection afghane.

Dernière interrogation, comment va s'articuler cette nouvelle dynamique entre Kaboul et Islamabad avec les initiatives de « réconciliation » se déployant sur d'autres théâtres, tels Doha, Chantilly ou même l'Arabie saoudite que le régime de Kaboul souhaiterait voir jouer un rôle plus actif ? A l'heure où le départ des troupes de l'OTAN d'Afghanistan, censé s'achever fin 2014, rend urgente la conclusion d'une solution politique, les canaux se multiplient, au risque de se télescoper dans une grande confusion. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

## Aux Etats-Unis, la Chambre vote l'accord budgétaire

Les plus riches paieront plus d'impôts, mais moins que ne le souhaitait Barack Obama

Quelques heures après le Sénat, la Chambre des représentants américains a adopté, dans la soirée de mardi 1<sup>er</sup> janvier, le compromis bipartisan permettant aux Etats-Unis d'éviter la « falaise budgétaire », un mélange de hausse d'impôts et de coupes budgétaires, qui aurait précipité le pays dans la récession.

Au Sénat, contrôlé par les démocrates, le texte, qui prévoit des hausses d'impôts pour les plus riches mais qui se contente de repousser à plus tard des décisions sur certaines dépenses, avait recueilli un large soutien : 89 votes favorables et 8 contre, trois sénateurs n'ayant pas participé au scrutin. A la Chambre des représentants, où les républicains sont majoritaires, le compromis trouvé entre le vice-président démocrate, Joe Biden, et le chef de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a recueilli une majorité plus réduite : 257 voix pour et 167 contre. A la suite de leur chef de file, Eric Cantor, la majorité des républicains (151 contre 85) a d'ailleurs voté contre le texte, qui a été soutenu, au contraire, par la majorité des élus démocrates (172 contre 16).

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a salué quelques instants plus tard le vote du Congrès, en affirmant qu'il répondait à l'une de ses promesses d'établir une fiscalité plus juste. « L'un des piliers de ma campagne présidentielle était de changer un code des impôts qui était trop favorable aux riches aux dépens de la classe moyenne », a déclaré le président dans une courte allocution nocturne à la Maison Blanche. « Ce soir, nous l'avons fait grâce aux voix des démocrates et des républicains au Congrès », a ajouté M. Obama.

Une partie des républicains a accepté de voter pour ce dispositif, malgré leur rejet de principe de toute hausse de la pression fiscale. Après la promulgation du compro-

mis bipartisan par le président, le taux d'imposition passera de 35% à 39,6% pour les foyers aux revenus supérieurs à 450 000 dollars par an. Mais M. Obama a dû transiger, et certains dans le camp démocrate ne cachaient pas leur déception, puisqu'il avait prôné pendant sa campagne de réélection de fixer le seuil de cette hausse à 250 000 dollars. Par ailleurs, le report de deux mois de l'échéance de coupes dans les dépenses publiques – y compris dans celles de la défense – augure d'après négociations entre le président démocrate et le Parti républicain.

### Le report de deux mois de l'échéance de coupes dans les dépenses publiques augure d'après négociations

Mardi, M. Obama a mis en garde ses adversaires contre la tentation de prendre leur revanche lors d'échéances qui se profilent, comme le nécessaire relèvement du plafond légal de la dette d'ici à la fin du premier trimestre. « Je négocierai sur beaucoup de choses, mais je ne débattrai pas à nouveau avec le Congrès sur la nécessité d'acquiescer les factures induites par les lois déjà adoptées », a-t-il martelé, en rappelant l'épisode de l'été 2011, quand une telle échéance avait coûté aux Etats-Unis une dégradation de la note de leur dette souveraine par l'agence Standard and Poor's.

M. Obama, qui avait interrompu ses vacances dans son archipel natal de Hawaï au lendemain de Noël pour revenir gérer à Washington cette énième crise avec les républicains du Congrès, devait reprendre son avion Air Force One dans la nuit pour retrouver, près de la capitale, Honolulu, son épouse et ses filles, restées sur place. ■

SERVICE INTERNATIONAL

## Faute d'idées pour reconquérir l'Italie, Silvio Berlusconi crie au complot

L'ancien président du conseil assure que sa chute, en novembre 2011, est le fruit d'un coup monté

Rome  
Correspondant

Silvio Berlusconi a commencé l'année 2013 là où il l'a terminée : à la télévision. Multipliant les interventions sur toutes les chaînes locales ou nationales, publiques ou privées, le magnat des médias veut profiter à fond de cette période avant que ne s'ouvre la campagne officielle, quarante-cinq jours avant le scrutin des 24 et 25 février, quand l'égalité parfaite du temps de parole s'imposera à tous les candidats. Selon des sondages que personne n'a vus, il estime que son offensive médiatique a permis à son parti, le Peuple de la liberté (PDL, droite), de regagner 4 points, passant de 16% d'intentions de vote à 20%. C'est finalement assez peu, après deux semaines d'efforts quotidiens.

Cette campagne pourrait bien être celle de trop pour l'ancien président du conseil, pris en tenaille entre le Parti démocrate (PD, gauche), les listes « Monti », soutenues par l'ancien président du conseil, et celle de de l'humoriste et blogueur Beppe Grillo, fondateur du Mouvement 5 étoiles. Sa difficulté se résume à une question : comment raconter une nouvelle histoire aux Italiens, un *storytelling* inédit, alors qu'il a échoué, à chaque fois qu'il a été élu, à convertir en réalité les rêves qu'il leur a proposés ? Le « Cavaliere » a beau réfléchir, il ne trouve rien.

La proposition de retrait adressée à Mario Monti si ce dernier acceptait de prendre la tête d'un hypothétique « parti des modérés » incluant le parti autonomiste et anti-immigrés de Ligue du Nord n'était pas qu'un leurre. Elle atteste des difficultés réelles à trouver un positionnement innovant dans sa sixième campagne électorale depuis 1994, et peut-être sa lassitude.

Son étrange campagne témoigne de son embarras. Il a d'abord essayé de rejouer le combat contre le « communisme » qui lui avait si bien réussi en 1994. Mais la personnalité du chef de la gauche, Pierluigi Bersani, réformiste et rompu à l'économie de marché, s'y prête mal. Il en a ensuite tenté de faire de



Silvio Berlusconi, le 29 décembre 2012, dans un train à la gare de Rome. TONY GENTILE/REUTERS

l'euro la cause de toutes les difficultés du pays, cet euro « germano-centré » dont le sauvetage aurait imposé aux Italiens une cure de rigueur injustifiée à ses yeux. Enfin, il a voulu délégitimer M. Monti, « un technicien devenu un petit leader parmi tant d'autres », mais l'écho recueilli par chacune des manœuvres du « Professore » dans les médias dément pour l'instant cette analyse.

Contraint d'ajuster sa stratégie au jour le jour, il s'en remet désormais à la théorie du complot pour attirer l'attention sur lui et fédérer ses partisans. Selon lui, sa chute en novembre 2011 serait le fruit d'une manœuvre de palais dans laquelle Mario Monti et le président de la République, Giorgio Napolitano, obéissant à des intérêts étrangers, auraient conjugué leurs talents.

Les deux hommes n'ont qu'à bien se tenir. Il instituera une « commission d'enquête » chargée de faire la lumière sur leurs responsabilités dans des faits qui ont, pour lui, toutes les apparences de la forfaiture. M. Berlusconi ne le dit pas encore, mais on le sent prêt à ajouter, à cette première liste, les noms de Mario Draghi, président

de la Banque centrale européenne, de José Manuel Barroso et – peut-être un jour, qui sait ? – ceux de Barack Obama, d'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Tous avaient émis des réserves sur la politique qu'il conduisait à l'époque.

### Le Cavaliere est décidé à tirer un feu d'artifice par jour, sans même chercher à se donner l'apparence de la cohérence

Ce faisant, M. Berlusconi feint d'oublier que sa fin de règne avait été clairement annoncée par les scandales de sa vie privée et publique, par l'offensive du président de l'Assemblée nationale, Gianfranco Fini, à qui il n'avait manqué que trois voix pour faire tomber le « Cavaliere » en décembre 2010, et par les échecs électoraux lors des municipales de mai 2011, quand le PDL a perdu son fief de Milan au profit de la gauche. Autant d'éléments qui auraient dû l'alerter sur la fragilité de sa position.

Dans son « Fort Chabrol » d'Arco, la petite ville de la banlieue de Milan où il possède une somptueuse résidence, le « Cavaliere » est décidé à tirer un feu d'artifice par jour sans même chercher à se donner l'apparence de la cohérence, picorant dans le programme des uns et des autres ce qui lui paraît être en mesure d'attraper l'air du temps. Ainsi sa proposition de limiter à deux le nombre des mandats pour les parlementaires est-elle empruntée directement à Beppe Grillo, le plus acharné de ses ennemis.

A cette difficulté tactique s'ajoute une véritable impasse stratégique. La Ligue du Nord, son allié historique depuis vingt ans, refuse de faire alliance avec lui. Eclaboussé par les scandales liés à son fondateur, Umberto Bossi, le parti, désormais sous la houlette de l'ancien ministre de l'intérieur Roberto Maroni, veut se refaire une virginité dans sa base électorale de l'Italie septentrionale où il gouverne déjà les régions du Piémont et de la Vénétie. Pour ce faire, il est prêt à sacrifier quelques parlementaires à Rome en se présentant seul aux élections. Une page est tournée. ■

PHILIPPE RIDET

### Côte d'Ivoire

## Bousculade meurtrière à Abidjan

ABIDJAN. Une soixantaine de personnes sont mortes, dont de nombreux jeunes, et une cinquantaine au moins ont été blessées mardi 1<sup>er</sup> janvier à Abidjan durant les festivités de la nuit du Nouvel An. Des tas de chaussures et de vêtements restaient éparpillés sur la chaussée à l'aube de mardi, traces de la bousculade survenue vers 2 heures du matin dans le quartier administratif du Plateau (centre-ville). Plus de 50 000 personnes, selon les autorités, étaient sorties pour assister aux feux d'artifice de la Saint-Sylvestre. L'accident a eu lieu près du grand stade de la ville, alors que les spectateurs repartaient. Ces festivités, de même que les illuminations de Noël, étaient présentées comme un symbole du renouveau du pays voté par le régime du président Alassane Ouattara, après la crise post-électorale de décembre 2010-avril 2011, qui a fait environ 3 000 morts. – (AFP) ■

### Inde

## Les violeurs de l'étudiante avaient tenté de la tuer après l'agression

NEW DELHI. Les violeurs de la jeune étudiante, dont l'agression dans un bus, le 16 décembre 2012, puis la mort, le 29 décembre, ont bouleversé le pays, avaient tenté de la tuer après les faits, a rapporté mercredi 2 janvier la presse, citant un rapport accablant de la police. Le petit ami de l'étudiante, battu à coups de barres de fer et jeté du bus après le viol à plusieurs reprises de la jeune femme, a réussi à la mettre hors de portée du véhicule, qui se préparait à l'écraser. Selon *The Times of India*, l'un des éléments d'accusation que compte présenter la police porte sur la destruction de preuves par le chauffeur, qui a pris part au viol : ce dernier aurait tenté de laver le véhicule et brûlé les vêtements arrachés à la victime. Six personnes arrêtées, dont un mineur de 17 ans, devraient être jugées à partir de jeudi. La jeune femme de 23 ans était morte de ses blessures dans un hôpital de Singapour. – (AFP) ■

### Algérie Sept islamistes armés tués par l'armée

ALGER. Sept islamistes membres d'un « dangereux » groupe armé ont été tués à Bouleazzen, près de Boumerdes, à une cinquantaine de kilomètres d'Alger, à la suite d'une « grande opération » programmée dans cette région mardi 1<sup>er</sup> janvier, a annoncé le ministère algérien de la défense. – (AFP)

## Les impairs du candidat du SPD plombent sa campagne

Peer Steinbrück, le rival d'Angela Merkel aux législatives allemandes, est contesté dans son propre camp

Passé un certain point, le « parler vrai » cher à Peer Steinbrück n'explique pas tout. A neuf mois des élections législatives allemandes, le candidat du Parti social-démocrate (SPD), largement distancé dans la course à la chancellerie, a accordé, dimanche 30 décembre 2012, une interview dans laquelle l'accumulation des impairs relèverait presque de l'acte manqué.

Dans cet entretien au supplément dominical de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, M. Steinbrück a choisi de se mettre tout seul en difficulté en abordant deux sujets sur lesquels il est fragile.

Les femmes, d'abord. Interrogé sur la forte popularité de sa rivale Angela Merkel, le candidat du SPD explique voir là l'effet d'un « Frauenbonus », une prime à la féminité. Explication : « Une grande partie de l'électorat féminin apprécie la façon dont elle s'est affirmée depuis longtemps au sein de son parti et, au-delà, en Europe. Ce n'est pas un inconvénient pour moi, mais un avantage pour elle. »

Le pire, c'est que M. Steinbrück n'a pas nécessairement tort. Si M<sup>me</sup> Merkel recueille des taux de satisfaction astronomiques (81% fin décembre), elle le doit en partie à la bonne image dont elle bénéficie

auprès de l'électorat féminin. De là à en conclure qu'elle le doit au fait d'être une femme ? « Je n'ai jamais remarqué que le fait d'être une femme soit un avantage en politique », a sèchement rétorqué la dirigeante des Verts, Claudia Roth, avec qui le SPD compte faire alliance pour battre Angela Merkel à l'automne.

Magnanime, l'hebdomadaire *Der Spiegel* a évoqué une « grande maladresse », mais il n'en fallait pas plus pour que soit rouvert le procès en machisme de Peer Steinbrück, qui s'était déjà illustré cet automne en se disant « trop cérébral et pas suffisamment dans l'émotion » pour s'adresser à l'électorat féminin. Le candidat a aussi été critiqué pour la condescendance avec laquelle il a, à plusieurs reprises, traité la dirigeante de son propre parti, Andrea Nahles, et pour la composition essentiellement masculine de son équipe de campagne.

Mais c'est à propos de l'argent que M. Steinbrück a réservé ses déclarations les plus fracassantes. « Un chancelier allemand ne gagne pas assez, si l'on tient compte de ce qu'on lui demande. (...) Presque tous les directeurs de caisse d'épargne de Rhénanie-du-Nord-Westphalie gagnent plus que la chancellerie », avance l'ancien ministre

président de ce Land prospère.

Les journaux ont vérifié : le directeur de la caisse d'épargne de Paderborn, ville de 150 000 habitants, gagne 388 000 euros par an – plus que M<sup>me</sup> Merkel, même si celle-ci cumule ses revenus de chef de l'exécutif (17 000 euros mensuels), des frais de représentation et un salaire de députée pour un total annuel de 287 304 euros.

### Critiques de M. Schröder

Et quand bien même le débat n'est pas neuf en Allemagne – le conservateur Helmut Kohl avait pour habitude, lui, de se mesurer aux dentistes –, la sortie de leur candidat a stupéfié les responsables du SPD et déclenché une pluie de critiques, à droite comme à gauche. L'ancien ministre des finances (2005-2009) ne peine-t-il pas à faire oublier la vive polémique qui a plombé son entrée en campagne sur les 1,2 million d'euros gagnés grâce à plus de 80 conférences données depuis l'automne 2009 ? Dimanche, M. Steinbrück a cru bon de se justifier en expliquant qu'il avait un rapport purement « fonctionnel » à l'argent, et en aucun cas... « érotique ».

Le coup le plus dur est cette fois venu d'un autre ancien chancelier, social-démocrate celui-là. « Celui

qui trouve les revenus de la politique trop modestes doit se tourner vers un autre métier », a lâché Gerhard Schröder, qui fait la preuve d'une réelle cohérence, lui qui avait rejoint la firme russe Gazprom au lendemain de son départ de la chancellerie, en 2005.

Si Peer Steinbrück fait « un faux pas après l'autre », toujours selon les mots du *Spiegel*, c'est que la situation paraît mal engagée pour les sociaux-démocrates. La popularité exceptionnelle d'Angela Merkel ne se traduit pas intégralement en intentions de votes, mais la CDU de la chancellerie caracole tout de même avec près de 15 points d'avance sur le SPD (41% contre 27%, et 13% aux Verts).

M. Steinbrück espérait profiter de la trêve de Noël pour regagner un peu de terrain, notamment en réitérant sa proposition d'instaurer un salaire minimum. Mais depuis que M<sup>me</sup> Merkel a elle-même décidé de faire de la justice sociale l'axe central de sa campagne, les sociaux-démocrates ne sont que peu audibles sur leur thème de prédilection. « Et cette fois encore, conclut le quotidien populaire *Bild*, Steinbrück fait tout pour que l'on ne parle que de sa fortune et de ses revenus. » ■

BERNARD VITKINE

# En Alsace, un laboratoire de l'après-pétrole

Centrale solaire, filière bio, lien social... Ungersheim multiplie les projets fondés sur l'écologie et l'économie solidaire

**Ungersheim (Haut-Rhin)**  
Envoyé spécial

Au pied du terril végétalisé de l'ancien mine Marie-Louise, face au chevalement en ruine du puits Rodolphe – un des derniers grands vestiges de l'épopée de la potasse –, se dresse, à Ungersheim (Haut-Rhin), la plus grande centrale solaire d'Alsace. D'une puissance de 2,2 mégawatts (MW), Helioparc 68 a été mise en service le 27 décembre 2012. « Sa production est équivalente à la consommation énergétique de 800 foyers », explique Jean-Claude Mensch, maire depuis 1989 de ce village de près de 2 000 habitants.

La ministre de l'écologie, Delphine Batho, l'a rappelé le 31 décembre : 2013 sera « l'année de la transition énergétique », visant à réduire la dépendance du pays à l'égard du pétrole et du nucléaire. Mais si le débat doit se poursuivre pendant des mois, à Ungersheim, village « en transition », on prépare déjà l'après-pétrole.

Ancien mineur délégué CGT de 66 ans reconverti à l'écologie, M. Mensch est « l'initiateur, le facilitateur et l'accompagnateur » de cette revitalisation d'une friche industrielle. Lassé par les discours sans suite des politiques, il a mené ce projet, avec son collègue du village voisin, « au nez et à la barbe »

de la communauté de communes de l'agglomération de Mulhouse.

Exploitée par une petite entreprise qui verse un loyer à la commune, la centrale solaire fait partie des « 21 actions pour le XXI<sup>e</sup> siècle » engagées depuis 2008 « pour le développement d'une économie locale et fraternelle ». Cette démarche en faveur d'un « développement soutenable » conjuguant l'économie, l'écologie et le lien social a été élaborée lors des réunions du conseil participatif regroupant des élus et des habitants de la commune.

Connu en Alsace comme lieu d'implantation d'un écomusée en plein air de l'habitat rural et du

Bioscope, un parc de loisirs consacré à l'environnement qui a fait faillite, Ungersheim s'affiche désormais comme un village écolo. « Cela ne se voit pas sur les toits des maisons », reconnaît le maire. Pas encore. Mais il y aura des panneaux solaires sur les trente maisons de l'éco-hameau, un projet de quartier innovant, « ni bobo ni ghetto ». Dans ce lotissement, construit en autopromotion, la voiture sera proscrite et les jardins partagés. Il sera raccordé à la chaufferie à bois qui alimente déjà sept bâtiments communaux.

La piscine municipale est chauffée grâce à des panneaux solaires, l'installation d'un éclairage public

moins énergivore a permis de faire des économies. Et la commune vient de reprendre le contrôle de la distribution et de l'assainissement de l'eau. « Notre tarif est maintenant inférieur de 5 % à 20 % à celui des communes adhérentes à un groupe », se félicite le maire.

Pour avancer vers l'autonomie énergétique, M. Mensch veut faire construire une centrale à biomasse pour la production de méthane à partir de déchets agricoles et forestiers. « Nous ne cherchons pas à devenir un village autarcique, replié sur lui-même, mais à aller vers un autre mode de vie. »

Cela passe aussi par l'autonomie alimentaire, l'autre cheval de bataille de Jean-Claude Mensch. Se servant des leviers que possède un maire, notamment la maîtrise foncière, il a acheté un champ de céréales de 8 hectares pour le mettre à disposition d'une association de réinsertion employant 30 personnes, les Jardins du Trèfle rouge, une exploitation maraîchère bio qui alimente la cantine scolaire et fournit des paniers de légumes en circuit court.

Cette filière bio va être développée avec la construction d'une ferme alsacienne consacrée au maraîchage. Elle sera le siège d'une coopérative d'intérêt collectif et abritera une conserverie pour les légumes en surplus, une microbrasserie et un centre de formation. Jean-Claude Mensch veut ainsi dynamiser l'économie locale. Il a quitté les Verts, ses compagnons de route, qu'il juge « jusqu'au-boutistes ». « On ne peut pas parler de la biodi-

versité à une population en difficulté économique. Il faut d'abord s'occuper des gens », estime-t-il.

Une bonne partie de la population reste circonspecte ou récalcitrante face aux projets du maire. Ainsi, la boulangerie installée en face de la mairie ne s'est pas convertie au bio. « C'est trop compliqué et il n'y a pas de demande », affirme la patronne. Elle n'utilisera pas non plus la monnaie locale, que le maire veut lancer l'année prochaine pour favoriser les produits et les emplois de proximité.

**Le maire, surnommé « le Robert Redford du bassin potassique », a été massivement réélu, dans une région qui vote à droite**

Bastion rouge pendant l'exploitation des mines, Ungersheim vote désormais à droite, comme presque partout en Alsace. Sauf aux municipales. En 2008, le maire, officiellement sans étiquette, a été réélu massivement pour un quatrième mandat.

La transition en marche à Ungersheim est incarnée par Richelieu, le cheval de trait dont l'attelage a remplacé le minibus scolaire à la pause de midi. Richelieu est devenu le personnage le plus célèbre d'Ungersheim – après le maire, surnommé « le Robert Redford du bassin potassique ».

ADRIEN DENTZ

## Besançon, champion français des économies d'énergie

**Besançon (Doubs)**  
Correspondance

La ville de Besançon, dans le Doubs, a été la première collectivité française à recevoir, fin 2012, le label d'excellence Cit'ergie European Energy Award Gold. Cette récompense vient de loin.

Dès le premier choc pétrolier, les élus bisontins comprennent que rien ne sera plus comme avant. « Ils ont décidé d'agir sur deux plans : la maîtrise de l'énergie sur les bâtiments municipaux et la création d'un réseau performant de transports publics afin de limiter les déplacements individuels », raconte l'actuel maire (PS), Jean-Louis Fousseret.

L'impulsion donnée, les économies d'énergie restent au cœur des préoccupations locales. Aussi, quand, en 2004, l'association Energie-Cité, avec le soutien de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), étudie la possibilité d'adapter à la France le label European Energy Award, sous le nom de Cit'ergie, pour distinguer les collectivités mettant en œuvre une politique énergétique et climatique « exemplaire », le chef-lieu du Doubs s'investit dans la démarche.

« Au moins 50 % des actions devaient faire l'objet d'un effort, dans six domaines d'intervention : le développement territorial, le patrimoine de la collectivité, l'ap-

provisionnement en énergie et en eau, l'assainissement, la mobilité, enfin l'organisation interne, la communication et la coopération », rappelle son maire.

**Auto-partage et tramway**

En décembre 2007, avec un résultat de 56 %, Besançon obtient le label européen « de base ». En 2011, lors de son renouvellement, le score a déjà atteint 78 %. Or le seuil pour passer en catégorie Gold est de 75 %. Jusqu'alors, quarante collectivités européennes ont atteint cette performance en Autriche, en Allemagne et en Suisse. Aucune en France. Qu'à cela ne tienne, M. Fousseret dépose une candidature. Avec succès.

En 2016, Besançon remettra son titre en jeu à l'occasion d'un nouvel audit. Pas question, donc, de s'endormir sur ces lauriers. Les lampadaires vétustes ont été remplacés par des lampes au sodium haute pression et un système de télégestion opère la mise en veilleuse de l'éclairage. Le chantier du tramway est sur les rails. En 2014, une seconde chaufferie à bois sera opérationnelle. AutoCité, dispositif d'autopartage inauguré en 2010, est en extension. « Cit'ergie nous permet de chiffrer et de quantifier les actions, dans un cadre cohérent et global, juge M. Fousseret. Plus qu'un label, c'est une véritable certification. »

JEAN-PIERRE TENOUX

**Immobilier**  
Tous les mercredis datés jeudi  
Reproduction interdite

Tarifs 01/01/13	Tél. : 01 57 28 38 52
Forfait 5 lignes	Particuliers 65€ TTC / Professionnels 65€ HT
1 parution	65€ TTC / 65€ HT
La ligne supplémentaire	15€ TTC / 15€ HT

31 caractères ou espaces par ligne. Modules : nous contacter

**Bonnes Adresses**  
Reproduction interdite

Tarifs 01/01/13	Tél. : 01 57 28 38 52
1 parution	Professionnels 65€ HT / Particuliers 65€ TTC
Forfait 5 lignes	65€ HT / 65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT / 110€ TTC

**VIAGER**  
Gestion Transaction Syndic  
Tél. : 01 47 64 66 89  
www.belimmo.com

**belimmo**

Siège : Place WAGRAM - 154, avenue de Wagram  
Parc MONCEAU - 61, boulevard de Courcelles

Porte MAILLOT - 48, boulevard Gouvion-Saint-Cyr  
Porte VILLIERS - 40, boulevard Gouvion-Saint-Cyr

**ACHATS**

**L'IMMOBILIER 100% ENTRE PARTICULIERS**  
Acheteurs Français et Européens  
Recherch. tous types de biens entre particuliers. LMO  
Tel gratuit : 0. 800.14.11.60

**VENTES**

**ÉTRANGER**

**TERRABAHAMAS**  
BAHAMAS : paradis libre d'impôts  
• LOTISSEMENTS À VENDRE  
• IMMEUBLES D'EXCEPTION  
• PERMIS DE SÉJOUR  
• DÉMÉNAGEMENT  
www.terrabahamas.com  
Tel : 1-242-601-0048  
Fax : 1-242-393-7372  
info@terrabahamas.com

**Bruxelles Appt. « Penthouse »**  
440 m<sup>2</sup> + 110 m<sup>2</sup> terr. - très bon.  
Situation - Prix 1.800.000 Euros  
M.Cardon :  
00 32(0)475.36.26.71  
Cardonmigu@yucum.be

**URUGUAY.** Le pays européen d'Amérique Latine. TERRAFIN s'occupe de toutes les procédures d'immigration, déménagement, achats immobiliers.  
www.terrafin.info  
Tel : +5982 9019878  
Fax : +5982 9001515  
Email : geral@terrafin.net  
Nous parlons français.

**DIVERS**

**RESTAURANT BONAPARTE**  
très chic métro place de Clichy  
Face hôtel Mercure 50 places  
425.000€  
loyer 1.900€/mois  
ou gérance libre 9.500€/mois  
Tel : 06.87.81.61.44

**LOCATIONS**

**Pour Clientèle INTERNATIONALE,** recherchons Appartements Meublés/Vides à LOUER/ VENDRE à Paris.  
EXPATRIATES : Parisian Furnished Rentals made Easy.  
Le Spécialiste de la GESTION MEUBLÉE LONGUE DURÉE !  
GetaHomeInFrance.Co.Uk  
Tel : 01.45.71.72.73

**VIAGER PRÉVOYANCE**

Vente en viager occupé & libre dès 60 ans, sur Paris, Région Parisienne & Côte d'Azur.

Vente occupée sans rente.

Estimation gratuite & confidentielle

189, rue de la Pompe, 75116 Paris • M° Victor Hugo  
01 45 05 56 56 viager-prevoyance.com

**Le Monde**  
Les petites annonces immobilières

Forfait à partir de 65 € TTC\*  
pour les particuliers  
Tél. : 01.57.28.38.52

\*tarifs au 01/01/13 - 5 lignes minimum.

**VÊTEMENTS**

**JAMES**  
**Chemisier-habilleur**  
Habillez-vous en première classe  
Costumes - Vestes - Pantalons  
Pardessus - Chemises  
Vêtements de luxe - Fabrication française - Prêt à porter  
A vos mesures

**PRIX IMBATTABLE**

53 rue d'Avron 75020 Paris  
Tel : 01.43.73.21.03

**FENÊTRES**

Fenêtre de cuisine bois/alu sur mesure à l'américaine  
fenêtre basculante existe en ronde double vitrage, laquée

Fenêtre Baudisson  
862, avenue Maréchal Juin  
83140 Six Fours Plages  
Tél. : 04.94.34.35.36  
www.baudisson.fr

**LIVRES**

**LIBRAIRE ACHÈTE**  
**LIVRES 20°**  
Illustrés Modernes, Beaux Arts  
Sciences Humaines, Littérature  
Voyages, Photos, Plaiade etc.  
**GOLEN : 06.30.49.93.94**

**COURS**

**Américaine.** Prof. à l'Ecole Polytechnique. 20 ans exp. propose **COURS D'ANGLAIS**  
Prépa aux examens d'entrée aux grdes écoles, Toefl, Toeic, Ielts, Sat.  
Analyste Financière Sr. et ancienne élève de Sciences Po Paris et Columbia Univ. aux USA.  
www.cours-anglais-paris-16.com  
www.english-a-la-carte.com  
Tel : 06.74.08.65.40

**ARCHITECTES**

**FRANCOIS COGNET**  
**ARCHITECTURE INTERIEURE**  
**MAITRISE D'OEUVRE**  
Expertise, qualité, créativité  
Tel : 06.72.64.43.94  
www.francoiscognet.fr

**ARTS**

**PEINTURES SUISSES**  
**RECHERCHONS**  
**pour nos collectionneurs**  
Aloïse, Auberjonois, Bocion, Buchet, Bille, Bieler, Vallotton, Soutter et toutes œuvres de qualité  
Estimations gratuites à domicile  
Paiement aux plus hauts cours du marché  
**Cabinet d'expertise ARTS ANCIENS**  
CH-2027 Montalchez  
art-ancien@bluewin.ch  
+4132 835 17 76 / +4179 647 10 66

**BIBLIOTHÈQUES & COMPOSABLES SUR MESURE**  
de style ancien, moderne, british

**Pour fêter nos 10 ans bénéficiez de - 10 % sur présentation de ce coupon pendant le mois de décembre**  
Avec vos meubles, offrez-vous les conseils d'un décorateur, il conseille et réalise votre projet d'aménagement gratuitement.



**Meubles & Atmosphère**  
OUVERT LE DIMANCHE  
18, rue de Châteaudun - 75009 PARIS  
Tél. : 01.48.78.72.57  
M° Notre-dame-de-Lorette et Le Peletier  
www.meublesatmosphere.com

**Le spécialiste de l'argenterie à Paris**  
**ACHETE COMPTANT**  
**ARGENT ET METAL ARGENTE**  
(ménagère et pièces de forme, Christoffe, Erccuis, achat tous débris d'argent et pièces de 5, 10 et 50 F)  
**ACHETE TOUTES ANTIQUITES**  
(tableaux, bibelots, sculptures, toutes curiosités, etc.)  
**MAISON BOULLE**  
42, rue de Maubeuge, Paris 9° - M° Cadet  
**01.48.78.06.06**  
maisonboulle@gmail.com

**LEGASSE VIAGER, Bruno et Nicolas Legasse vous proposent**  
depuis 1963  
Une étude et un suivi gratuit et discret  
Spécialiste du viager  
La solution Viager : augmenter sa retraite en restant chez soi  
47, avenue Bosquet 75007 Paris.  
Tél. : 01 45 55 86 18  
Fax : 01 45 55 50 18  
Site internet : www.viager.fr

# Les maires PCF soucieux de leur lien avec le PS

Les communistes jugent compatible la critique du gouvernement et l'alliance avec les socialistes pour les municipales

Comme l'a récemment illustré la parodie de vœux envoyée par le Parti communiste à François Hollande, les relations entre PS et PCF sont tendues. Mais, sur le terrain, communistes et socialistes travaillent ensemble. Et, dans la perspective des municipales de 2014, les maires PCF veulent maintenir cette entente, notamment dans la quarantaine de villes de plus de 20 000 habitants qu'ils dirigent, et où la plupart ont été élus sur des listes d'union de la gauche.

A l'image de leur direction, ces maires jugent sévèrement la politique menée par le gouvernement et approuvent l'attitude de leurs sénateurs qui s'opposent de plus en plus frontalement aux socialistes. Une stratégie qui pourrait cependant leur valoir quelques difficultés pour faire naître de futures listes d'union. « Je comprends qu'on puisse se poser la question mais il faut être pragmatique, répond Gaby Charroux, maire de Martignes et député des Bouches-du-Rhône. Je n'aurai aucun état d'âme : j'ai bien l'intention d'avoir le même rassemblement que les années passées. »

C'est d'ailleurs la ligne choisie par la direction du parti. « Ces élections municipales avec un mode de scrutin à deux tours, sur liste proportionnelle avec forte prime majoritaire, appellent à nos yeux, de la part des communistes et du Front de gauche, une stratégie de large rassemblement (...) afin d'être majoritaires face à la droite et à l'extrême droite », était-il recommandé en novembre aux fédérations. « C'est un passage incontournable pour gagner les villes et les garder », dit Lydie Benoist, chargée des élections.

« Ce serait dommage qu'à cause de désaccords sur la loi de finances on ne puisse pas travailler ensemble localement, soutient Marie-France Beaufils, sénatrice et maire de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire). Aujourd'hui, rien ne me fait penser qu'ici les socialistes ne sont pas dans cette démarche-là. »

Et si les membres du PS, agacés par l'attitude des communistes au niveau national, décident de faire cavaliers seuls ? « Si c'est leur position, cela signifiera qu'ils sont dans une posture de renoncement à porter le changement dans ce pays, juge Gilles Poux, maire de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). S'ils ne s'allient pas avec nous, ils le feront avec qui ? L'UDI ? »

« Pour être élu, Hollande a eu besoin des 4 millions de voix de



La mairie de Gennevilliers est restée aux mains du communiste Jacques Bourgoïn, réélu en 2008 dès le premier tour sur une liste d'union de la gauche. LOUISE ALLAVOINE POUR « LE MONDE »

Mélenchon, insiste Bernard Genin, maire de Vaulx-en-Velin (Rhône). Les socialistes devront s'en souvenir et nous sommes là pour le leur rappeler. »

## Convaincre le Parti de gauche

D'autant que ces élections de mi-mandat s'annoncent compliquées pour les socialistes. « Les sondages ne sont pas extraordinaires pour le PS, souligne Sébastien Jumel, maire de Dieppe (Seine-Maritime). Si nous pensons que pour gagner des villes, il faut être rassemblés, le PS a la même conviction. A moins que certains souhaitent engager un divorce avec le peuple de gauche. »

M. Charroux pointe les trois récentes législatives partielles, où le PS a vu ses scores nettement baisser : « Elles n'ont pas de portée générale, mais on peut s'attendre

qu'avec de telles décisions nationales, ce soit très difficile pour le gouvernement lors des élections municipales mais aussi cantonales et régionales. Du coup, la majorité au Sénat pourrait aussi rebasculer à droite. »

En attendant, les communistes devront convaincre leurs partenaires du Front de gauche de l'utilité de repartir avec le PS. Notamment le Parti de gauche, qui défend le principe de listes autonomes. « Il n'y a pas de frictions mais un débat », assure M. Genin. Moins diplomate, Michèle Picard, maire de Vénissieux (Rhône), juge que « sur certaines villes, le PG ne représente rien ». « Ce n'est pas le PG qui va décider de la ligne des maires communistes », rétorque M. Jumel. Que ce soit avec le PS ou avec leurs propres alliés, la tâche s'annonce ardue pour les communistes. ■

R. B. D.

## « Il y a une ambivalence entre le PCF, aux positions souvent radicales, et ses maires »

Questions à Emmanuel Bellanger, historien chercheur

EMMANUEL BELLANGER est chercheur au CNRS ainsi qu'au Centre d'histoire sociale à Paris-1. Il a coécrit avec Julian Mischi *Les Territoires du communisme* (Armand-Colin), à paraître en mars 2013. Quelles sont les caractéristiques du communisme municipal ?

Le communisme municipal n'a jamais été reconnu par la direction du PCF pour qui l'action municipale n'est qu'un pâle supplément à la vraie Révolution. Dans les faits, il se caractérise par la promotion du logement social et la constitution de réserves foncières qui marquent l'emprise de la municipalité sur le territoire. Il promeut le tissu associatif affilié au PCF, des services de proximité et des politiques d'encadrement social, en particulier de la jeunesse, autour du patronage et des colonies de vacances. Il se distingue par sa politique d'emploi, jugée pléthorique et clientéliste, mais qui permet l'insertion sociale d'un personnel peu qualifié.

Dès l'origine, il y a une ambivalence entre un PCF aux positions souvent radicales, et ses maires qui, pour maintenir leur assise et servir les besoins de leur population, collaborent avec l'Etat.

Les habitants votent-ils par adhésion à l'idéal communiste ou par reconnaissance du travail mené par les équipes ?

Aux municipales de 1965, dans de nombreuses villes rouges, seule la liste du PCF était en compétition. Les autres partis ne pouvaient que constater l'emprise des maires communistes, qui fidélisaient sur leur nom le vote banlieusard. A défaut d'une adhésion au PCF, ce vote exprimait une reconnaissance à l'égard de ses militants devenus des maires bâtisseurs. A partir de quand constate-t-on une perte d'influence du PCF dans la banlieue rouge ?

Depuis les municipales de 1989, le PCF a perdu une dizaine de bastions, comme Montreuil, Drancy, Aubervilliers ou Romainville. Au

choc de la désindustrialisation des années 1970 ont succédé la « crise des banlieues » et la gentrification de quartiers proches de Paris. La concurrence avec le PS est de plus en plus vive. L'ancien bastion qu'est la Seine-Saint-Denis reste aujourd'hui le plus disputé. La banlieue rouge a aussi été marquée par des luttes fratricides. De nombreux élus, à Aubervilliers, Saint-Denis, Pantin ou Montreuil, ont pris leur distance dès les années 1980 avec leur parti qui renouait avec une ligne d'opposition. Mais l'empathie pour le communisme municipal n'a pas totalement disparu. A la présidentielle de 2012, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ou Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le Front de gauche a totalisé plus de 25 % des voix, alors qu'en 2007, Marie-George Buffet ne dépassait pas les 8 %. Cette banlieue ne sera peut-être plus communiste, mais elle peut rester rouge. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

## A Gennevilliers, « si le PS s'y retrouve, il n'y a aucune raison de ne pas y aller ensemble »

### Reportage

Gennevilliers  
(Hauts-de-Seine)  
Envoyée spéciale

Meurtrie par la désindustrialisation, Gennevilliers (Hauts-de-Seine) tente de tourner la page. Thales Communications y a inauguré en août des bureaux flambant neufs pour plus de 4 000 salariés. Avant elle, c'étaient Prisma Media et Chèque Déjeuner qui avaient choisi de s'implanter dans cette commune de 43 000 habitants, bien desservie par les transports en commun et qui accueille le Port autonome de Paris, importante zone d'activité économique. Une ville communiste depuis 1934.

Peu à peu, les anciennes friches industrielles, souvent préemptées par la mairie, sont remplacées par des entreprises ou des immeubles modernes. Le long de l'avenue Gabriel-Péri, là où les usines Chausson faisaient autrefois la fierté de la ville, 1700 habitations sortiront de terre d'ici à 2016, dont la moitié en logement social et l'autre en accession à la propriété. Une règle que la mairie a instaurée pour les nouvelles constructions qu'elle entreprend. « Cela permet de mieux répondre aux droits des Genevillois sans exclure la population en place », explique le maire PCF, Jacques Bourgoïn.

Gennevilliers a la spécificité de jouir d'un budget annuel très confortable – 190 millions d'euros – tout en accueillant une population fragilisée. En 2009, le revenu moyen par foyer fiscal ne dépassait pas les 17 000 euros par an quand la moyenne du département était près de deux fois supérieure, et le chômage atteignait déjà plus de 16 %. Les ressources de la ville lui autorisent une politique sociale d'ampleur. Dans une

commune où le prix du mètre carré a triplé en dix ans, 65 % de logements sont sociaux. La mairie, qui fait travailler 1200 personnes, est aussi un des plus gros employeurs de la ville. Même Isabelle Balkany, maire-adjointe UMP de Levallois-Perret et ancienne vice-présidente du conseil général des Hauts-de-Seine, reconnaît que les communistes sont de « bons élus locaux ». « Bourgoïn n'est pas un mauvais maire, car il est pragmatique », ajoute-t-elle.

A Gennevilliers, l'UMP n'a que deux conseillers municipaux. L'opposition est aussi représentée par Isabelle Guichard, conseillère municipale Nouveau Parti anticapitaliste, pour qui « les communistes disent des choses en tant que

« Nous avons déjà fait plusieurs mandats ensemble. Se présenter en se tirant dessus, ça va être difficile »

Mohamed Bellouch  
maire adjoint PS à la solidarité de Gennevilliers

militants et en font d'autres en tant que gestionnaires ». Elle en veut pour preuve le travail du dimanche. A l'Assemblée nationale, Roland Muzeau, premier adjoint au maire et alors député, s'y était vigoureusement opposé. Mais, sur place, la ville l'a autorisé. « Nous sommes pour son interdiction totale, mais il faut tenir compte des réalités locales », répond M. Muzeau. A partir du moment où tout est ouvert à côté, cela crée une situation incompréhensible pour les salariés genevillois. »

En quatre-vingts ans, le PCF a eu le temps de tisser des réseaux importants. « L'appareil est bien huilé, bien implanté, notamment dans les associations, constate

Mohamed Bellouch, maire adjoint à la solidarité (PS). Les socialistes ont du mal à exister en tant que tels. » « Tout est toujours contrôlé », assure aussi M<sup>me</sup> Guichard, qui parle de « clientélisme ». « Pour ça, il faut avoir des choses à offrir, des logements, de l'emploi, juge-t-elle. Et ils font bien le travail. » Des accusations que conteste formellement la mairie.

En 2008, M. Bourgoïn a été réélu dès le premier tour, sur une liste d'union de la gauche, avec près de 75 % des voix, mais aussi près de 50 % d'abstention. A 60 ans, il a décidé de passer la main. C'est Patrice Leclerc, conseiller général de 49 ans, qui prendra la relève pour les prochaines municipales. Lui aussi souhaite travailler au rassemblement de la gauche.

« L'idée est de construire un programme avec les habitants, explique l'élu. Si le PS s'y retrouve, il n'y a aucune raison de ne pas y aller ensemble. »

Jusqu'à présent, les socialistes n'ont jamais tenté de conquérir la ville. Et ne semblent pas prêts à se lancer pour 2014. « La difficulté, c'est qu'on a fait plusieurs mandats ensemble, explique M. Bellouch. Se présenter face à la population en se tirant dessus, ça va être un peu difficile. » Ce dernier met tout de même en garde sur « les limites à ne pas dépasser » après les critiques des communistes qui se multiplient au niveau national contre le gouvernement.

Il faudra aussi, glisse M. Leclerc, laisser « cicatriser » la défaite de M. Muzeau, qui a perdu la circonscription en juin au profit d'un jeune socialiste. S'il n'a obtenu que 29,7 % des voix au premier tour sur l'ensemble de la circonscription, l'ancien député a en revanche dépassé les 50 % des voix sur Gennevilliers. De quoi mettre du baume au cœur au PCF pour 2014. ■

R. B. D.

# Blanchiment : le chaînon manquant entre financiers et trafiquants arrêté

Simon Pérez est soupçonné d'être l'un des organisateurs d'un réseau qui recyclait des millions d'euros entre France, Suisse et Maroc, et qui implique une élue écologiste parisienne

L'information n'a pas filtré, pourtant la prise n'est pas négligeable. Depuis le 20 décembre 2012, Simon Pérez est en prison. Il a été arrêté à Roissy à sa descente d'avion en provenance de Tel-Aviv en vertu d'un mandat d'arrêt international émis en octobre 2012 par le juge d'instruction de la juridiction interrégionale spécialisée de Paris, Baudouin Thouvenot, qui le soupçonne d'être l'un des organisateurs d'un vaste réseau de blanchiment d'argent en liaison avec le trafic de drogue.

Aux dires des policiers qui l'ont traqué pendant plusieurs mois dans le cadre d'une opération « d'importation de stupéfiants et de blanchiment en bande organisée » ouverte le 13 avril 2012 à Nanterre et baptisée « Virus », ce Franco-Marocain serait l'un des hommes-orchestres d'un groupe qui agirait au Maroc et en France, en passant par la Suisse. Ami d'enfance de Meyer El-Maleh, 48 ans, un gestionnaire de fortune installé à Genève et incarcéré depuis octobre 2012, Simon Pérez, 47 ans, est suspecté d'être l'une des pièces maîtresses de cette organisation démantelée il y a deux mois et demi par les polices française et suisse. Selon les enquêteurs, il aurait, en quelques années, amassé un butin de plusieurs millions d'euros.

Ce groupe serait notamment composé d'équipes de trafiquants de cannabis installées en région parisienne, dont l'un des chefs serait Sofiane Nedjam, et d'une fra-

trie franco-marocaine dispersée entre Paris, Genève et Casablanca, composée de Meyer, Mardoché, Freha et Nessim El-Maleh, tous sous les verrous.

Mise au jour à la mi-octobre 2012, l'affaire a fait grand bruit. Le démantèlement de ce réseau a permis aux enquêteurs d'interpeller des notables parisiens qui tentaient d'échapper au fisc en dissimulant des fortunes sur des comptes en Suisse. Une élue verte du 13<sup>e</sup> arrondissement, un avocat d'affaires, un marchand d'art ou encore un entrepreneur, tous demeurant à Paris, figuraient parmi cet aréopage de fraudeurs suspectés. Ils ont tous été mis en examen pour « blanchiment en bande organisée » et placés sous contrôle judiciaire (Le Monde du 26 octobre 2012).

## Fausse factures

Les enquêteurs de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTIS) et de l'Office central pour la répression contre la grande délinquance financière en ont la conviction : Simon Pérez est l'homme qui faisait le lien entre les trafiquants de drogue marocains et les frères El-Maleh, instigateurs d'un système de blanchiment particulièrement ingénieux.

Selon une source policière, « il était en contact avec les exportateurs marocains des produits stupéfiants ». Ainsi, dans une conversation téléphonique interceptée en septembre par les hommes de

l'OCTIS et dont Le Monde a pris connaissance, Simon Pérez recommande à Mardoché El-Maleh de se tenir prêt : « On redémarre là, tu comprends ? Le temps de ramasser. Parce que quand la machine tourne, c'est facile. »

A Paris, des collecteurs de fonds en relation avec les vendeurs de drogue remettaient des sommes en liquide à Mardoché El-Maleh, lequel les livrait ensuite aux notables détenteurs de comptes dans des banques suisses. Moyennant commissions et souvent sous couvert de fausses factures, ces comptes étaient débités d'un montant équivalent aux remises de cash à travers une nébuleuse de sociétés gérées par Meyer El-Maleh, localisées dans des paradis fiscaux notamment au Bahamas et au Panama ou encore en Suisse, en France, en Grande-Bretagne, aux

## L'opération « Virus »

**26 février 2012** Les policiers de l'OCTIS interceptent une communication téléphonique entre trafiquants qui importent du cannabis en provenance du Maroc.

**13 avril 2012** Fabienne Bernard, juge de Nanterre, délivre une commission rogatoire aux policiers et transmet le dossier à la juridiction spécialisée de Paris.

**11 octobre 2012** Les policiers français et suisses interpellent 21 personnes dont 17 en France.

Emirats arabes unis, en Espagne, en Israël et aux Etats-Unis. Dans une note de synthèse datée de septembre 2012 et destinée au juge, les enquêteurs assurent que l'une de ces sociétés basées à Londres, Yewdale Ltd, présente « toutes les caractéristiques de la coquille vide destinée à faire écran aux véritables investisseurs, à servir de chambre de compensation pour plusieurs structures offshore détenues par les mêmes individus ».

Plusieurs mois de filatures et d'écoutes téléphoniques ont permis aux policiers de comprendre les rouages de cette entreprise criminelle et de discerner le rôle des différents suspects. Au fil des écoutes, il apparaît que Meyer El-Maleh et Simon Pérez ont parfaitement conscience des risques qu'ils encourrent lors des transactions illicites. Ainsi, en août 2012, lors d'un échange avec Meyer qui l'interroge sur un problème de comptabilité, Simon Pérez a cette réplique : « Toi encore, tu peux noter. Moi je ne peux pas noter, c'est dangereux ici, tu le sais très bien ! Moi dès que tu confirmes, je déchire. »

A quoi servait tout cet argent une fois sorti des lessiveuses du blanchiment ? Selon une source proche du dossier, il a pu être investi dans de grosses opérations immobilières en Afrique du Nord, notamment au Maroc et ailleurs au Moyen-Orient, dans des pays pas trop regardants sur l'origine des fonds dont ils ont parfois besoin. ■

YVES BORDENAVE

# Le projet de « Villa Médicis du 93 » cherche son financement

La création d'un lieu culturel à Clichy-sous-Bois est maintenue, selon le ministère de la culture

L'espoir renaît autour du projet de « Villa Médicis du 93 » dans la tour Utrillo de Clichy-sous-Bois-Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Il a fallu toute la persuasion de Jérôme Bouvier, médiateur de Radio France et président de l'association Journalisme et citoyenneté, celle de François Lamy, ministre de la ville, et l'acharnement des élus locaux pour convaincre Aurélie Filippetti de revoir son jugement. La ministre de la culture avait assuré, dans un entretien au Monde du 11 septembre 2012, qu'il fallait « redimensionner » le dossier. Les propos avaient été compris comme une volonté d'abandonner le projet de son prédécesseur, Frédéric Mitterrand.

Le cabinet de M<sup>me</sup> Filippetti a visité, le 11 décembre, ce bâtiment de treize étages à l'abandon, promis à une transformation en un lieu culturel d'exception. Accompagnée d'une collaboratrice du ministre de la ville, la conseillère de la ministre de la culture a écouté les appels insistants des deux maires – Olivier Klein (PS, Clichy-sous-Bois) et Xavier Lemoine (UMP, Montfermeil) – à rouvrir le dossier. M. Lamy devrait également se rendre sur place très prochainement.

Sur le plateau à cheval sur les deux villes, en marge de la forêt de Bondy, les quartiers des Bosquets et de la Forestière sont en pleine rénovation. La place du marché est un immense chantier : ici, une pelleteuse creuse une tour en lambeaux ; là, de petits immeubles prêts sont sortis de terre, en lieu et place d'une ancienne copropriété dégradée, et un nouveau square a fleuri. Plus haut, la tour Utrillo, ouverte au vent et aux corbeaux, attend toujours.

Achetée il y a un an par le ministère de la culture, celle-ci était promise à une réhabilitation grandiose : redessinés par l'architecte Yves Lion, les locaux devaient accueillir des ateliers-résidences d'artistes,



La réhabilitation de la tour Utrillo nécessite 30 millions d'euros. CYRUS CORNUT/DOLCE VITA/PICTURETANK

une école préparatoire aux concours des Beaux-Arts, une école pour les métiers techniques de la culture, un lieu d'exposition, une librairie... Rien ne semblait trop beau pour casser l'image de cette banlieue en souffrance depuis les émeutes de 2005. Mais le coût estimé des travaux – 30 millions d'euros pour la réhabilitation et 4 millions pour le fonctionnement – avait fait tiquer la Rue de Valois.

Ce ne peut être un musée ni une Villa Médicis bis, mais un ensemble culturel volontairement implanté dans une banlieue populaire, ont plaidé les élus. « C'est normal que la nouvelle ministre s'intéresse sur un projet aussi ambitieux », remarque M. Klein. Avant d'ajouter : « Il est maintenant important que M<sup>me</sup> Filippetti comprenne l'intérêt d'un tel projet pour notre territoire et s'en empare. » « C'est une manière d'affirmer que

dans ces quartiers, la culture ce n'est pas la cerise sur le gâteau, mais qu'elle est aussi importante que le reste », renchérit Claude Dilain, sénateur PS et ancien maire de Clichy-sous-Bois. « 30 millions, c'est le prix d'un petit lycée, ce n'est pas grand-chose pour un lieu d'ambition nationale », insiste Jérôme Bouvier.

## « Il en va de notre survie »

Chez les habitants, l'attente est forte, assure Mohamed Mechmahe, responsable de l'association ACLe Feu : « Cette tour a suscité tellement d'espoir. Entre le Grand Paris express et ce projet, il en va de notre survie. » Au ministère de la culture, on assure qu'il n'a jamais été question d'abandonner le projet. « On veut discuter et retravailler les enjeux », plaide l'entourage de M<sup>me</sup> Filippetti. « Si ce projet culturel répond à des enjeux de territoire,

pour qu'il puisse se développer, il doit être considéré sur le plan interministériel », insiste un conseiller. Et trouver des partenariats privés, ajoute-t-on. « Les choses reprennent un cours favorable », veut croire M. Lemoine. A voir. Le financement d'un tel projet en période de crise et de cure d'austérité n'est pas gagné. Les deux communes, parmi les plus pauvres de France, ne peuvent assumer seules le fonctionnement.

Des mécènes avaient été approchés et certains avaient été convaincus, comme la Fondation Culture et diversité de Marc Ladreit de Lacharrière, ou une grande maison de produits de beauté. « Ils ne viendront que s'il y a un signe politique des pouvoirs publics montrant leur intérêt pour ce projet symbolique », prévient M. Bouvier. Et si le grand métro arrive, comme prévu, au pied de la tour en 2023. ■

SYLVIA ZAPPI

# Manuel Valls rétablit le bilan des voitures brûlées

Le nombre de véhicules incendiés au réveillon est proche du dernier comptage de 2009

La promesse a été tenue. Dès le mardi 1<sup>er</sup> janvier, à 18 heures, Manuel Valls a dressé le bilan de la nuit de la Saint-Sylvestre, et notamment du nombre de véhicules brûlés. Selon le ministre de l'intérieur, 1193 voitures ou deux-roues ont été détruits, dont 344 par propagation d'un feu voisin. Le dernier bilan publié, le 31 décembre 2009, s'élevait à 1147 véhicules. Le niveau est donc stable.

M. Valls a assuré que ces chiffres « tiennent compte de toutes les remontées », en zone police et en zone gendarmerie. « Cette fois-ci, contrairement à d'autres années, l'ensemble des chiffres a été comptabilisé. Il n'y a pas eu d'arrêt à 6 heures du matin », a-t-il affirmé. Le ministre a également établi un palmarès par département : Seine-Saint-Denis (83), Haut-Rhin (72), Bas-Rhin (70), Nord (61), Bouches-du-Rhône (51), Val-de-Marne et Rhône (49), Val-d'Oise (48) et enfin Haute-Garonne (44).

M. Valls a toutefois rappelé que les chiffres du ministère de l'intérieur ne sont pas le seul indicateur pertinent : en 2011, alors que selon les forces de l'ordre 42 135 véhicules ont été incendiés, ils étaient 60 831, selon les sapeurs-pompiers, et 45 500, selon les assureurs. Escroquerie à l'assurance, différends personnels ou volonté de destruction après avoir commis un délit : tous les incendies de véhicules ne s'apparentent pas à des violences urbaines. « Il y a trop de voitures qui brûlent tout au long de l'année. Ce chiffre est intolérable », a jugé le ministre, qui a annoncé des mesures pour le début de l'année.

Le 27 décembre, le ministre de l'intérieur avait promis au Parisien qu'il allait reprendre la publication du nombre de voitures brûlées lors de la nuit du réveillon, par souci de transparence. En 2010, la publication de ce chiffre – lors de

la Saint-Sylvestre ou du 14-Juillet – avait été abandonnée par le ministre de l'intérieur de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux, après plusieurs années de hausse. M. Hortefeux a affirmé, mardi, sur BFM-TV, qu'il avait alors décidé « de ne pas alimenter un championnat stupide » entre villes et quartiers, et jugé que M. Valls avait « tort » de rétablir cette pratique.

## Feux d'artifice : un mort

Le député (UMP) des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, a également dénoncé « une grossière entreprise de communication », « alors que le ministre de l'intérieur se refuse depuis plusieurs semaines à communiquer les chiffres mensuels de la délinquance ». En réalité, c'est l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, indépendant, et non pas la Place Beauvau, qui communique chaque mois les statistiques de la délinquance. Et qui continue à le faire, mais en séparant depuis deux mois chiffres des policiers et chiffres des gendarmes, à la suite d'évolutions divergentes inexplicables (Le Monde du 21 décembre).

Pour le reste, la première Saint-Sylvestre de la gauche depuis 2001 a été calme, selon le ministre de l'intérieur. Seuls un quartier de Strasbourg et un quartier de Mulhouse ont été le théâtre d'affrontements avec les forces de l'ordre. Sept policiers ou gendarmes ont été légèrement blessés (contre huit il y a un an), 339 personnes interpellées (contre 290) et 244 placées en garde à vue.

Les feux d'artifice improvisés ont été plus explosifs : un homme est mort après avoir allumé un mortier de pétard, près de Strasbourg, et quatre autres ont été gravement blessés dans des situations similaires dans le reste de la France. ■

LAURENT BORREDON

## Santé

# Seuls les spécialistes pourraient prescrire les pilules de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> génération

La délivrance des pilules de troisième et quatrième génération est jugée « excessive » en France par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) et pourrait être réservée à des spécialistes « afin d'en limiter l'utilisation », a indiqué mardi 1<sup>er</sup> janvier le directeur général de l'ANSM, Dominique Maraninchi. Ces pilules pourraient dorénavant être réservées aux femmes qui ne supportent pas les pilules de 1<sup>er</sup> ou de 2<sup>e</sup> génération. L'ANSM va lancer dès mercredi une concertation à ce sujet, alors qu'une première plainte a été récemment déposée en France par Marion Larat, une jeune femme victime d'un AVC qu'elle impute à sa pilule de troisième génération, comme l'a révélé Le Monde, le 15 décembre 2012. L'agence du médicament a déjà lancé plusieurs alertes sur les risques thrombo-emboliques de ces pilules, prises aujourd'hui par 1,5 million à 2 millions de femmes en France, préconisant qu'elles ne soient prescrites qu'en second recours. – (AFP) ■

## Incendie Cinq morts à Gennevilliers

Cinq personnes, dont un enfant, ont péri dans l'incendie d'un immeuble à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) mercredi 2 janvier, au petit matin. Le sinistre a également fait 18 blessés légers. Les cinq victimes se trouvaient dans le même appartement, au 5<sup>e</sup> étage de cette barre située dans le quartier du Luth. – (AFP)

## Justice Financement par la Libye : Ziad Takieddine réitère ses accusations contre Nicolas Sarkozy

Dans une déclaration au juge Renaud Van Ruymbeke, chargé de l'affaire de Karachi, l'homme d'affaires Ziad Takieddine, plusieurs fois mis en examen dans le dossier, a réitéré ses accusations contre Nicolas Sarkozy, indique Le Parisien, mercredi 2 janvier. Interrogé le 19 décembre 2012, l'intermédiaire a indiqué pouvoir « fournir les éléments existants sur le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy », en 2007, par le régime libyen de Mouammar Kadhafi.

## Budget 2013 Polémique sur le coût de la censure du Conseil constitutionnel

L'impact sur les finances publiques de la censure par le Conseil constitutionnel de certaines dispositions du budget 2013 – dont la taxe à 75 % – dépasse le milliard d'euros, affirme Les Echos, mercredi 2 janvier. Soit le double du montant évoqué après la décision, samedi. En réaction, Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, a maintenu le chiffre de « 500 millions », avancé jusqu'ici par l'exécutif. « Je crois que la presse spéculé un petit peu », a-t-elle estimé. – (AFP)

CAC 40 3698,7 PTS + 1,58 % | DOW JONES 13104,1 PTS FERMÉ | EURO-DOLLAR 1,328 | PÉTROLE 112,3 \$ LE BARIL | TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 2,05 % | 02/12 - 9H30

# La chute libre de PSA et Renault en France

Les français perdent près de 4 points de part de marché au profit des allemands et du coréen Hyundai-Kia

La chute est vertigineuse. En 2012, les ventes de voitures en France ont reculé de 13,9% par rapport à 2011, pour atteindre 1,9 million, selon les données du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), publiées mercredi 2 janvier. Il faut remonter à 1997 pour retrouver un nombre d'immatriculations en France aussi bas... Si l'on inclut les véhicules utilitaires, la baisse en 2012 a été de 13,3%, à 2,28 millions.

Au niveau européen, le marché français devrait rétrograder de la deuxième à la troisième place, derrière l'Allemagne et désormais le Royaume-Uni, dont les immatriculations devraient dépasser le seuil des deux millions.

Outre la crise économique, qui pousse les automobilistes à moins utiliser leur véhicule, et les changements d'habitude de conduite, le marché automobile français subit le contrecoup du dispositif de prime à la casse lancé en décembre 2008 par le précédent gouvernement et interrompu au 31 mars 2011. Cette mesure, particulièrement favorable aux constructeurs français, avait poussé les consommateurs à anticiper le renouvellement de leur véhicule, asséchant mécaniquement le marché à partir de 2011 et 2012, en l'absence de rebond de l'économie.

«*Le très faible renouvellement des flottes de sociétés explique également ce niveau historiquement bas du marché*, assure-t-on au CCFA. De plus, pour les flottes, les véhicules les plus demandés sont ceux du haut de gamme, car ils assurent une bonne valeur de

## La Chine va produire plus de voitures que l'Europe

Les usines automobiles installées en Chine devraient produire en 2013, pour la première fois, plus de véhicules que celles installées en Europe, selon le *Financial Times* du mercredi 2 janvier. A partir des données de cinq cabinets de conseil et de banques, le FT assure que l'empire du Milieu devrait produire cette année 19,6 millions de voitures et véhicules utilitaires légers, contre à peine 18,3 millions pour l'Europe. Une tendance qui devrait s'accroître, alors que de nouvelles usines doivent ouvrir en Chine, quand l'Europe doit en fermer au moins cinq d'ici à 2016. En 2012, le Vieux Continent produisait encore 18,9 millions d'automobiles, tandis que la Chine en fabriquait 17,8 millions. La croissance de la production chinoise est phénoménale : à la fin des années 1980, le pays produisait moins d'un million d'automobiles, contre plus de 30 millions en Europe!



A l'usine PSA Peugeot Citroën de Sochaux (Doubs). SÉBASTIEN BOZON/AFP

revente, ce qui pénalise les ventes des généralistes» comme PSA et Renault.

En 2013, les professionnels du secteur prédisent au mieux une stabilisation du marché, au pire une nouvelle dégradation.

## Les groupes français à la peine

Ils ont vu leur part de marché baisser de 56,1% à 52,5% en un an. Avec une chute de 17,5% de ses ventes, PSA Peugeot-Citroën, le premier groupe français, souffre beaucoup plus que l'ensemble du secteur. Le lancement, en juin, de la petite citadine 208 n'a pas sauvé l'année. Il a seulement limité la dégradation de ses ventes. En décembre 2012, Philippe Varin, président du directeur du groupe, assurait que, malgré la chute des ventes, la valeur des véhicules vendus restait stable, grâce à la montée en gamme en cours du constructeur. En 2013, PSA compte sur le renouvellement de la C4 Picasso et le lancement du petit SUV 2008, un 4x4 urbain, pour rebondir.

Renault est encore plus sévèrement chahuté que son concurrent. Ses ventes françaises dégringolent de 22,1%. Dacia (-9,2%) sauve le groupe, car la marque au losange chute de 24,7%! En 2012, la filiale low cost du groupe a lancé le Lodgy, une familiale, qui a permis de limiter la chute des ventes. La commercialisation des nouvelles Logan et Sandero est dès lors attendue de pied ferme par les concessionnaires du groupe.

Le lancement de la Clio IV ne per-

met toujours pas d'inverser la tendance alors que Renault est miné par une gamme de voitures vieillissantes.

## Les généralistes souffrent

Comme les groupes français, Fiat, Ford ou General Motors (Opel) s'écroulent, de 18% à 23% sur le marché français. Ces constructeurs subissent eux aussi la concurrence de la part du groupe Volkswagen, le pre-

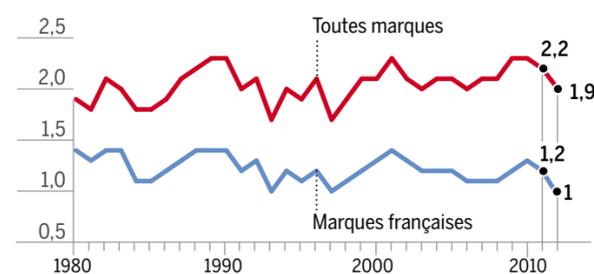
mier constructeur européen, qui résiste à la crise (-5,1%). Grâce à une trésorerie fournie et à des produits bourrés de technologies, le groupe allemand mène une guerre des prix sans merci. Conséquence, le groupe VW détient 13,9% du marché, contre moins de 12,6% en 2011!

## Les spécialistes allemands en forme

Outre VW, et sa marque

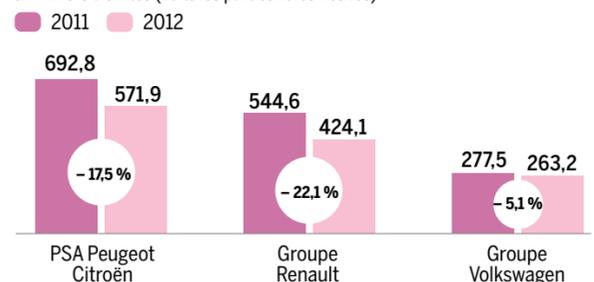
## Des marques françaises à la peine

IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES EN FRANCE  
en millions d'unités (voitures particulières neuves)



## LES TROIS PREMIERS ACTEURS DU MARCHÉ FRANÇAIS

en milliers d'unités (voitures particulières neuves)



SOURCE : COMITÉ DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS D'AUTOMOBILES

haut de gamme Audi (+4,7%), BMW (+2,3%) et Mercedes (+5,3%) réalisent une année très solide. En élargissant leur gamme, avec des voitures plus petites et financièrement plus accessibles, elles réussissent à grappiller des parts de marché aux généralistes.

## Les Asiatiques à l'attaque

2012 est l'année des constructeurs asiatiques. Si Nissan marque le pas

(-2,9%), Toyota repart à la hausse (+0,6%). Mais le grand gagnant de l'année est le coréen Hyundai-Kia. Grâce à des produits au design amélioré, une garantie d'achat de cinq à sept ans et des prix ultra-serrés, les deux marques s'envolent de 28,2%. La part de marché du coréen reste modeste, à 3,25%, mais il a pris un point en seulement un an! ■

PHILIPPE JACQUÉ

## Une production réduite de moitié en moins de dix ans

C'EST l'un des corollaires de la lourde chute des immatriculations en France et en Europe en 2012. Les usines françaises de PSA Peugeot-Citroën et de Renault ont tourné au ralenti en 2012.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, les deux constructeurs ont produit 1,3 million de véhicules dans leurs douze sites hexagonaux, marquant un recul de 13,2% par rapport à la même période de 2011.

Les données du dernier trimestre n'inverseront pas la tendance. La multiplication des périodes chômées sur les chaînes des deux groupes ces trois derniers mois et le ralentissement quasi généralisé des cadences de fabrication, même à Poissy sur la ligne de production de la 208, dernière-née des véhicules Peugeot, ne permettront pas de rattraper le retard.

Sur l'année 2012, 1,6 million de véhicules sont, au mieux, sortis

des usines françaises. C'est autant qu'en 2009, année de la première vague de la grave crise actuelle. Mais c'est surtout deux fois moins qu'en 2003, lorsque les deux constructeurs français tournaient à 3,2 millions de voitures et de véhicules utilitaires...

A l'époque, PSA produisait à lui seul 2 millions de véhicules sur le territoire national, contre moins de 1,3 million l'an dernier. Renault fabriquait pour sa part un peu plus de 1,2 million de voitures particulières ou utilitaires... Aujourd'hui, la marque au losange atteint à peine le demi-million de véhicules produits par an en France!

Selon le cabinet de conseil Roland Berger, le taux d'utilisation des douze usines françaises ne dépassait pas les 57% au premier semestre 2012. Ce pourcentage s'est encore affaibli au second semestre, à moins de 50%. Cer-

tains sites de Renault, dont Flins (Yvelines) ou Sandouville (Haute-Normandie), tournaient au tiers de leur capacité, quand celui de Maubeuge (Nord), en plein lancement du Citan, le dernier utilitaire de Mercedes produit par Renault, travaille les samedis...

## Mesures radicales

Cette chute de la production coûte cher aux deux constructeurs, qui ne disposent plus des volumes de production suffisants pour couvrir leurs coûts fixes. D'où les mesures radicales d'adaptation lancées par les deux concurrents français.

PSA a choisi la manière forte en sacrifiant l'un de ses sites, celui d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), tout en réduisant la capacité de production de celui de Rennes à l'horizon 2014. Pour ses autres usines, le groupe adapte ses cadences et ses équipes. «*En multipliant les pério-*

des chômées ou en modifiant trop souvent les cadences, on pèse sur la qualité des véhicules», assure un expert industriel. «*La solution est de rendre la production la plus stable possible en améliorant les conditions de travail des ouvriers, tout en rendant l'organisation du travail la plus flexible possible*», poursuit-il.

C'est le chemin suivi par Renault. Détenue à 15,01% par l'Etat, l'ex-régie ne peut envisager la fermeture d'un site. Il lui faut donc se réorganiser pour baisser ses coûts fixes. Depuis novembre 2012, la direction du groupe négocie avec les syndicats pour mutualiser les fonctions supports de ses usines et faciliter les transferts de salariés d'un site à l'autre. Le 9 janvier, la direction du groupe dévoilera des propositions pour améliorer la compétitivité de ses implantations françaises. ■

PH. J.

## OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

La société CNP CAUTION dont le siège social est situé 4 Place Raoul DAUTRY - 75716 Paris Cedex 15, fait savoir que la garantie financière qu'elle a délivrée à :

### SUD PATRIMOINE IMMOBILIER

Société à Responsabilité limitée au capital de 5 000 euros  
Dont le siège social est situé à 134 Traversé Notre Dame Bon Secours à MARSEILLE (13014)  
inscrite au R.C.S de Marseille sous le numéro 525 093 290.

pour les activités de « Gestion immobilière » visées par la loi du 2 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication de la présente parution.

Les créances éventuelles se rapportant à cette activité doivent être produites au siège de la société CNP CAUTION : 4, Place Raoul DAUTRY - 75716 Paris Cedex 15, dans les trois mois à compter de la date de publication du présent avis.

La société CNP CAUTION dont le siège social est situé 4 Place Raoul DAUTRY - 75716 Paris Cedex 15, fait savoir que la garantie financière qu'elle a délivrée à :

### TRANSACT COMMERCE ET IMMOBILIER

Société à Responsabilité limitée au capital de 10 000 euros  
Dont le siège social est situé à 340 Avenue Félix GENESLAY à LE MANS (72100)  
inscrite au R.C.S de Le Mans sous le numéro 493 099 576.

pour les activités de « Transaction immobilière » visées par la loi du 2 janvier 1970, cessera trois jours francs après la publication de la présente parution.

Les créances éventuelles se rapportant à cette activité doivent être produites au siège de la société CNP CAUTION : 4, Place Raoul DAUTRY - 75716 Paris Cedex 15, dans les trois mois à compter de la date de publication du présent avis.

## Emirates, première compagnie aérienne mondiale en 2013

La compagnie de Dubaï, dont l'offre ne cesse de croître, devrait devancer United et Delta Airlines

La domination des compagnies aériennes américaines devrait prendre fin en 2013 : la compagnie du Golfe Emirates devrait devenir la première compagnie au monde d'ici à la fin de l'année. Loin devant United Airlines et Delta Airlines. Le classement annuel des cinquante premières compagnies aériennes dans le monde, publié lundi 31 décembre 2012 par le cabinet spécialisé Innovata et CAPA, annonce ce bouleversement à venir.

Fin 2012, indique ce hit-parade, c'est United Airlines, grâce à sa fusion avec l'autre américaine Continental Airlines, qui occupe la place de leader. Selon l'indicateur, qui combine le nombre de kilomètres parcourus et le nom-

bre de sièges offerts en moyenne par semaine par chaque compagnie, United passe en tête avec 6,149 millions de sièges-kilomètres. Et devance sa rivale Delta qui pointe, fin 2012, à 5,643 millions de sièges-kilomètres.

## Progression de 15% à 20%

Selon ce classement 2012, Emirates occupe encore la troisième place. L'an passé, la compagnie du Golfe a proposé en moyenne 4,993 millions de sièges-kilomètres offerts par semaine. Mais ce podium est un trompe-l'œil. Les transporteurs d'outre-Atlantique ne sont pas au mieux de leur forme. Ainsi, Delta est sur une mauvaise pente avec un ratio sièges-kilomètres en retrait en 2012 par rapport à 2011.

En revanche, Emirates ne cesse de progresser, avec des taux de croissance annuels de 15% à 20%, ce qui devrait lui permettre en 2013 de rattraper la première place. En 2012, la compagnie du Golfe a vu son offre croître de 18,4%. Seules Lion Air et Turkish Airlines ont fait mieux. La compagnie low cost indonésienne affiche une étonnante progression de 34,6% d'une année sur l'autre, tandis que le transporteur turc boucle 2012 avec une hausse moyenne de 24% de son offre.

A l'examen, Emirates semble gagnante sur tous les tableaux. Avant même de décrocher la première place, elle a déjà accru, à son avantage, son différentiel avec ses rivales du golfe Persique. En

2012, Etihad et Qatar Airways n'ont progressé respectivement que de 14,8% et de 8,7%.

L'autre enseignement du classement d'Innovata et CAPA, c'est que la montée en puissance d'Emirates se fait principalement au détriment des compagnies européennes. En 2012, elle est montée sur la troisième marche du podium, rejetant l'alliance Air France-KLM à la quatrième place. Avec 4,611 millions de sièges-kilomètres l'an passé, l'offre d'Air France-KLM est en retrait de 4,2%. La compagnie française devrait encore plus souffrir de cette concurrence en 2013.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, Emirates opère un second Airbus A380 depuis Roissy. ■

GUY DUTHEIL

**Pertes & Profits** | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE LAUER



**Le roi est nu**

**Kingfisher**

Il y a un peu plus d'un an, le patron de la compagnie aérienne indienne Kingfisher, Vijay Mallya, affirmait que cela lui coûtait plus cher de faire voler ses avions que de les maintenir au sol. L'aviation civile indienne a résolu son problème en lui retirant sa licence de vol, mardi 1<sup>er</sup> janvier.

Mais la décision ne va pas régler que ses problèmes de coûts, elle risque de mettre tout bonnement un point final à l'aventure de ce qui fut la deuxième compagnie aérienne indienne. Créée il y a tout juste dix ans, Kingfisher n'a

jamais gagné une roupie. Criblée de dettes, elle n'a plus aujourd'hui ni les moyens de payer son personnel navigant, ni d'assurer la sécurité de ses appareils. Faute d'avoir pu présenter un plan de vol crédible, les autorités indiennes ont donc décidé de couper les ailes de Vijay Mallya.

Celui qu'on surnomme le « roi du bon temps » à cause de son train de vie et de son goût immo-déré pour la fête avait cru que la hausse exponentielle du nombre de passagers était un modèle économique en soi. Mais visiblement, le savoir-faire dont le milliardaire a fait preuve dans le whisky et la

bière, sources de sa fortune, n'était pas duplicable dans l'aérien. Kingfisher est à la fois victime de la conjoncture, d'un marché ultra-concurrentiel, mais aussi de ses propres turpitudes. Le milliard et quelques d'Indiens et l'ouverture du marché à la concurrence dans les années 1990 ont aiguisé les appétits. Depuis, le gâteau que

**L'aviation civile indienne a retiré sa licence de vol à la compagnie aérienne**

s'octroyait Air India s'est réduit comme peau de chagrin. Mais les difficultés de la compagnie nationale n'ont pas pour autant profité à ses concurrents : les parts de marché ont été au rendez-vous, mais pas les profits.

Infrastructures insuffisantes et coûts salariaux trop élevés empêchent les compagnies de trouver

l'équilibre. La hausse du kérosène, mais aussi les erreurs de gestion de Kingfisher n'ont fait qu'empirer les choses. A force de servir du Dom Pérignon en classe affaires et en consacrant près de 40% de ses sièges à ses clients privilégiés, la compagnie n'a pas choisi le bon plan de vol dans un environnement aussi fragile.

Pour Vijay Mallya, c'est la chute libre. Fin 2011, sa compagnie low cost, Kingfisher Red, a fermé. Fin 2012, les autorités ont lancé un mandat d'arrêt contre lui pour des chèques en bois. Enfin, le « roi » vient de céder le contrôle de son groupe de spiritueux, United Spirits, au britannique Diageo. De quoi récupérer 1,6 milliard d'euros. Qu'en faire ? Kingfisher dispose de deux ans pour demander un renouvellement de sa licence. Mais il doit sans doute exister des investissements plus lucratifs. ■

Retrouvez Pertes & Profits sur le Net : lauer.blog.lemonde.fr

**Les grandes manœuvres entre Bourses mondiales vont se poursuivre en 2013**

Au Japon, les places de Tokyo et d'Osaka s'unissent pour résister à la concurrence des émergents



A la Bourse de Tokyo. YURIKO NAJAO/REUTERS

Pour les opérateurs boursiers, 2013 débute comme s'est achevée 2012 : par de grandes manœuvres dans une industrie en perpétuelle recombinaison.

Mardi 1<sup>er</sup> janvier, les Bourses japonaises de Tokyo et d'Osaka ont fusionné, donnant naissance à un nouvel ensemble baptisé Japan Exchange Group. La Bourse de Tokyo, non cotée, avait lancé l'été dernier une offre valorisant Osaka à quelque 1,65 milliard de dollars (1,24 milliard d'euros). Ne manquaient que les approbations réglementaires.

La finalisation de l'opération intervient moins de deux semaines après que l'américain ICE a

annoncé, le 20 décembre 2012, son intention de racheter NYSE Euronext, le groupe transatlantique qui opère notamment les Bourses de New York et de Paris.

Au Japon, la nouvelle Bourse gèrera environ 3 600 milliards de dollars de titres cotés, la plaçant selon ce critère au troisième rang mondial, derrière NYSE Euronext et l'américain Nasdaq-OMX, selon les chiffres de la Fédération mondiale des Bourses. En revanche, selon les valorisations qui auraient été retenues pour l'opération, le groupe restera un « petit Poucet » en termes de capitalisation boursière, au septième rang mondial, loin derrière les mastodontes de Hon-

gkong ou de Chicago, avec un poids de 4,3 milliards de dollars.

Tout comme l'opération ICE-NYSE, la fusion entre Tokyo et Osaka répond à un objectif clair : s'imposer dans le jeu de la concurrence mondiale. Là où les Bourses européennes essaient d'endiguer l'essor des plates-formes alternatives issues de la dérégulation du secteur en 2007, les places japonaises rêvent de damer le pion à leurs rivales asiatiques de Hongkong, Shanghai ou encore Singapour.

Les complémentarités entre les deux vieilles dames du capitalisme nippon peuvent les y aider. Fondée en 1879, la Bourse de Tokyo concentre 88% des échanges d'actions japonaises ; celle d'Osaka, d'un an son aînée, est spécialisée dans les produits dérivés, dont le contrat à terme sur le fameux indice Nikkei.

Cette seconde activité – les dérivés – est de loin la plus rentable, à l'heure où les marchés actions sont, partout dans le monde, affectés par la faiblesse des volumes.

Les places japonaises peinent à enrayer leur déclin depuis la fin des années 1980 et le dégonflement de la bulle financière. Alors que le Nikkei atteignait 39 000 points en 1989, il évolue depuis près d'une décennie autour des 10 000 points. Et ce, malgré la belle performance de l'indice (+22,94%) en 2012, et l'introduction en Bourse de Japan Airlines, star déchue des marchés en faillite en 2010, qui est parvenue à lever 6,6 milliards d'euros en septembre – la deuxième plus grosse opération mondiale après celle de Face-

book en mai. Depuis 2010, les autorités japonaises souhaitent créer ce qu'elles appellent une « plateforme globale », dans le but de redevenir le « hub » financier de l'Asie d'ici à 2020. Dans les tuyaux depuis mars 2011, le rapprochement a longtemps buté sur des questions de forme, Tokyo n'étant pas coté.

Le seul fait d'avoir mené l'opération à son terme est une bonne nouvelle, tant les mariages se sont avérés complexes dans le secteur ces dernières années. Fusion avortée entre Londres et Toronto, puis Singapour et Sydney en 2011, veto de Bruxelles au rapprochement entre NYSE Euronext et son homologue allemand Deutsche Börse... Depuis 2010, pas moins de 32 milliards de dollars d'opérations annoncées sont partis en fumée ! En cause, pêle-mêle, sujets réglementaires et enjeux de souveraineté nationale. Un cocktail explosif.

**Sursaut de patriotisme**

En Occident, le rachat de NYSE Euronext par ICE pour 8,2 milliards de dollars a d'ailleurs fait l'objet de tentatives de blocage, dès le lendemain de son annonce.

Un fonds de pension américain, le New Jersey Carpenters Pension Fund, a porté plainte contre l'opérateur transatlantique devant un tribunal new-yorkais, arguant que l'opération ne le valorise pas assez. Il compte tenter de fédérer d'autres actionnaires pour monter une action en nom collectif (« class action ») contre NYSE Euronext afin de s'opposer à ce « processus désespérément défectueux ».

Même si l'opération est menée à son terme, elle augure de nouveaux bouleversements dans le secteur pour les mois à venir. En effet, ICE a indiqué son intention de ne conserver que le NYSE et le marché londonien des dérivés Liffe.

L'acheteur compte se séparer d'Euronext, l'entité qui regroupe les quatre places d'Europe continentale (Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) : elles devraient être introduites en Bourse d'ici dix-huit à vingt-quatre mois.

Difficile de savoir si ce « lâchage » en bonne et due forme les isolera encore davantage face à leurs concurrents américains, ou s'il peut être une opportunité de réparer les errements de la stratégie du secteur depuis l'échec du rapprochement entre NYSE Euronext et Deutsche Börse. Voire générer un sursaut de patriotisme de la part des banquiers et investisseurs hexagonaux pour se réapproprier le marché parisien... Le grand mercato des Bourses ne fait que commencer. ■

CLÉMENT LACOMBE ET AUDREY TONNELIER

G8

**M. Cameron souhaite des « mesures courageuses » pour l'économie**



Le premier ministre britannique, David Cameron, dont le pays assure la présidence du G8 en 2013, a appelé mercredi 2 janvier les dirigeants des huit puissances les plus riches à « prendre des mesures courageuses » pour relancer l'économie. « Il est évident qu'en 2013, le monde continuera à faire face à l'incertitude économique », écrit M. Cameron dans une lettre adressée aux dirigeants du G8 (Allemagne, Canada, Etats-

Unis, France, Royaume-Uni, Italie, Japon et Russie). Au sein de ce groupe de huit pays qui représentent près de la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial, « les critères ambitieux que nous nous fixons et les courageuses démarches que nous entreprenons en travaillant ensemble (...) peuvent faire une différence tangible pour dynamiser l'économie », précise-t-il. Le sommet du G8 prévu les 17 et 18 juin en Irlande du Nord se concentrera sur trois thèmes principaux : la lutte contre le protectionnisme, celle contre l'évasion fiscale et la promotion de la transparence dans l'action des gouvernements et des entreprises. – (AFP) ■

“ Tout le monde sera touché, mais certains plus que d'autres »

Aníbal Cavaco Silva, le président du Portugal, à propos du budget de son pays pour 2013, marqué par de sévères mesures d'austérité. Estimant qu'il y a des doutes en matière « de justice dans la répartition des sacrifices » demandés aux Portugais, il en appelle à la Cour constitutionnelle.

**Sidérurgie ArcelorMittal cède une partie de ses mines de fer au Canada pour se désendetter**

Le numéro un mondial de la sidérurgie a annoncé, mercredi 2 décembre, qu'il allait céder 15% de l'opérateur canadien de mines de fer Labrador Trough à un consortium mené par ses concurrents sud-coréen Posco et taïwanais China Steel. Cette opération doit lui rapporter 1,1 milliard de dollars (830 millions d'euros) d'ici à la fin du deuxième trimestre et lui permettre de diminuer sa dette (23,2 milliards de dollars à fin septembre), jugée trop importante par les marchés.

**Finance Rothschild en tête des banques conseil en fusions-acquisitions**

Rothschild a ravi à BNP Paribas la première place des banques conseil en fusions et acquisitions en France en 2012, selon un classement du site d'information économique L'Agefi publié mercredi 2 janvier.

Médias

88

C'est le palmarès de TF1 sur les 100 meilleures audiences de la télévision en 2012, selon un communiqué publié par le groupe audiovisuel mardi 1<sup>er</sup> janvier. TF1 a notamment réalisé un record historique, 53,2% de part d'audience (PDA), avec le show des Enfoirés.

M6 a réalisé la troisième meilleure audience de l'année avec le match France-Suède du 19 juin (44% de PDA). France 2 arrive en cinquième place avec la déclaration du président de la République sortant, Nicolas Sarkozy, le 6 mai 2012 (35,2% de PDA).

En 2011, TF1 avait réalisé 99 des 100 meilleures audiences de l'année.

**« Charlie Hebdo » publie une BD sur la vie de Mahomet**

L'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* devait publier, mercredi 2 janvier, une bande dessinée hors série intitulée *La Vie de Mahomet*, une biographie « parfaitement halal », concoctée à partir de textes de chroniqueurs musulmans, a annoncé à l'AFP Charb, le directeur de l'hebdomadaire satirique. « C'est une compilation de ce qui a été écrit sur la vie de Mahomet par des chroniqueurs musulmans, on l'a simplement mise en images », explique Charb, qui se défend de verser dans la provocation.

**Jeux En difficulté, l'éditeur Zynga supprime des jeux de son catalogue**

C'est effectif depuis ce début d'année, Zynga, l'éditeur californien de jeux vidéo « sociaux », a décidé de supprimer de son catalogue des titres pourtant populaires (*Petville, Mafia Wars 2...*). En difficulté, l'éditeur veut se concentrer sur ses jeux les plus rentables (*FarmVille, Slingo*, etc.). Il a aussi licencié environ 150 personnes. Depuis son introduction en Bourse, en 2011, le cours de son action a été divisé par plus de quatre.

**Les casinos réclament l'exploitation de nouveaux jeux**

Dans une lettre au premier ministre, Jean-Marc Ayrault, datée du 20 décembre 2012, dont l'AFP a pris connaissance, trois syndicats patronaux représentant les 196 casinos français disent avoir enregistré un nouvel exercice négatif en 2012 : une baisse de 1,8% du produit brut des jeux (différence entre les mises et les gains des joueurs). Ils veulent le « déblocage » de l'exploitation de nouveaux jeux et un aménagement des horaires.

**QSP VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**  
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

**75** Vente aux Enchères Publiques au TGI de Paris, au Palais de Justice, 4 bld du Palais - **Jeudi 14 février 2013 à 14h30 - En Un Lot**

**A PARIS 16<sup>e</sup>, 26 avenue Marceau**

**UN APPARTEMENT de 4 P.P. (168,50 m<sup>2</sup>) au 2<sup>ème</sup> étage.**

**UNE CHAMBRE au 6<sup>ème</sup> étage. UNE CAVE au sous-sol.**

**Mise à Prix : 750.000 €**

Renseignements : Maître Bruno PICARD, Avocat au Barreau de Paris, 3 rue de Logelbach 75017 PARIS. Tél. : 01.44.01.46.02 de 14h30 à 16h30  
Rens. complémentaires sur : www.chain-avocats.com rubrique ventes judiciaires - Au Greffe du Juge de l'Exécution du TGI de PARIS et au Cabinet de l'Avocat poursuivant où le cahier des conditions de vente peut être consulté

**Visite le 5 février 2013 de 11h à 12h**



# Birmanie Le combat des Mons

BRUNO PHILIP

Palaung, Pladonphite (Birmanie)  
Envoyé spécial

Par une matinée pluvieuse de mousson, à Palaung, un village de Birmanie situé tout près de la frontière thaïlandaise, un homme frêle aux allures d'instituteur harangue des guérilleros en tenue de camouflage. Cet homme à lunettes, la bouche rougie par le bétel couleur sang que tous les mâles mâchent et crachent sous ces latitudes, c'est Nay Han Hta. La guérilla qu'il dirige est peu connue. Elle fut pourtant l'une des premières du pays à avoir pris les armes contre le pouvoir birman, il y a une soixantaine d'années.

Ce groupe armé est celui des Mons, un petit peuple du sud de la Birmanie qui, il y a des lustres, fonda un puissant royaume. Dispersés dans les régions méridionales du Myanmar – nom officiel de la Birmanie –, ils sont encore trois millions. Si guère plus d'un million d'entre eux parlent encore la langue de leurs ancêtres, les Mons refusent obstinément leur assimilation aux « Bamars » (Birmans), l'ethnie majoritaire au pouvoir, qui a donné son nom au pays.

Dans une mesure de bambou où sont alignés, sur des bancs de bois, une cinquantaine de combattants aux casquettes carrées – certains d'entre eux exhibant d'impressionnants tatouages rituels sur les avant-bras –, Nay Han Hta, le « secrétaire général » de la guérilla, explique à ses hommes qu'en dépit du cessez-le-feu signé avec le gouvernement birman en janvier 2012, rien n'est réglé. « Nous ne sommes pas satisfaits du dialogue politique engagé avec le pouvoir », résume l'homme en chemise blanche. Si les Birmans ne font pas de compromis, menace-t-il, « il nous faudra reconsidérer le cessez-le-feu ». A la racine du différend, et entre autres désaccords, la guérilla mon n'entend pas respecter la constitution établie sous le régime militaire « autodissous » au printemps 2011 et dont l'actuel pouvoir incarne le dernier avatar.

Nay Han Hta se lance dans une longue péroraison qui égrène les doléances de la guérilla, dont celle contre le refus du gouvernement birman de constituer une fédération, dans laquelle les ethnies minoritaires auraient davantage d'autonomie. Il rappelle la terrible saga de l'ancien régime et le mouvement démocratique réprimé sous la botte en 1988. Ce que veulent les Mons, explique le chef, est bien simple : « Une complète autonomie dans le cadre d'une Birmanie fédérale. »

A intervalles réguliers, le générateur qui alimente le village en électricité souffle sa fumée malodorante dans le local. A l'extérieur, sous la pluie persistante, flotte l'emblème du New Mon State Party (NMSP, le nom de la guérilla) : un drapeau rouge frappé d'une étoile bleue et de la silhouette dorée de l'oie sacrée, oiseau mythique du peuple mon.

Chaque fois qu'un soldat sort pour aller aux toilettes, il salue respectueusement le chef, debout au centre de l'aréopage constitué par ses adjoints : le « ministre » des affaires étrangères et le « général de la 5<sup>e</sup> brigade », dont la « juridiction » militaire couvre ce village de Palaung, 300 maisons pour trois milliers d'habitants. On est ici en « territoire libéré » et l'on sent bien que règnent l'ordre et la discipline. Dehors, un panneau proclame : « Soyez prêts à mourir pour la patrie ! »

« Nous les Mons, nous possédons notre propre identité. Nous ne sommes pas des Chinois, nous ne sommes pas des Birmans, nous sommes des Mons ! », scandent le chef. « Dans les écoles de Birmanie, nos frères doivent apprendre le birman et ne peuvent pas apprendre le mon. Parce que nous ne sommes pas des Birmans [au sens ethnique du terme], nous sommes des laissés-pour-compte », martèle-t-il.

Comme le confie plus tard Og Von, un étudiant de 25 ans qui a assisté au discours, « nous sommes pauvres, nous som-



Le peuple mon se bat pour obtenir son autonomie depuis plus d'un demi-siècle. Le cessez-le-feu conclu voilà un an avec le pouvoir issu du « printemps birman » reste fragile

mes faibles, mais nous sommes ce que nous sommes : différents ! »

En ces temps où le gouvernement birman, issu de l'ancienne junte militaire, a conclu une série de fragiles « paix des braves » avec la plupart des groupes armés, la résistance des Mons illustre la difficulté d'en finir avec plus de six décennies de guerres civiles. Cela en dépit du « printemps birman », échos dans un pays que la dictature avait plongé dans un interminable hiver, depuis le coup d'état militaire de 1962...

A la pause, autour d'une tasse de thé, Nay Han Hta reconnaît que la culture mon est cousine de celle des Birmans. Mais il ajoute qu'il y a tout lieu pour les Mons d'être fiers d'une différence qui s'enracine dans une longue histoire : « Nous étions en Birmanie avant eux, les Birmans nous doivent leur écriture, ils se sont convertis au bouddhisme grâce à nous ! » Au XI<sup>e</sup> siècle, le roi birman Anawrahta écrasa l'armée et le royaume mon et emmena en exil les lettrés, les moines et les esclaves de la dynastie déchue à Pagan, sa capitale. Les Mons faisaient partie de la population originelle de Birmanie, ils furent parmi les premiers à connaître l'influence de l'Inde classique et accueillirent le bouddhisme venu de l'ancienne Ceylan qui essaima ensuite en Asie du Sud-Est.

Pour l'Histoire, retenons que la France, au temps où la Compagnie des Indes orientales s'efforçait d'étendre son influence en Extrême-Orient, fut l'un des alliés des



Mons contre les Birmans. En 1751, après la grande révolte mon, un certain sieur de Bruno s'employa à mettre au service des rebelles une modeste armada navale. La tentative échoua, marquant la fin de l'épisode français en Birmanie.

Après avoir résumé les derniers développements de la situation politique à ses troupes, le secrétaire général du NMSP se rend dans un temple bouddhiste situé près du célèbre col des Trois-Pagodes, qui marque la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Devant lui, des moines en

« Nous sommes pauvres, nous sommes faibles, mais nous sommes ce que nous sommes : différents ! »

Og Von  
étudiant, 25 ans

robe couleur lie de vin ont remplacé les militaires en tenue léopard. Il y a là une dizaine de bonzes. Derrière eux, dans l'obscurité de la salle, luisent faiblement les ors de statues de Bouddha. Bien qu'attentifs au discours du chef, les moines chiquent, boivent de petites bouteilles de boissons énergétiques, fument des cigarettes. L'ambiance est décontractée.

Le chef abbé, Hong Sa Raja, auquel Nay Han Hta a demandé son avis, réagit : « Il

faut plus de soldats pour protéger notre population au cas où le cessez-le-feu serait rompu... » Un autre moine intervient : « Le royaume mon devrait être restauré ! Nous sommes petits et faibles, il faut que l'on se renforce. »

Le mouvement séparatiste mon est né en 1948, dès l'indépendance de la Birmanie, jusqu'alors colonie britannique. Comme tous les autres regroupements politiques des ethnies minoritaires de Birmanie, qui représentent 30 % de la population, il a été la victime de sécessions internes, avec des affrontements violents et meurtriers entre factions. En 1995, le New Mon State Party signa un premier accord de cessez-le-feu avec le pouvoir birman, rompu bien plus tard, mais qui lui a permis jusqu'à aujourd'hui de contrôler ces zones jouxtant la frontière thaïe, indépendantes de facto.

Nay Han Hta poursuit le lendemain sa tournée à l'intérieur des terres. Son 4 x 4 gris métallisé rebondit sur les ornières de la piste, au sein d'une jungle dominée par de hautes et abruptes collines, qui moutonnent vers l'ouest à perte de vue. On n'est pas si loin de Moulmein, capitale de l'Etat mon, fiction créée par le gouvernement en 1974 pour entretenir l'illusion que les Mons possèdent un territoire en propre.

Pladonphite est le nom du village où Nay Han Hta arrive ce jour-là. C'est la première fois qu'il fait le déplacement depuis la trêve fragile conclue en janvier avec le

l'Armée nationale de libération mon est la branche armée du New Mon State Party.  
Nay Han Hta, secrétaire général du NMSP, rencontre des moines bouddhistes. THIERRY FALISE POUR « LE MONDE »

gouvernement. But du voyage : expliquer, ici aussi, les revendications du parti.

Le village, construit le long d'une rivière gonflée par les pluies, possède une clinique de fortune et une école. Le NMSP ne roule pas sur l'or, lui qui survit en taxant le commerce transfrontalier avec la Thaïlande, mais le contrôle exercé sur ces territoires démontre qu'il est malgré tout capable d'entretenir un semblant d'administration indépendante.

La pluie tambourine bruyamment sur le toit de zinc de l'école. C'est la récréation. Les professeurs, six pour quarante-six écoliers, ne se font guère d'illusions quant aux perspectives d'une paix durable. « Les Birmans ne respectent pas ce que nous sommes », lâche Aye Chan, 28 ans, la directrice de l'établissement. « La guerre reste une possibilité », redoute-t-elle. Pour la jeune femme, l'une des doléances que le régime devrait satisfaire est l'instauration du mon comme deuxième langue dans l'Etat. On en est loin.

« Vous savez, comment tristement Nay Han Hta, notre lutte a été longue. J'ai passé moi-même la majeure partie de ma vie dans la jungle. Je suis conscient du fait qu'il est très difficile pour les Birmans de cette génération de changer d'attitude à l'égard des minorités. » Il précise : « C'est surtout le cas chez les militaires. Car, ne l'oublions pas, derrière la façade pseudodémocratique du gouvernement, ce sont encore d'anciens généraux qui dirigent... »

La remarque illustre le manque de confiance des ethnies minoritaires à l'égard du « printemps birman ». Toutes les réformes annoncées, la libération des prisonniers politiques, la levée partielle de la censure, ce processus démocratique qui a bouleversé la Birmanie depuis un an et demi, tout cela ne semble pas concerner ces Mons retranchés dans les jungles inaccessibles. Et si l'on en juge par l'intransigeance d'un pouvoir birman pour lequel « autonomie » est synonyme de « sécession », le rêve d'une liberté retrouvée risque de rester longtemps encore, pour les Mons, un fantôme collectif. ■

# 2013, année charnière pour le syndicalisme français

Sur fond de climat social déprimé, où l'inquiétude prend le pas sur la combativité, l'année 2013 va changer, peut-être profondément, le paysage syndical français, avec relèves et déclassements en perspective. Aux changements de dirigeants dans les principales centrales syndicales va s'ajouter, à l'été 2013, une nouvelle liste des confédérations représentatives au niveau national interprofessionnel.

Sauf coup de théâtre, Thierry Lepaon devrait succéder à Bernard Thibault comme secrétaire général de la CGT, le 22 mars, à l'issue du congrès de Toulouse. A la tête de la CFDT, François Chérèque a laissé la place, le 28 novembre 2012, à Laurent Berger. A la CFE-CGC, Carole Couvert va disputer la présidence à Bernard Van Craeynest au congrès de Saint-Malo en avril. La CFTC s'est dotée, en novembre 2011, avec Philippe Louis, d'un nouveau président. A FO, Jean-Claude Mailly a renvoyé la question de sa succession en 2015, en reportant d'un an son congrès. Enfin, Laurence Parisot achève son mandat à la présidence du Medef le 1<sup>er</sup> juillet.

A la CFDT, la transition s'est faite en douceur. M. Berger, qui a choisi comme numéro deux Véronique Descacq, est sur la même ligne réformiste que M. Chérèque. Mais il a commencé à imprimer sa marque en envoyant des signaux. Il a averti le Medef que, dans la négociation sur la sécurisation de l'emploi, qui devrait s'achever les 10 et 11 janvier, la signature de la CFDT n'aurait rien d'automatique, en faisant de l'adoption de mesures contre la précarité un préalable. Dans *CFDT-Magazine* de janvier, M. Berger souligne que sa centrale « doit s'interroger sur la société et le monde du travail qu'elle souhaite construire demain » et « instaurer un nouveau pacte social ». A l'égard du gouvernement socialiste dont il est le partenaire syndical privilégié, il prévient qu'il refusera toute « instrumentalisation » : « Notre rôle est d'être au cœur de la mêlée sociale et non dans la mêlée politique. »

A la CGT, c'est au terme d'une guerre de succession de neuf mois que M. Lepaon a

## Analyse

MICHEL NOBLECOURT  
Editorialiste

été choisi, le 6 novembre 2012, par le comité confédéral national, pour être le seul prétendant à la succession de M. Thibault en mars. Depuis 1999, le secrétaire général sortant a poursuivi la mutation réformatrice de la CGT, avec l'objectif, tenu partiellement, de renforcer son implantation dans le secteur privé. Il a coupé les derniers liens avec le Parti communiste, réhabilité la pratique de la négociation et même du compromis, résisté au jusqu'au-boutisme dans le conflit sur les retraites en 2010. Mais ce bilan positif a été entaché par l'échec du processus de sa succession, qu'il voulait transparent et démocratique.

## Aux changements de dirigeants va s'ajouter, à l'été, une nouvelle liste des confédérations représentatives

M. Thibault n'a pas réussi à imposer une femme – Nadine Prigent –, et il s'est opposé au favori de l'appareil, Eric Aubin, qui, venu du privé, offrait l'avantage d'incarner de manière très ouverte – notamment dans ses rapports avec la CFDT – la ligne moderniste. Résultat : M. Thibault est perdant-perdant. Mis en minorité par deux fois dans ses instances, il a dû se résigner au choix par défaut de M. Lepaon, lequel prévenait, le 31 mai, à propos de cette « crise de direction » : « Je pense que nous enclenchons une politique du pire. »

Obligé de cohabiter jusqu'en mars avec un successeur qu'il n'a pas choisi, M. Thibault est en train de l'enfermer dans une ligne dure, comme si la radicalité était le seul moyen de refaire l'unité de la CGT. Le 28 décembre 2012, il a redit que son syndicat serait « très mobilisé pour empêcher

tout accord générant plus de flexibilité dans le marché du travail », comme si les autres étaient déjà résignés à ratifier un accroissement de la précarité... Il impose à M. Lepaon, ancien salarié de Moulinex, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental, réputé pragmatique et ouvert au dialogue, un rôle à contre-emploi. La CGT risque surtout d'être en porte-à-faux vis-à-vis des salariés qui, selon un sondage Harris Interactive pour *Le Peuple*, l'organe officiel de la CGT, attendent d'elle à 48 % plus de réalisme dans les négociations, à 43 %, plus d'« écoute des travailleurs », à 39 %, « de nouvelles solutions à la crise économique » et seulement à 27 % qu'elle soit « plus combative »...

Depuis la réforme de la représentativité introduite par la loi du 20 août 2008, la CFE-CGC est en proie à de sérieux déchirements. La centrale des cadres a pourtant conservé son privilège de « confédération catégorielle interprofessionnelle », ce qui lui garantit en 2013 sa représentativité nationale, en obtenant 8 % des voix auprès du seul personnel d'encadrement. Dans un premier temps, M. Van Craeynest avait envisagé de faire de la CFE-CGC une centrale généraliste ouverte à tous les salariés, quitte à la marier avec l'UNSA. Ces velléités ont fait long feu. La CFE-CGC restera catégorielle mais la guerre est ouverte entre son président et sa secrétaire générale, Carole Couvert, 39 ans, qui, soutenue par plusieurs fédérations, et sur fond d'imbroglio financier, brigue sa place.

Dans la bataille de la représentativité qui se jouera en 2013, la CGT fait grand cas de sa « victoire » aux élections dans les très petites entreprises, où elle a emporté 29,54 % des voix, ce qui est surtout dû au fait que les 4,6 millions de salariés de ces TPE n'évoquent que la CGT quand ils citent un syndicat. Même si la CFTC (6,53 %) s'en sort mal et l'UNSA (7,35 %) bien, un scrutin où seuls 10,38 % des électeurs votent ne peut en aucun cas augurer du verdict qui sera rendu, pour quatre ans, à l'été 2013. ■

# Vive l'exception culturelle ! Une réponse à M. Maraval

## Jérôme Clément

Ancien président du Centre national de la cinématographie et d'Arte

La déclaration de Vincent Maraval (*Le Monde* du 29 décembre 2012), entrepreneur de cinéma talentueux, ne peut rester sans réponse. D'abord, le titre : « Les acteurs français sont trop payés », nous dit M. Maraval. Détestable approche, qui consiste à montrer du doigt une catégorie professionnelle.

Non, les acteurs français ne sont pas riches de l'argent public : ce n'est certainement pas France Télévisions et Arte qui pèsent financièrement sur le star-système, mais plutôt TF1, Canal+ et M6, qui exigent les fameux acteurs têtes d'affiche, les si bien nommés « bankable », dans les films qu'ils coproduisent. Est-ce de l'argent public ? Non. Est-ce rentable ? Oui : les multiples diffusions de ces films permettent aux régies publicitaires d'engranger de sérieuses rentrées financières. Pourquoi ces acteurs ne toucheraient-ils pas une rémunération, eux aussi, à condition qu'elle soit raisonnable, sur la valeur qu'ils ont ainsi pu créer leur nom ?

Non, on ne peut pas comparer les rémunérations d'un acteur français et d'un américain, car ces deux économies du cinéma sont radicalement différentes, évoluant dans des environnements réglementaires spécifiques, et le partage des recettes ne correspond pas à la même logique financière. La décision de Gérard Depardieu de quitter la France n'a rien à voir avec notre sujet : l'amalgame est un mauvais procédé.

Sur les autres points, rappelons quelques vérités simples. Non, le cinéma français ne repose pas sur une économie de plus en plus subventionnée. Le génie collectif de ceux qui ont conçu cette économie repose sur l'idée que nos films ne peuvent se satisfaire du seul marché en salles, trop étroit. La diffusion à la télévision est devenue vitale. Les moyens dégagés par France Télévisions, Arte, TF1, M6 et Canal+ pour le cinéma ne sont pas des subven-

tions, mais des moyens mis en commun.

Non, il n'est pas honnête de comparer le coût moyen de production d'un film français (5,4 millions d'euros) et celui d'un film indépendant américain (3 millions d'euros). Il faut comparer les films d'une même catégorie : les films d'auteur français ont un coût moyen de production environ trois fois inférieur à leurs équivalents américains, c'est-à-dire celui des films indépendants. Le coût moyen d'un film américain « normal » est cinq à six fois supérieur à son équivalent français.

## Eviter un sort funeste

Non, il n'y a pas d'omerta, il y a juste la fierté d'appartenir à un système qui a permis à notre cinématographie de ne pas connaître le sort funeste des cinémas espagnol ou italien. Oui, que vive l'exception culturelle. Les films français ne sont pas des échecs économiques. Il suffira de donner les recettes publicitaires des multiples diffusions à venir de *Marsupilami*, d'*Astérix*, *Les Seigneurs*, *Stars 80*, etc., pour comprendre que ce système est économiquement sain et rentable.

Quant à l'appréciation sur l'année 2012 qui serait un désastre pour le cinéma français, elle prête à sourire. A-t-on oublié l'année 2011, le succès de *The Artist* et son Oscar à Hollywood ? Bien d'autres exemples ou statistiques prouveraient que l'industrie cinématographique française reste l'une des plus importantes au monde. La France, et c'est un atout majeur, reste une terre privilégiée pour les cinéastes français et étrangers.

Alors, oui, il y a des choses à revoir et à améliorer. Dans cette période de difficultés économiques et financières, la question n'est pas de montrer du doigt une catégorie professionnelle ou une autre, mais de relever d'autres défis beaucoup plus ambitieux, ceux de la technologie d'abord, ceux de la mondialisation ensuite, et surtout de continuer à créer les conditions d'un renouvellement créatif par une politique culturelle ambitieuse. ■

Sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr) retrouvez l'intégralité de ce texte

## Les collections du « Monde »

# La révolution inachevée du féminisme

Qu'est-ce que le féminisme ? La définition a toujours posé problème. Le mot apparaît dans un contexte péjoratif (sous la plume d'Alexandre Dumas fils dans *L'Homme-femme* en 1872). Puis Hubertine Auclert (1848-1914) lui donne le sens de défense des droits des femmes.



**Les insoumises. La révolution féministe présentée par Christine Bard**  
Volume 17  
5,90€  
En kiosque dès mercredi.

Mais n'oublions pas que ce terme médical a d'abord désigné la féminisation pathologique des sujets masculins. Au-delà de l'égalité, le genre est en jeu : la transformation des codes de la féminité – et donc de la masculinité –, voire perspective d'un dépassement de cette différence, quand d'autres, au contraire, s'attachent à la

« féminité », ou en tout cas, à la valorisation du féminin.

La première vague se forme en France grâce aux libertés publiques nouvelles, sous la III<sup>e</sup> République. Les droits politiques n'y excluent pas l'éducation des filles, la condition des travailleuses, la protection de la maternité, l'abolition de la prostitution, la réforme du mariage, l'évolution de la morale sexuelle, sans oublier la paix entre les peuples...

La cause régresse au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, victime de la réaction antiféministe, elle-même liée à la crise économique et à la victoire idéologique des dictatures. Le réveil est progressif dans les années 1950 et 1960, qui trouvent le féminisme « dépassé ». Les Françaises ne sont-elles pas citoyennes depuis le 21 avril 1944 ? Cet hiver du féminisme prépare pourtant une montée de séve spectaculaire. Les bourgeois éclatent peu après Mai 68.

Les années phares du Mouvement de libération des femmes (MLF) forment une deuxième vague. De la sphère publique, on passe à la sphère privée et même intime : « Mon corps m'appartient ! » Que de

conquêtes essentielles ! Contraception, avortement, éducation sexuelle, plaisir sexuel, homosexualité, viol...

Mais ce n'est pas tout : solidarité internationale, luttes des femmes dans les entreprises, refus de l'exploitation domestique, dénonciation de la double discrimination pour les immigrées.

Le bilan législatif, dans ces années, n'est pas mince : loi Veil en 1975, loi sur le viol en 1980, entre autres, et une révolution culturelle en marche. Un mouvement lesbien se forme, à la fois culturel et politique, héritier du MLF. La parité réveille le féminisme dans les années 1990, tandis que surgissent les défis géopolitiques et socio-économiques liés à la mondialisation. Puis viennent les années 2000, qui révèlent une troisième vague, aussi marquée que les précédentes.

Des hommes ont défendu la cause des femmes, à travers la liberté de disposer de leur corps, l'égalité des droits... Mais le féminisme au masculin ne s'accommoder pas à tous les féminismes ; il ne se déploie que sous les mobiles de la défense universaliste des droits humains, de la lutte

contre les discriminations sexistes, de la subversion du genre.

C'est déjà beaucoup, mais le féminisme est plus que cela. Il entretient un rapport étroit avec l'expérience et l'identité des femmes. Pour les féministes radicales, il implique la non-mixité militante (même si des élargissements s'opèrent pour le droit de vote, la contraception ou encore l'avortement, par le biais des partis, des syndicats, des associations mixtes). Combat de femmes ou combat universel ? On comprend l'hésitation.

## Nécessaire et non suffisant

S'il y a un enjeu commun à toutes les femmes féministes, c'est bien la prise de parole. A partir de l'expérience d'un silence à briser se dessine un devenir féministe, une seconde naissance. Il s'inscrit pour certaines dans une logique d'individualisme radical.

« La vie la plus belle est celle que l'on passe à se créer soi-même, non à procréer », écrit Natalie Clifford-Barney (1876-1972) en 1910. La création de soi va plus loin encore quand les lesbiennes politiques,

issues du féminisme radical des années 1970, affirment avec Monique Wittig (1935-2003) qu'elles « ne sont pas des femmes ».

De l'individuel au collectif, la pensée féministe se déploie, aux prises avec de redoutables défis analytiques. La qualification de l'adversaire – masculinisme hier, hétérosexisme aujourd'hui – n'est pas la moindre de ces difficultés. Il faut en effet penser l'articulation avec d'autres structures : capitalisme, dictature, obscurantisme religieux, ou encore République oublieuse de ses principes... Dans le sisme des crises, la question prend tout son sens. Que devient le féminisme sorti de son berceau républicain, laïque et social ? La démocratie en est-elle la condition ? Leçon de l'histoire : le féminisme est nécessaire et non suffisant.

Comme en témoignent les textes réunis dans cette anthologie, lire les féministes, c'est mesurer la complexité d'une révolution inachevée, peut-être la plus importante à l'échelle de l'histoire de l'humanité. ■

CHRISTINE BARD



# DEVENEZ INCOLLABLE SUR L'ACTUALITÉ

Dossiers & Documents  
[www.lemonde.fr/dosdoc](http://www.lemonde.fr/dosdoc)

pour mettre en perspective l'actualité et comprendre le monde qui nous entoure

# Là où gisait l'industrie, jaillit la culture : le bon

La cité slovaque est, avec Marseille, l'autre capitale européenne de la culture 2013. La métallurgie se meurt ? L'art,

## Reportage

**Kosice (Slovaquie)**  
Envoyé spécial

Les gros flocons de neige se sont mués en une pluie grasse et épaisse qui transforme le cratère de la piscine éventrée en borborygme. Le chantier a pris du retard. Et les ouvriers se relaient vingt heures par jour pour tenter d'achever, à peu près dans les temps, la métamorphose de ces bassins en un centre ultramoderne d'art contemporain.

Kosice. Extrémité orientale de la Slovaquie, enclavée entre la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine. Une ville de 250 000 habitants, la deuxième du pays, petite métropole de l'Empire austro-hongrois, transformée par le communisme et la modernité en une cité industrielle spécialisée dans la métallurgie lourde et le rock metal. Kosice, qui est, en 2013, l'autre capitale européenne de la culture – le conseil des ministres de l'Union européenne l'a distinguée avec Marseille –, se démène pour être au rendez-vous.

« C'est la première fois qu'il y a de l'argent pour faire quelque chose d'un peu différent »

**Zuzana Pacakova**

responsable des arts visuels de Kosice 2013

« C'est difficile quand on vit dans un pays comme la France, où il y a tant de lieux d'art et d'exposition, de saisir l'importance de l'enjeu qu'il y a à construire ici le premier lieu d'art contemporain », soupire Vladimir Beskid. Le directeur artistique de Kosice 2013 a le crâne lisse, une barbichette que borde une écharpe indienne assortie à sa chemise bleu turquoise, et un regard inquiet et perçant qui contredit sa tenue cool. Historien d'art, il a pris la patate chaude d'un projet malmené par le calendrier politique. C'est qu'entre 2008 – date de la désignation de Kosice comme capitale de la culture – et aujourd'hui, la mairie comme le pays ont changé de mains. Les anciens communistes, ralliés à l'internationale socialiste, ont repris les commandes et la longue passation des pouvoirs a mis tous les chantiers en attente.

Une piscine transformée en centre d'art contemporain ; de grands bâtiments militaires – Kasárne – réhabilités à des fins artistiques, avec lieux d'exposition, de concert, médiathèque et résidences d'artistes ; d'anciennes chaufferies vouées à devenir des maisons de quartier artistico-communautaires (sur le mode des « folies » mises en place à Lille en 2004 – la ville française du Nord reste pour tous un exemple)... Kosice 2013,



**Ci-dessus : le paysage urbain de Kosice témoigne encore de sa vocation industrielle – son complexe sidérurgique reste le premier employeur de la ville. Des logements sociaux dégradés abritent une population que les fermetures d'usines ont marginalisées. Ci-contre à droite : la « Kasárne », un camp militaire désaffecté, est en travaux pour devenir un complexe culturel.**

MARTIN FEJER/EST & OST POUR « LE MONDE »



c'est plus de 20 grands projets menés par la municipalité et plus de 300 autres émergeant un peu partout en surfant sur la manne européenne.

« Si on additionne tout cela, on obtient un investissement global de l'ordre de 100 millions d'euros », calcule le nouveau maire, Richard Rasi. Dans son palais municipal façon préfecture de Bobigny, ce chirurgien de 42 ans, devenu directeur d'hôpital puis ministre de la santé, est aussi parcimonieux de son temps que de ses investissements. « Devenir capitale européenne de la culture est le tournant le plus important que la ville ait connu depuis 1960 et la création du complexe métallurgique, dit-il. Kosice 2013, c'est la rampe de lancement d'une nouvelle économie non plus construite sur l'industrie mais sur la créativité, culturelle et

technologique. » Monsieur le maire assure que tout sera achevé pour le mois de mai. Le travail le plus immédiat étant de désenclaver la ville, pour laquelle il n'existe ni vols directs ni infrastructures autoroutières depuis les autres grandes métropoles. Il négocie en ce moment la création de liaisons avec l'Ouest. Londres d'abord, et puis une ville en Allemagne, qui pourrait être Düsseldorf – « parce que c'est là que se loge l'économie créative ».

D'ordinaire, les cathédrales surplombent de grandes places ou font face à de larges avenues. Parfois, mais rarement, elles leur sont perpendiculaires. A Kosice, Sainte-Catherine coupe, elle, en diagonale et en son milieu l'artère principale, comme un iceberg décroché de la calotte glaciaire. Le symbole de cette ville singulière est là. Bastion

métallurgique mais peuplé d'étudiants ; mer de barres d'immeubles, monuments du cubisme industriel soviétique, ayant donné naissance à une génération de jeunes activistes de l'art alternatif. Une ville qui ne jure que par les week-ends barbeue à la campagne avec saucisses et lard, mais où, la nuit, au fond des passages et des arrières-cours, les nombreux cafés se remplissent d'une movida dont ne rougiraient ni Madrid ni Berlin.

Au Pokhoi, un alien parle avec un joueur de hockey et un clown blanc au nez d'éléphant. Bal masqué, indie rock violent, lumière sombre, ambiance posttraumatique. Tout le monde est d'une gentillesse désarmante. « La culture ? Kosice est dans le Livre des records pour avoir organisé en 1997 la plus grosse macarena du monde », se marre l'alien. 67 156 personnes

dansant autour de la cathédrale en diagonale, c'est le début d'une révolution.

Ils ont entre 25 et 35 ans, et sont pleins d'enthousiasme pour cette nouvelle ère qui s'ouvre. Les vernissages se multiplient et se télescopent à mesure que s'ouvrent de nouveaux lieux : galerie spécialisée en street art, galerie des « nouveaux médias » du poète Richard Kitta, Make Up Gallery... Au très beau café Slavia, un ancien hôtel transformé en lieu artistique, trois jeunes danseuses invitées en résidence – une Biélorusse, une Russe et une Slovaque – racontent leur rencontre avec la ville. Par le geste, la parole et la photo. Elles disent les cités roms réputées impénétrables, les passants des centres commerciaux dont le clinquant tranche avec les ruelles de la vieille ville. Et le grand écart entre cette avant-garde éclairée qu'ils forment et ce pays qu'ils voudraient tant amener à la lumière.

« C'est la première fois qu'il y a de l'argent pour faire quelque chose d'un peu différent », observe Zuzana Pacakova, 26 ans, qui s'occupe des arts visuels au sein de l'équipe de Kosice 2013. Fille d'architecte, elle a quitté la ville à 18 ans, pour venir à Paris faire ses études en gestion de projets culturels. Elle en est revenue son master en poche et la Nuit blanche parisienne en tête. Depuis, elle en décline chaque année, pour la municipalité, la réplique slovaque, Biela Noc. Gros succès. Zuzana raconte les mentalités « très marquées par le communisme », la difficulté qu'il y a « à décoller les gens de leurs postes de télévision » et à franchir le fossé entre les banlieues déshéritées qui voient d'un œil mi-gogueux et mi-agacé ces jeunes bour-

geois partis à l'étranger pour en revenir avec une autre vision du monde. « De ma classe au lycée, nous ne sommes que cinq à vivre encore aujourd'hui à Kosice, dit-elle. J'ai eu de la chance de pouvoir trouver un boulot qui me permette d'y revenir... »

**Les friches du rêve industriel d'hier sont aujourd'hui aux mains de la jeune génération alors que la crise frappe le pays**

La jeune femme parle haut et clair et se tient droite comme un « i ». Tout autour d'elle, pourtant, le monde chavire. Nous sommes à la Tabacka Kulturfabrik, une ancienne usine de tabac reconquise au nom du rock et des arts graphiques, et haut lieu du monde interlope de Kosice. Pendant que, sur la petite scène, un duo électro venu de Varsovie, Fuka Lata, balance ses pulsations suaves, une jungle de parkas et de sweat-shirts assaille le bar de demandes avinées. Dehors, la tempête de neige a repris.

Lukas Berberich, 32 ans, directeur artistique de Tabacka, est parti à Londres étudier la philosophie. C'est là qu'il a découvert la vie. Lukas a l'air tendre comme l'agneau, mais une soif de lion, et c'est en titubant légèrement que, dans la nuit qui avance, il fait visiter les grandes salles à aménager de ce qui ressemble plus à un squat qu'à un centre culturel. Ici, la salle de concert ; là, le futur local d'enregistrement ; plus loin, une salle réservée à l'art contemporain. Les doigts transis, il s'allume

## Carnet de route

### Y aller

Pas de ligne directe pour Kosice depuis Paris. Le plus simple et le plus rapide est de passer par Budapest et de louer une voiture. Compter trois heures et demie de route. Des lignes de bus et de train régulières desservent Kosice.

### Se restaurer

– Med Malina : le goulasch pour 4 euros dans un cadre façon « pin scandinave ». Cuisine traditionnelle, soupes, choux et lards en tout genre et « slow food » affichés sur leur site Internet. La mondialisation est en marche. Sur la rue principale de la vieille ville. Hlavna 81. Tél. : (421) 55-622-03-97.  
– Restauracia@medmalina.sk  
– Keltska krcma : juste en face dans une arrière-cour, pour goû-

ter au plaisir très slovaque de découvrir la porte dérobée vous permettant d'entrer dans une vaste salle gothique qui se la joue « Astérix dans les Carpates ». Hlavna 80. Tél. : (421) 55-622-53-28.  
– Le Colonial : la gamme au-dessus. Raffiné, sobre, planqué là encore dans une arrière-cour qui donne sur l'artère centrale. Hlavna 7/8. Tél. : (421) 55-729-61-26. Lecolonial.sk

### Boire un verre

– Le Bernard : au premier étage, l'exotisme d'un café branché où l'on peut fumer en vidant une bière dans un brouhaha convivial. Alzbetina 4. Tél. : (421) 55-622-34-32.  
– Pokhoi : un bar, et puis une pièce derrière pour boire, causer ou

danser, avec juke-box, canapés et tapis sur le sol. De quoi faire des fêtes comme à la maison. Hlavna 20. Tél. : (421) 90-582-29-30.

### Dormir

– Hôtel Yasmin : face à Tabacka, une tour joliment refaite à neuf que l'on privilégiera pour la vue de ses chambres au dixième étage, dominant la ville et qui, malgré la rénovation, donnent le sentiment d'être encore au temps des grands hôtels à la soviétique. Tyrsovo nábriezje 1. Tél. : (421) 55-795-11-00. Info@hotel-yasmin.sk

### A voir, à faire

– Tabacka Kulturfabrik : centre culturel indépendant, avec une

programmation variée (concerts, tables rondes, expos, cinéma-club...). Tabacka.sk

– Le Colloseum : le haut lieu du rock metal, mais aussi des programmations punk, reggae, etc. Du gros son qui remue. Dominikanske namestie 35.  
– Fläner le long de la rue Kovacska : parallèle à Hlavna, elle est réputée bling-bling, fréquentée par les fils d'avocats et les gros 4 x 4. Cela dit, on a vu plus bling-bling...  
– Faire du ski à Kavecany : à dix minutes du centre-ville par bus, ce bourg perché au-dessus de Kosice héberge le zoo et une demi-douzaine de remontées mécaniques. Et l'une des pistes est suffisamment longue et pentue pour mériter qu'on s'y amuse. Dépaysant. Kavecany.sk

# filon de Kosice

ici, prend le relais



De haut en bas : Jan Sudzina, chargé du volet économique des projets culturels ; la salle Tabacka, dans l'ancienne manufacture de tabac de la ville ; la piscine municipale désaffectée qui va devenir un lieu culturel.

MARTIN FEJER/EST & OST POUR « LE MONDE »



avec difficulté une cigarette : « En tout, on avait élaboré un projet pour un budget de 1 200 000 euros, mais la région ne nous en a accordé que la moitié... regrette-t-il. Ah, et puis là, notre dernier projet, des caves pour brasser notre propre bière... » Une brasserie, c'est culturel, ça ? « Bien sûr, c'est même centralement culturel ! »

Les friches du rêve industriel d'hier sont aujourd'hui aux mains de la jeune génération alors que la crise frappe le pays de plein fouet. La ville compte 20 % de chômeurs ; la région, le double. Les professeurs manifestaient à la veille de Noël pour une revalorisation de leurs salaires, qui ne dépassent pas 600 euros par mois... Le complexe sidérurgique, dont la création en 1960 avait généré 30 000 emplois, est aujourd'hui mal en point. Racheté en 2000 par le géant américain US Steel, il n'emploie plus que 13 000 personnes et est aujourd'hui à vendre. Dans les cafés du centre, on parle d'un investissement ukrainien. Et les gens en viennent aux grands mots dès qu'il s'agit de lire l'avenir. Les hauts-fourneaux seront-ils fermés ? Toute l'activité sera-t-elle délocalisée en Ukraine ou est-ce que leur savoir-faire en matière d'alliages les en protégera ? C'est que l'usine est au cœur de la ville, aussi bien en termes d'activité économique que de mécénat, qu'il s'agisse de hockey sur glace ou de culture.

Jan Sudzina est économiste. Il a longtemps travaillé au département des ventes de US Steel avant

de créer sa propre entreprise, un label de musique, Hevhetia, qui compte à son catalogue une centaine d'albums en tout genre, du classique à la musique expérimentale. Aujourd'hui, au côté du directeur artistique Vladimir Beskid, il est à la tête du volet économique de Kosice 2013. « Moi qui viens du secteur privé, je découvre ici les joies du public, la difficulté qu'il y a à prendre et à faire passer des décisions », dit-il en souriant, avant de reprendre, plus sérieux : « Rejoindre l'aventure ne fut pas une décision financière mais citoyenne. Je me sens une responsabilité vis-à-vis de cette ville. »

Tous en sont convaincus, c'est une chance à ne pas laisser filer. La culture peut prendre le relais dans une Europe industrielle sinistrée. On le voit de Lens en France – qui s'appête à ramasser la manne touristique et tertiaire de l'implantation d'une antenne du Louvre – à Bilbao en Espagne où, après la création en 1997 du Guggenheim, fer de lance du renouveau de la ville, le chômage est passé de 30 % à 12 % fin 2011. Liverpool, capitale de la culture 2008, est aujourd'hui la deuxième ville britannique après Londres en nombre de musées, et, en Allemagne, la vallée de la Ruhr (capitale 2010) draine désormais plus de touristes que de tonnes de charbon. « Le retard pris ? Nous avons une stratégie qui s'étale sur dix ans, explique Jan Sudzina. 2013 n'est pas si important en soi, ce qui compte, c'est ce qui en sortira. »

LAURENT CARPENTIER

# Au cœur du borbier humain

Jean-François Balmer épouse le souffle et le rythme du « Voyage au bout de la nuit » de Céline

## Théâtre

Voyager, c'est bien utile, ça fait travailler l'imagination. Tout le reste n'est que déception et fatigues. Notre voyage à nous est entièrement imaginaire. Voilà sa force », écrit Céline en exergue de son roman monstre. Voilà le voyage à faire, en ce passage d'une année à l'autre : s'embarquer en compagnie de Jean-François Balmer, qui, au Théâtre de l'Œuvre à Paris, livre une nouvelle version théâtrale de *Voyage au bout de la nuit*.

Fabrice Luchini en avait donné une version mémorable, brillante, qui fut un des grands succès des scènes des années 1980. Mais on peut préférer celle-ci : avec Balmer, on est vraiment au cœur du borbier humain.

Le premier tour de force, c'est d'avoir réussi à préserver l'intégrité du *Voyage*, tout en le ramenant à une durée acceptable pour un spectacle de théâtre. L'adaptation de Nicolas Massadau – qui consacra un mémoire de DEA à « La théâtralité dans le *Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline » – respecte la trame du roman, qui voit Ferdinand Bardamu traverser la Grande Guerre, l'Afrique, l'Amérique et la banlieue parisienne. Autrement dit, les grandes expériences du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont fait ce que nous sommes, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle : la guerre, le colonialisme, le libéralisme financier, la misère, dont la banlieue est devenue l'emblème.

C'est la guerre, donc, qui ouvre ce voyage en quatre étapes, mis en scène avec une sobriété raffinée par Françoise Petit, sous des ciels changeants, menaçants, qui toujours retournent à la nuit. « On est puceau de l'Horreur comme on l'est de la volupté. Comment aurais-je pu me douter moi de cette horreur en quittant la place Clichy ? Ça venait des profondeurs et c'était arrivé », dit Bardamu. « A 20 ans je n'avais déjà plus que du passé. Les jeux étaient faits. » Alors partir. C'est l'Afrique, ses ciels en Technicolor, la vie qui se dissout dans une immobilité moite. « Tout fondait en bouillie de camelotes, d'espéran-



Jean-François Balmer : « Mon Céline est un homme naïf. » PACOME POIRIER/WIKISPECTACLE

ces et de comptes et dans la fièvre aussi. » Adieu l'Afrique.

Le voyage continuait évidemment. Mais lequel ? L'Amérique. Manhattan, Wall Street. « On n'y entre qu'à pied, comme à l'église. C'est le beau cœur en Banque du monde d'aujourd'hui. (...) C'est un quartier qu'en est rempli d'or, un vrai miracle, et même qu'on peut l'entendre le miracle à travers les portes avec son bruit de dollars qu'on froisse, lui toujours trop léger le Dollar, un vrai Saint-Esprit, plus précieux que du sang. » Puis c'est le retour. « On retrouve le fil des jours comme on l'a laissé à traîner par ici, poisseux, précaire. » La Garenne-Rancy, banlieue parisienne. « Quand on habite à Rancy on se rend même plus compte qu'on est devenu triste. On a plus envie de faire grand-chose voilà tout. A force de faire des économies sur tout, à cause de tout, toutes les envies vous sont passées. »

Tout cela, on l'entend, on le voit, parce que la langue extraordinaire de Céline, sa « symphonie littéraire émotive », comme il appelait le *Voyage*, sont portées par un acteur pour qui le désespoir célinien, cette manière de théâtraliser l'exis-

De la pâte humaine pure, malaxée par la guerre, l'« ennui criminel des hommes », la misère, la maladie

tence pour dépasser le désastre humain sont sans aucun doute ceux d'une compréhension profonde. « Mon Céline, celui-là que j'ai mis dans la gibecière pour aborder le *Voyage*, c'est un homme naïf qui va traverser ahuri un abattoir international en folie, dont il va

s'échapper vivant mais pas indemne, marqué à la tête et pour toujours », dit joliment Jean-François Balmer.

C'est avec une délicatesse toute musicale qu'il épouse le souffle et le rythme de cette langue insensée, et avec une tendresse troublante qu'il incarne, en maintenant une légère distance, « son » Bardamu. De la pâte humaine pure, malaxée par la guerre, l'« ennui criminel des hommes », la misère, la maladie. Sacré *Voyage* que celui-là. ■

FABIENNE DARGE

*Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline. Mise en scène : Françoise Petit. Théâtre de l'Œuvre, 55, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-53-88-88. Du mardi au samedi à 21 heures, samedi également à 17 heures et dimanche à 16 heures, jusqu'en mars. 10 € (moins de 26 ans) et 30 €. Durée : 1 h 40.

« BOSS EST UNE RÉUSSITE »  
L'EXPRESS.FR

« PLUS SOMBRE QU'À LA MAISON BLANCHE, PLUS ROMANESQUE QUE SUR ÉCOUTE »  
TÉLÉ OBS

**BOSS**

L'INTÉGRALE DE LA SAISON 1  
AUJOURD'HUI EN BLU-RAY ET COFFRET DVD

un événement  
Télérama

Le Monde

Ambassadeur, secrétaire général de l'Élysée sous de Gaulle

# Etienne Burin des Roziers

Il est environ 23 heures, ce dimanche 4 juin 1944, quand un officier britannique se présente au domicile du général de Gaulle, à Alger, pour lui remettre une enveloppe en mains propres. Problème : le chef de la « France combattante » dort. Mais l'homme insiste. Il affirme que le contenu de l'enveloppe est de la plus haute importance. On décide finalement de réveiller de Gaulle. Le message est signé Winston Churchill. « Venez maintenant,

**11 août 1913** Naissance à Paris  
**1943** Officier d'ordonnance du général de Gaulle  
**1958-1962** Ambassadeur en Pologne  
**1962-1967** Secrétaire général de la présidence de la République  
**1967-1972** Ambassadeur en Italie  
**26 décembre 2012** Mort à Paris

je vous prie, avec vos collègues, aussitôt que possible et dans le plus grand secret. Je vous donne personnellement l'assurance que c'est dans l'intérêt de la France. Je vous envoie mon propre York, ainsi qu'un autre York, pour vous. » De Gaulle montera dans l'avion le lendemain matin. Le surlendemain, les Alliés débarqueront en Normandie.

Cette soirée du 4 juin 1944, Etienne Burin des Roziers en gardait un souvenir intact, jusqu'aux mots de Churchill qu'il citait dans un anglais impeccable. Alors âgé de 30 ans, c'est lui qui était allé réveiller de Gaulle ce soir-là. Il était à l'épo-

que son officier d'ordonnance. Il serait, vingt ans plus tard, son secrétaire général à l'Élysée. Mort mercredi 26 décembre 2012 à Paris, ce diplomate était le dernier à pouvoir se prévaloir d'avoir exercé de si hautes fonctions auprès du fondateur de la V<sup>e</sup> République.

De Gaulle, Etienne Burin des Roziers l'avait pourtant rejoint plus tard que d'autres. Contrairement à un Geoffroy Chodron de Courcel ou à un Claude Hettier de Boislabert, il ne faisait pas partie des tout premiers « compagnons » de l'été 1940. Alors attaché d'ambassade à Washington, ce n'est qu'en avril 1942, après avoir démissionné et été révoqué par Vichy, qu'il rallie la « France libre ». Il y retrouve son frère, Claude-Michel, l'un des responsables des Forces navales françaises libres, qui terminera sa carrière comme commandant de la zone maritime de l'océan Indien à la fin des années 1960, avant de mourir précocement, en 1973.

Après quelques mois passés auprès du général Catroux, Etienne Burin des Roziers entre au cabinet de De Gaulle, en 1943. A Alger, où ce dernier a pris ses quartiers à la villa des Glycines, son nom provoque quelques méprises : plus d'une fois, des visiteurs l'appelleront « M. des Glycines », pensant sans doute qu'un « Roziers » n'avait rien à faire à une telle adresse... Officier d'ordonnance, le jeune homme se fait vite remarquer. Diplômé d'histoire et d'économie politique, passé par l'École libre des sciences politiques et par Oxford, il s'impose rapidement parmi ceux qui s'occupent des dossiers diplomatiques. Au printemps 1945, lors de la confé-



AFP

rence de San Francisco qui accouche de la Charte des Nations unies, il est ainsi chargé par de Gaulle, alors chef du gouvernement provisoire de la République française, de « téléguider » Georges Bidault, le ministre des affaires étrangères de l'époque. Ce qui lui vaut, de la part de ce dernier, le surnom peu bienveillant de « M. le petit espion ».

Après la démission de De Gaulle, en janvier 1946, c'est tout naturellement qu'Etienne Burin des Roziers renoue avec sa carrière de diplomate, entamée en 1939. Au Quai d'Orsay, où il est sous-directeur de la Sarre de 1948 à 1950 ; au cabinet du

président du Conseil, René Mayer, en 1953 ; à Belgrade, où il est premier conseiller d'ambassade de 1954 à 1955 ; à Rabat, où il est ministre délégué à la résidence générale quelques mois avant l'indépendance du Maroc ; à Milan, où il est consul général de 1956 à 1958 ; à Varsovie, enfin, où il est ambassadeur de 1958 à 1962.

Cette carrière somme toute assez classique aurait pu se poursuivre si de Gaulle n'en avait pas décidé autrement. En janvier 1962, Geoffroy Chodron de Courcel, alors secrétaire général de l'Élysée, est nommé ambassadeur à Londres. Etienne Burin des Roziers est appelé pour lui succé-

der. Un ancien officier d'ordonnance remplace un ancien aide de camp. De Gaulle est devenu président de la République ; il n'en reste pas moins général...

L'aventure, cette fois, durera cinq ans. Cinq années plutôt calmes, certes, si on les compare à ce qui précède et à ce qui suit, la guerre d'Algérie et Mai 68. Mais cinq années décisives, au cours desquelles la V<sup>e</sup> République s'installe véritablement dans ses meubles, tant diplomatiques qu'institutionnels, depuis la reconnaissance de la République populaire de Chine (1964) jusqu'au retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN (1966), en passant par la première élection présidentielle au suffrage universel direct (1965).

## Contre la monnaie unique

De cette époque où la France connaissait des taux de croissance annuels de 5% et ne comptait pas plus de 300 000 chômeurs, Etienne Burin des Roziers aura été l'un des témoins les mieux informés, à l'un des postes les plus stratégiques de l'Etat. On imagine avec le recul les passionnantes Mémoires qu'il aurait pu rédiger, au-delà du bref ouvrage qu'il consacra à l'année 1962 (*Retour aux sources*, Plon, 1986). Mais il s'y refusait, répétant que les conversations qu'il avait eues chaque soir avec de Gaulle n'avaient pas vocation à être rendues publiques.

A son départ de l'Élysée, en juillet 1967, où il laisse la place à Bernard Tricot, Etienne Burin des Roziers est nommé ambassadeur à Rome. Ce sera son avant-dernier poste à l'étranger, avant celui de représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes, à Bruxelles, de 1972 à 1975.

Nommé au Conseil d'Etat cette année-là, il s'autorisera dès lors des prises de position plus personnelles, parfois en désaccord avec les gouvernements du moment, mais toujours au nom de ce qu'il considérait être l'esprit du gaullisme. Ce fut le cas en 1979, à la veille de la première élection du Parlement européen au suffrage universel, dont il craignait qu'elle ne remît en question la souveraineté nationale. Ce fut de nouveau le cas en 1992, lorsqu'il prit position contre le traité de Maastricht, puis, quelques années plus tard, quand il s'opposa à la mise en place de la monnaie unique. Autant d'évolutions vers une « Europe fédérale » qui l'inquiétait, lui qui se disait « européen » à la manière de Charles de Gaulle et non de Jean Monnet. ■

THOMAS WIEDER

## Compositeur, chanteur, pianiste Richard Rodney Bennett

Richard Rodney Bennett, l'auteur de la musique du film *Le Crime de l'Orient-Express* (1974), de Sidney Lumet, aimait raconter ce rêve passablement surréaliste : « C'est le jour de mon anoblissement par la reine Elizabeth II. Nous sommes assis côte à côte et bavardons. Et, à brûle-pourpoint, Sa Majesté demande d'une voix flûtée : "Jouez-vous

**29 mars 1936** Naissance à Broadstairs (Kent), au Royaume-Uni  
**1965** Opéra « Les Mines de soufre »  
**1974** « Le Crime de l'Orient-Express »  
**24 décembre 2012** Mort à New York



En 1975. VINCENT MCEVOY/REDFERNS

toujours la Première Sonate de Pierre Boulez ?" Ce à quoi je réponds : "Non, j'en ai d'ailleurs égaré la partition." "Aucun problème !", dit la reine. Et de sortir ladite partition de son sac à main et d'exiger, à ma grande horreur, que je la joue pour elle. »

Le compositeur, chanteur et pianiste britannique, né le 29 mars 1936 à Broadstairs (Kent), au Royaume-Uni, et mort le 24 décembre 2012 à New York, où il résidait depuis 1979, ne rêvait pas totalement : il fut en effet anobli en 1998, et devint le premier élève de composition de Pierre Boulez, de onze ans son aîné. Celui-ci hanta de longue date ses rêves, notamment quand, âgé de seulement 19 ans, Bennett commença à travailler pour le petit et le grand écran, usant d'un langage tonal prohibé par les avant-gardistes et gagnant assez bien sa vie quand tant d'autres artistes payaient cher leur intransigeance artistique.

Formé, au Royaume-Uni, dans un cadre pédagogique qu'il jugeait trop conservateur, l'ancien enfant prodige (il joua du piano dès l'âge de 3 ans et livra ses premières œuvres à 7 ans) décide de prendre le large. Lorsqu'il débarque à Paris, en 1957, muni

d'une bourse d'études, le jeune homme est un fervent moderniste : il a déjà été joué, l'année précédente, au festival d'avant-garde de Darmstadt. Mais il voulait apprendre et dira avoir beaucoup appris de Pierre Boulez qui lui fit gracieusement don de son temps et de ses conseils.

### Liberté esthétique

Avant-gardiste le jour, Richard Rodney Bennett est pianiste de jazz la nuit. Il joue merveilleusement le répertoire rare de Broadway et accompagne fréquemment des chanteuses : Cleo Laine, Chris Connor et, plus tard, Claire Martin, avec lesquelles il a gravé des disques. Doté d'une voix naturelle et élégante de crooner, il se produit fréquemment à Londres et New York et enregistre de nombreux albums en solo ou avec un trio, dont l'essentiel *I Never Went Away* (Delos, 1990).

Remarqué dès le milieu des années 1950 par le milieu du cinéma, il s'impose avec *Un cerveau d'un milliard de dollars* (1967), de Ken Russell, *Loin de la foule déchainée* (1967), de John Schlesinger, *Céré-*

*monie secrète* (1968) et *Deux hommes en fuite* (1970), de Joseph Losey. Suivront *Equus* (1977), de Sidney Lumet, *L'Imprécateur* (1977), de Jean-Louis Bertuccelli, ou *Quatre mariages et un enterrement* (1994), de Mike Newell. Cependant, son nom restera attaché au *Crime de l'Orient-Express*. Cette partition à l'économie, splendide, est l'une des plus exemplaires du genre. En 2008, Bennett répondra à la commande de Sidney Lumet pour *7h58 ce samedi-là* (2007). Mais, présentée à un panel de spectateurs, la partition sera jugée trop « difficile » et refusée. Cependant, le vaste catalogue de musique de concert de Richard Rodney Bennett est joué par les plus grands interprètes – le chef d'orchestre Leonard Bernstein, le hautboïste Heinz Holliger, le guitariste Julian Bream. Stan Getz devait assurer la création de son deuxième concerto pour saxophone (*Concerto for Stan Getz*, 1990) mais la mort de celui-ci interviendra avant la première.

En 1965, l'opéra *Les Mines de soufre*, donné dans de multiples maisons européennes, dont la Scala de Milan, dans une mise en scène de John Huston, fait sensation. Sa reprise, en 2005, et son enregistrement (pour Chandos) seront une excellente surprise pour le public, la critique et... son auteur, qui disait avoir tout oublié de cette œuvre ancienne... En 1995, sa *Partita pour orchestre* brise un tabou en se conformant à une stricte tonalité : « Je ne puis plus supporter la musique atonale, avouera le compositeur à *The Scotsman* du 22 février 1996. Au moment où ces sons complexes et cliquetants atteignent mon oreille, je me précipite pour éteindre le poste. (...) J'ai envie de quelque chose de frais et de net. »

Les partitions suivantes de ce grand épiqueur (Richard Rodney Bennett cuisinait divinement et partageait volontiers ses recettes avec ses amis) témoignent dès lors d'une crâne liberté esthétique. ■

RENAUD MACHART

## Photographe Michel Birot

C'était chez lui une obsession, un rêve sans cesse formulé : « Il me faudrait plusieurs vies. » Mort d'un cancer, jeudi 27 décembre 2012 à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) à l'âge de 59 ans, Michel Birot y sera parvenu, en trop peu d'années et sans peut-être s'en rendre compte. Photographe de mode, de publicité et de sport, créateur et patron de presse, on lui doit aussi l'irrésistible couverture des *Chroniques de la haine ordinaire*, rassemblées entre autres aux éditions du Seuil en 1997, où Pierre Desproges sourit sadiquement en faisant mine de décapiter un poussin.

A l'image du titre d'un autre livre de Desproges, Michel Birot vécut « heureux en attendant la mort ». Originaire du Cantal, né à Aurillac le 8 février 1953, il devint parisien, traité comme un prince par le personnel lors de ses passages à la Closerie des Lilas. Il fit ses premières armes à *Réalités*, *Dépêche Mode*, *Biba*, 20 ans puis au *Figaro Magazine* et à *Libération*, révélant peu à peu l'ampleur de son talent.

### Le rugby en noir en blanc

C'est avec un autre gentilhomme venu de *Libé*, Philippe Rochette, qu'il donna naissance en 1998 à *Attitude Rugby*. Un trimestriel immense (format A2) et somptueux, consacré à son sport favori et illustré de photos en noir et blanc. L'éditorial du premier numéro donnait le ton : « Un journal ne pourrait jamais naître sans la rescousse du plaisir. Et un journal de rugby donc. Ici, ce sont les deux seuls ingrédients (...). Il y eut d'abord un désir de photographes. Seulement du noir et blanc car lui seul est signe de la photo, lui seul se démarque du flot d'images qui se consomment sans modération et débordent instinctivement. »

Michel Birot rejetait avec force le côté obscur du sport, la triche, la corruption, le dopage. Non par aveuglement ou naïveté mais par choix : il avait décidé de sublimer l'épopée, la beauté, le courage, la générosi-

té, le respect et la solidarité. Passant des heures dans les vestiaires ou au bord de terrains détremés, progressant dans la boue, photographiant dans le froid et sous la pluie. Arpentant l'hémisphère Sud avant de revenir à Aurillac, Auch, Toulouse ou au Pays basque, il s'intéressait autant aux anonymes et aux enfants qu'au XV de France ou aux maîtres all blacks. A ses yeux, les sportifs demeuraient des héros intemporels, d'où le choix militant et éthique du noir et blanc et de l'argentique.

**8 février 1953** Naissance à Aurillac (Cantal)  
**1998** Création d'« Attitude Rugby »  
**27 décembre 2012** Mort à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)

Ses maîtres se nommaient Henri Cartier-Bresson, Brassai et Robert Frank. Ses photographies, taillées au cordeau, construites avec rigueur, jouent à la perfection des contrastes et des noirs charbonneux pour révéler le détail ou le geste. Précision, beauté et souffle s'en dégagent.

Autodidacte, Michel Birot a su faire travailler des grands noms du journalisme de sport et des débutants, des très jeunes dont il aimait s'entourer dans les locaux de sa revue, situés dans l'extravagant immeuble des Frigos à Paris. Avec le temps, son magazine avait diminué en taille, s'était ouvert à d'autres terrains de jeu que ceux du rugby, mais l'homme était demeuré un travailleur acharné doublé d'un épiqueur refusant toute compromission. ■

ALEXANDRE DUYCK

Sur Lemonde.fr

Harry Carey, acteur de western  
« Un million de Rescues me et personne pour la sauver » : Fontella Bass, chanteuse de soul

**M** en vente  
actuellement

En kiosque



Mensuel



Hors-série



Mensuel



Hors-série

**Collections**

Le Monde // HISTOIRE



Dès jeudi 3 janvier,  
le volume n° 7 **ÉTATS-UNIS**  
de Roosevelt à Obama  
Préface de Alain Frachon

Le Monde // LES RÉBELLES



Dès mercredi 2 janvier,  
le volume n° 17  
**LES INSOUIMISES**  
La révolution féministe

**Le Monde**  
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,  
fiançailles, mariages

Avis de décès,  
remerciements, messes,  
condoléances, hommages,  
souvenirs

Colloques, conférences,  
séminaires, tables-rondes,

portes-ouvertes, forums,  
projections-débats,  
assemblées générales

Soutenances de mémoire,  
thèses, HDR

Expositions, vernissages,  
signatures, dédicaces,  
communications diverses

**Vous pouvez nous transmettre  
vos annonces la veille  
pour le lendemain :**

- ☐ du lundi au vendredi jusqu'à 16 h 30 (jours fériés compris)
- ☐ le dimanche de 9 heures à 12 h 30

**Pour toute information :**  
☎ 01 57 28 28 28  
☎ 01 57 28 21 36  
✉ carnet@mpublicite.fr

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Naissances**

**Camille et Clément  
MIGEON SEGALAS**

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Félix,**

le 28 décembre 2012, à Paris.

A la grande joie de ses grands-parents.

**Sarah DORMONT  
et Thibault LE STRAT**

sont heureux d'annoncer la naissance  
de leur fille

**Lou,**

le 26 décembre 2012, à Paris.

**Nora, Suzanne,**

est née le 21 décembre 2012.

Félicitations et tendresses à

**Marine et Julien FERLET,**  
ses parents,  
**Lison,**  
sa grande sœur,  
**Suzanne SAMANNI,**  
son arrière-arrière grand-mère.

Familles Ferlet, Picat & Cie...

**Décès**

Jacques Bethemont,  
son époux,  
Béatrice et Jean Michel Breuil,  
Vincent et Agathe Bethemont,  
Sylvie Bethemont,  
Marjolaine et Luis Escalera,  
Hauviette Bethemont,  
ses enfants,

Géraldine, Lise, Marion,  
Lili-Clémence, Camille, Timothé,  
Jean, Pierre-Louis, Anna, Pauline, Quentin,  
Alice, Zacharie, Garance,  
ses petits-enfants,

Mattéo, Balthazar, Yoris, Méline,  
Ruben, Matthias, Steban,  
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Jacqueline BETHEMONT,**  
née **SERRET.**

Elle s'est endormie dans la Paix du  
Seigneur, le 28 décembre 2012.

Une cérémonie religieuse aura lieu  
au temple du Change, à Lyon (Rhône),  
le vendredi 4 janvier, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
de Chomérac (Ardèche), le même jour  
à 14 heures.

*L'Eternel gardera ton départ  
et ton arrivée,  
dès maintenant et à jamais.*  
Ps. 121.8

Francis Fréchède,  
son époux,

Laurent et Murièle,  
Renaud et Marie,  
ses enfants,  
Valentine et Louis, Max et Charlotte,  
ses petits-enfants,

Huguette,  
sa sœur  
et Michel Rey,  
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**Annie FRÉCHÈDE,**  
née **LAURENS,**

survenu à Toulouse, le 31 décembre 2012.

La cérémonie religieuse aura lieu  
le vendredi 4 janvier 2013, à 10 h 30,  
en l'église Saint-Jérôme, rue du lieutenant-  
colonel Pélissier, Toulouse (Haute-  
Garonne).

Aux fleurs, serait préféré un don  
en faveur des enfants atteints d'autisme.

M<sup>me</sup> Jean-Loup Gronier-De Backer,

Hélène et Raj, Loup et Bénédicte,  
Maxime, Clément, Aude et Nicolas,  
Agapé, Aimie, Colas et Caroline, Timothé,  
Philippine, Pia et Laurent, Luca,

Les familles Gronier et De Backer,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Jean-Loup GRONIER,**

survenu le 30 décembre 2012,  
entouré des siens.

La cérémonie religieuse aura lieu  
le jeudi 3 janvier 2013, à 10 h 30,  
en l'église d'Hombleux (Somme).

M<sup>lle</sup> Annie Lagarrigue,  
sa fille,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Loubier,  
M. Henri Champs,  
son frère, sa belle-sœur, son beau-frère,  
Ses neveux et nièces  
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marie-Rose LAGARRIGUE,**  
née **LOUBIER,**

survenu le 28 décembre 2012,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 4 janvier 2013, à 14 h 30,  
en l'église Saint-Joseph, rue de Malleville,  
à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), où l'on  
se réunira.

Elle sera suivie de l'inhumation  
dans la sépulture de famille, au cimetière  
Nord, rue Louis Delamarre, à Enghien-les-  
Bains.

Frédéric et Sophie Martin,  
Cécile Martin,  
Francis et Ana Martin,  
ses enfants,

Catherine Martin-Beaumont,  
sa belle-fille,

Nicolas, Clémence, Jean-Baptiste,  
Alexandre, Claire, Maxime,  
ses petits-enfants,

Jacqueline Chardenot,  
sa sœur  
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean Tony MARTIN,**

survenu le 29 décembre 2012,  
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu  
le samedi 5 janvier 2013, à 10 h 30,  
au temple de Luneray (Seine-Maritime).

Nous avons la tristesse de faire part  
du décès de

**M. Fred MARTINACHE,**

survenu le 21 décembre 2012.

La cérémonie religieuse, suivie de  
l'inhumation, s'est déroulée dans l'intimité  
familiale, le vendredi 28 décembre,  
au cimetière du Père-Lachaise, à Paris 20<sup>e</sup>.

Famille Martinache,  
50, boulevard de Strasbourg,  
75010 Paris.

Ceux qui ont aimé et entouré

**Edouard MATTEI,**

font part de son décès,  
le 26 décembre 2012,  
dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont  
eu lieu le lundi 31 décembre 2012,  
au cimetière de Ville-d'Avray, dans  
l'intimité.

Des dons peuvent être adressés  
à l'Institut Curie.

Famille Mattei-Rabelle,  
27, rue de Marnes,  
92410 Ville-d'Avray.

Michele Millette,  
son épouse,  
Sa famille,

ont la douleur et le chagrin de faire part  
du décès de

**M. Guy MILLETRE,**

survenu le 27 décembre 2012.

13, rue Gallieni,  
95690 Nesles-la-Vallée.

Brive. Paris. Turin.

Annie Barthuel,  
sa compagne,  
Simonetta Chierici Simonis,  
Giuseppe et Silvia Simonis,  
son frère et sa belle-sœur,  
Ses neveux et nièces  
Ainsi que toute sa famille,

font part du décès de

**Ippolito SIMONIS,**

survenu le 26 décembre 2012,  
à Brive-la-Gaillarde,  
dans sa soixante-seizième année.

Ses obsèques civiles ont eu lieu  
le samedi 29 décembre, dans la plus stricte  
intimité.

La vicomtesse Toussaint,  
son épouse,  
Françoise et René Collet,  
sa fille et son gendre,  
Isabelle Mac Elhone,  
sa fille,  
Franz-Arthur Mac Elhone,  
son petit-fils,

ont la tristesse de faire part du rappel à  
Dieu, muni des sacrements de l'Eglise du

**vicomte TOUSSAINT,**  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 27 décembre 2012.

La cérémonie religieuse a eu lieu  
dans la plus stricte intimité.

Germaine Valière,  
son épouse,  
Les familles Basquin, Valière, Léger,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Louis-Paul VALIÈRE,**

survenu le 25 décembre 2012.

Les obsèques ont eu lieu le 31 décembre  
dans l'intimité familiale.

7, rue des Vignes,  
11600 Malves-en-Minervoies.

**Souvenir**

Il y a vingt ans,

**Shalom COHEN,**

nous quittait.

Une pensée particulière est demandée  
à tous ceux qui l'ont aimé.

**Communication diverse**



**SOS AMITIÉ**

qui est à l'écoute 24 heures sur 24  
de toute personne en situation  
de solitude, d'angoisse et de mal-être  
recherche

**DES ÉCOUTANT(E)S BÉNÉVOLES**

pour ses sept lieux d'écoute  
à Paris et en Ile-de-France.

Disponibilité souhaitée  
de quelques heures par semaine,  
le jour, le soir, la nuit ou le week-end.  
Formation assurée.

Écrire à SOS Amitié Idf  
7, rue Heyrault, 92660 Boulogne Cedex.  
Email : sos.amitie.idf@wanadoo.fr

**Conférence**

**Rencontre de la SDL**  
en coopération avec  
**la Maison Heinrich Heine.**

**France - Allemagne :**  
**une responsabilité commune**  
**pour l'Europe.**

A la veille du 50<sup>e</sup> anniversaire  
du traité de l'Élysée,  
la question se pose à l'Allemagne  
et à la France de savoir  
quels moyens les deux pays peuvent  
mettre en œuvre pour sortir l'Europe  
de la crise la plus grave  
depuis sa création.  
Plus que jamais les deux pays doivent  
montrer leur sens des responsabilités  
et conjuguer leurs efforts  
comme ils l'ont fait, avec succès,  
dans le passé.

**Eric Chol,** directeur de la rédaction  
de *Courrier International*,  
**Jean-Dominique Giuliani,**  
président de la Fondation Robert  
Schumann,

**Jacqueline Hénaud,**  
professeur et chercheuse au CERI,  
journaliste et essayiste,  
**Hubert Védrine,**  
ancien ministre des Affaires étrangères,  
**Susanne Wasum-Rainer,**  
ambassadeur d'Allemagne en France

seront nos invités à ce débat animé  
par **Sylvie Kauffmann,**  
directrice éditoriale du *Monde*,

**le mercredi 16 janvier 2013,**  
**à 19 heures,**  
**dans l'auditorium du journal Le Monde**  
80, boulevard Auguste-Blanqui,  
Paris 13<sup>e</sup>.

**Réservation obligatoire par mail**  
uniquement et dans la limite des places  
disponibles à [sdl@lemonde.fr](mailto:sdl@lemonde.fr)

**Cours**

Analyse d'image et pratiques  
photographiques, art du tirage argentique.  
<http://www.penser-la-photographie.com>

Polonais pour tous.

Cours du soir.

Sorbonne formation continue  
**centre-civilisation-polonaise@**  
**paris-sorbonne.fr**  
Tél. : 01 43 18 41 53.

L'association **Parler en Paix**,  
organisée à Paris, un enseignement  
simultané de l'arabe et de l'hébreu.  
Toutes informations disponibles  
sur le site  
[www.parlerenpaix.org](http://www.parlerenpaix.org)  
ou par tél. : 06 70 71 61 79.

**Exposition**

Galerie Franck-Sabet,  
du 12 décembre au 6 janvier 2013,  
Franck Sabet, Vittorio Serio  
et Fantôme.  
217, rue du Faubourg-Saint-Honoré,  
Paris 8<sup>e</sup>.  
Tél. : 06 14 29 02 47.

**Vœux**

A nos amis là-haut dans la montagne  
qui nous manquent et que nous aimons,  
le « directeur » et son « compatriote  
pharaonique » vous souhaitent une  
merveilleuse année 2013, pleine de joie et  
d'amour.  
Les kilomètres ne comptent pas quand  
l'amitié est aussi forte que la nôtre.  
Préparez la bouillotte et les chaussons  
molletonnés, nous n'allons pas tarder à  
venir vous voir !

Vos amis de trente ans (presque).

**Le Monde** Le Carnet

**Souhaitez une  
BONNE ANNÉE  
à ceux qui  
vous sont chers**



**Forfait 5 lignes :**  
**75 € TTC**

Ligne supplémentaire : 20 € TTC  
Offre valable pour une parution  
en janvier 2013



# Les étudiants inutiles de Viktor Orban

Lettre d'Europe centrale

JOËLLE STOLZ

C'est un beau brun au sourire ravageur, qui veut quitter la Hongrie pour tenter sa chance sous d'autres cieux. Dans le taxi qui le conduit à l'aéroport de Budapest, il passe en revue sur son smartphone les photos de ses copains, les souvenirs des fêtes, des jolies filles, des concerts de rock, des joutes de ski nautique sur le lac Balaton. Et finalement, pris de nostalgie pour un pays où il fait si bon vivre, renonce à son projet.

Réalisé sur commande du gouvernement hongrois, ce spot destiné à décourager l'émigration des jeunes a été diffusé, fin 2012, sur les chaînes de télévision publiques – suscitant une marée de commentaires sur les réseaux sociaux : son « héros » semblait si privilégié, dans un pays où le revenu moyen tourne autour de 750 euros par mois, que l'on pouvait se demander pourquoi il rêvait d'ailleurs.

Même si le chiffre est difficile à établir, des milliers de jeunes Hongrois, parmi les mieux éduqués, ont émigré ces deux dernières années. La levée des ultimes restrictions qui pesaient, pour les ressortissants polonais et hongrois, sur le marché du travail en Allemagne et en Autriche, où les salaires sont de trois à quatre fois plus élevés, mais aussi la politique erratique du gouvernement conservateur de Viktor Orban ont accéléré le mouvement.

Celui-ci risque de s'accroître en raison de la volonté officielle de réduire fortement le quota de places gratuites pour les étudiants dans les universités, ainsi que l'accès à des filières jugées inutiles à l'industrie hongroise, telles que l'économie, le droit ou les sciences humaines. Les exemptés de frais qui s'obstinent à choisir des matières jugées superflues pour le pays doivent s'engager par contrat à travailler

dans le secteur public pour une durée double de leurs années d'études.

L'annonce, en décembre, que le gouvernement entendait limiter, en 2013, à 10 480 le nombre d'exemptions de frais de scolarité dans l'enseignement supérieur a poussé des milliers d'étudiants à manifester, souvent aux côtés de leurs enseignants, à Budapest, Szeged et Pécs, les centres universitaires du sud du pays. Jusqu'en 2011, quelque 53 000 étudiants étaient dispensés de payer ces frais, qui atteignent aujourd'hui, suivant les filières, entre 600 et 3 500 euros par semestre.

Ainsi seuls 100 étudiants en droit bénéficient-ils de l'exemption, contre 800 en 2012. « Je pense, donc je suis un problème », lisait-on sur une banderole des manifestants. Le gouvernement argue que les perdants peuvent contracter auprès de l'Etat un prêt à 2 % d'intérêt (trois fois inférieur au taux directeur de la banque centrale), mais beaucoup refusent de s'endetter.

La révolte étudiante a jeté ensemble dans la rue l'avant-garde des comités auto-gérés Hallgatói Halozat, constitués en 2011, et les troupes modérées du syndicat étudiant HÖÖK, l'un des piliers du système depuis la chute du communisme. Ils ont aussi été rejoints par des lycéens.

Ceux-ci s'inquiètent du couperet qui va s'abattre sur eux après le baccalauréat, mais aussi de la prise de contrôle, depuis quelques mois, de l'enseignement primaire et secondaire –, soit par l'Etat (qui se substitue aux communes en faillite), soit, notamment dans les localités de province,

par les Eglises chrétiennes, qui imposent aux élèves leur morale religieuse.

Le 12 décembre, tous ont convergé à l'université technique de Budapest, l'un des bastions de l'insurrection anticommuniste de 1956. Le signal était d'autant plus alarmant pour le Fidesz, le parti au pouvoir depuis 2010, que celui-ci est né, en 1988, d'un mouvement étudiant désireux de secouer la chape communiste.

Les manifestants de décembre 2012 ont pris un malin plaisir à placarder la photo d'archive de Viktor Orban – alors étudiant à la dégaîne provinciale, cheveux mi-longs mais veste pied-de-coq et nœud papillon – qui, en son temps, avait défié le régime en

**Le gouvernement hongrois veut réduire l'accès à des filières jugées superflues, telles que l'économie, le droit ou les sciences humaines**

place. Les contestataires rappellent que le Fidesz, en 2008, avait organisé avec succès, contre le gouvernement socialiste du premier ministre Ferenc Gyurcsány, un référendum rejetant les frais d'inscription obligatoires à l'université.

M. Orban a donc discuté en personne avec les étudiants, et le gouvernement a multiplié les promesses pour tenter d'éteindre le feu. Sa marge de manœuvre

financière est étroite, car il a promis à la Commission européenne de réduire le déficit budgétaire, en 2013, à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB), dans l'espoir que la procédure pour déficit excessif, ouverte par Bruxelles, serait suspendue.

Or, si ce n'est pas le cas, les fonds de cohésion européens, qui contribuent pour 30 % au PIB hongrois, ne seront plus versés à Budapest : une catastrophe, à un an des législatives, prévues en avril 2014.

Les nuages s'accroissent donc pour M. Orban et son équipe. La Cour constitutionnelle hongroise vient de casser une loi qui obligeait les électeurs à s'inscrire sur des listes pour pouvoir voter. A cette occasion, le président du Parlement hongrois, Laszlo Kövér, a révélé une conception déconcertante du rôle d'une Cour constitutionnelle dans un Etat démocratique moderne : en retoquant des textes votés par les députés, s'est-il indigné, les juges de la Cour se placent au-dessus du peuple et instaurent une sorte de pouvoir théocratique, au nom d'une « divinité invisible appelée la Constitution ».

Les partis démocrates-chrétiens et conservateurs européens, qui ont jusqu'ici fait preuve d'une patience angélique envers le Fidesz, pourraient peut-être donner quelques cours de rattrapage démocratique à M. Kövér. A moins que les courageux qui persistent, en Hongrie, à étudier envers et contre tout les arcanes du droit ne se portent volontaires. ■

stolz@lemonde.fr

## C'est à voir... | CHRONIQUE ÉCRANS

PAR RENAUD MACHART



### PQFD

Le « relooking extrême » est l'une des engeances récurrentes de la télévision et il affecte autant les visages, les corps que l'habitat d'âmes mises en souffrance par l'inadéquation, supposée ou réelle, de leur apparence et de leur lieu de vie avec l'idée, probablement trop idéale, qu'ils s'en font. Combien de candidats (essentiellement féminins) n'ont-ils pas affronté, face caméra, le bistouri de quelque chirurgien médiatique sur le modèle de Sean McNamara et Christian Troy, les bellâtres de la série « Nip/Tuck » (2003-2010) ?

La chose commence en général par un passage au « confessionnal » où l'objet du conflit narcissique est exposé par le candidat au remodelage. Un gros feutre à la main, le praticien, aux dents invaiblement blanches et à la peau tendue comme celle d'un tambourin (les chirurgiens esthétiques de cette obédience jet-set sont en général les appartements témoins de leurs travaux), tracent un plan de restructuration en pointillés à même la peau.

Après quelques séquences d'images gore plus ou moins floutées, les candidats en ressortent, comme la plupart des clientes des instituts de beauté qu'avait créés l'écrivain Colette, « en paraissant quinze ans de plus », ainsi que l'écrit Edmund White dans *The Flaneur: A Stroll through the Paradoxes of Paris* (Bloomsbury, 2001).

Il en va souvent de même avec les programmes de réaménagement express d'appartements problématiques : vous avez, comme la candidate récente d'une émission de Maison +, filiale de Canal+, des cabinets qui « débouchent » (sic) directement sur votre salon.

Intervient alors, comme un *deus ex machina*, un jeune architecte qui, en un croquis magique, vous redessine un habitat enfin

fonctionnel, mais pas toujours d'un design dont on voudrait chez soi.

A propos de cabinets, Stylija consacrait, mardi 1<sup>er</sup> janvier, à 15 h 36, un épisode de sa série « L'ADN du design » aux WC d'une marque importante qu'il me faut citer tant son nom, d'origine japonaise, sonne de manière amusante aux oreilles françaises : Toto.

La marque de haute gamme produit, à en croire le documentaire, le nec plus ultra du genre et paraît indétrônable en la matière. Suivait une longue explication des vertus anatomiques de ce siège, des accessoires façon bidet high-tech, avec jets d'eau et d'air chaud qui assurent une hygiène enfin délivrée de la tyrannie du papier toilette.

**Suivait une longue explication des vertus anatomiques de ce siège et de ses accessoires**

La traduction simultanée du programme américain semblait vouloir produire toutes les circonvolutions lexicales et doubles sens imaginables en ce cadre : « le fondement de la marque », « toilettes sorties du moule », « la poussée de la coulée » : sic, sic et re-sic.

Comme si cela ne suffisait pas, un représentant assurait que, pour les essais techniques simulés, il n'y avait pas mieux que la pâte de soja. « Elle a toutes les caractéristiques des déchets humains. Sa densité et sa pesanteur spécifique. Et elle ressemble vraiment à des déchets humains », affirmait, inutile preuve à la main, le préposé. « Eh ! bien, on s'y méprendrait ! », confirmait, extatique, une collègue zélée. PQFD : parce qu'il fallait le dire. ■

## A ne pas manquer sur LeMonde.fr

Culture Douze histoires vraies

En partenariat avec Marseille-Provence 2013, Lemonde.fr publie, sous la forme de témoignages sonores, douze « histoires vraies » recueillies par l'écrivain François Beaune dans douze villes de la Méditerranée. Premier épisode, avec le récit d'une « bouillabaisse infernale » narré par les quatre convives qui ont pris part à ce repas peu ordinaire. [www.lemonde.fr/culture/](http://www.lemonde.fr/culture/)

Le Monde.fr présente M Emploi



**Boostez**  
votre carrière avec  
**Le Monde | monster**

Decouvrez notre nouvelle chaîne

**LeMonde.fr/emploi**

L'actualité du marché de l'emploi, la gestion de carrière, le management et toutes nos offres d'emploi.

Le Monde | INTERNET MOBILE TABLETTE QUOTIDIEN MAGAZINE

**En 2012, certains  
distributeurs semblent  
avoir découvert  
l'existence des prix bas.**

**En 2013, continuez  
à vérifier qui  
les applique vraiment.**



Depuis 1949, E.Leclerc se bat pour être le moins cher.

Depuis 2006, vous avez pu le vérifier avec [questlemoinscher.com](http://questlemoinscher.com),  
le 1<sup>er</sup> comparateur de prix proposé par une enseigne pour  
vous permettre d'améliorer votre pouvoir d'achat.

En 2013, nous continuerons à nous battre  
pour vous offrir les meilleurs prix au quotidien.

Bonne Année

**E.Leclerc**



Téléchargez l'application sur :

